



État des lieux de la pénurie de main-d'œuvre au sein de la communauté francophone de l'Ontario

Financé par :



Innovation, Science and
Economic Development Canada

Innovation, Sciences et
Développement économique Canada

Rapport final

Matthieu Brennan
Marie-Eve Pépin
Jonathan Naisby
Le 31 mars 2024

Ce document demeure un état des lieux dont l'objectif n'est pas de reprendre ni de répéter les études et les recherches déjà menées sur la situation actuelle de pénurie de main-d'œuvre francophone en Ontario. Les constats et les pistes de réflexion demeurent des suggestions pour l'AFO.

Cet état des lieux se concentre sur les aspects fédéral et provincial du sujet, ce qui va de pair avec le mandat de l'AFO, propriétaire du document. Enfin, l'état des lieux présente un survol des données qualitatives pertinentes recueillies sur la situation de pénurie de main-d'œuvre francophone que peuvent vivre les entreprises et les organismes au sein de la communauté francophone de l'Ontario.

Ce rapport a été préparé par l'équipe de Brynaert, Brennan & Associé.e.s.



Brynaert, Brennan & Associé.e.s
Une division de 3941388 Canada Inc.

TABLE DES MATIERES

Liste des abréviations.....	v
Sommaire exécutif	vi
Portrait démographique	vi
Principales industries	vi
Principaux emplois.....	vii
Perspectives des emplois en français	vii
Offres d'emplois en français	viii
Consultations	viii
1 Contexte et mandat	1
2 Méthodologie de l'état des lieux	2
2.1 Revue documentaire.....	2
2.2 Collecte de données statistiques	3
2.3 Consultations	3
2.4 Population visée.....	3
2.5 Divisions géographiques de l'Ontario	5
3 Portrait démographique	9
3.1 Immigration.....	11
4 Portrait du marché du travail francophone en Ontario.....	15
4.1 Principales industries	16
4.1.1 Potentiel linguistique par industries	24
4.2 Principaux emplois.....	25
4.3 Perspectives des emplois en français	29
4.4 Offres d'emplois en français	34
5 Conclusion.....	35
5.1 Pistes d'action	36
5.2 Rôle de l'AFO.....	37
6 Bibliographie	38
7 Annexe A — Travailleurs utilisant le français au moins régulièrement au travail en Ontario par industrie	40
7.1 Régions de la fonction publique	40
7.2 Régions économiques	44

8	Annexe B — Nombre de travailleurs qui utilisent le français le plus souvent ou régulièrement au travail en 2021, par grand groupe de professions, par région	48
8.1	Régions de la fonction publique	48
8.2	Régions économiques	50
9	Annexe C — Les 10 emplois ayant le plus de travailleurs utilisant le français le plus souvent ou régulièrement au travail en 2021, par région.....	55
9.1	Régions de la fonction publique	55
9.2	Régions économiques	59
10	Annexe D — 10 professions ayant le plus de possibilités d'emplois en français, par région, 2022 à 2031	63
11	Annexe E — 10 professions identifiées comme étant en pénurie dans le futur et ayant le plus de possibilités d'emplois en français, par région, 2022 à 2031	64
12	Annexe F – Sondage mené auprès des membres de l’AFO – 2024.....	66
12.1	Mise en contexte	66
12.2	Méthodologie.....	66

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 — Population ayant le français comme PLOP par région, 2021	9
Tableau 2 — Nombre de résidents permanents d'expression française par groupe d'âge, Ontario, 2018-2023	14
Tableau 3 — Candidats invités d'Entrée express évalués en français selon la catégorie d'invitation, Ontario, 2019 à 2023	15
Tableau 4 — Nombre de travailleurs qui utilisent le français le plus souvent ou régulièrement au travail 2021, par grand groupe de professions, Ontario.....	26
Tableau 5 — Possibilités d'emplois en français en Ontario, par région	29
Tableau 6 - 10 professions ayant le plus de possibilités d'emplois en français en Ontario, 2022 à 2031 ..	31
Tableau 7 - 10 professions ayant le plus de possibilités d'emplois en français en Ontario et identifiées comme étant en pénurie dans le futur, 2022 à 2031	32
Tableau 8 – 10 emplois en situation de pénurie dans le futur ayant le plus d'offres d'emplois exigeant le français en Ontario, 2023.....	34

TABLE DES FIGURES

Figure 1 - Population francophone ontarienne selon les définitions employées.....	5
Figure 2 – Régions de la fonction publique de l'Ontario.....	7
Figure 3 – Régions économiques de l'Ontario, Statistique Canada, 2021	8
Figure 4 — Population ayant le français comme PLOP, par groupe d'âge, par région, 2021.....	10

Figure 5 — Admission de résidents permanents d'expression française en Ontario, selon la région de destination envisagée, régions de l'Est et du Centre, 2018 à 2023	12
Figure 6 — Admission de résidents permanents d'expression française en Ontario, selon la région de destination envisagée, régions du Nord et du Sud-Ouest, 2018 à 2023	13
Figure 7 — Admission de résidents permanents d'expression française par groupe d'âge en Ontario, 2018-2023	14
Figure 8 — Nombre de travailleurs utilisant le français au moins régulièrement au travail par industrie, en Ontario, 2021	17
Figure 9 — Français utilisé par les entreprises ou les organismes du secteur privé lors du service à la clientèle au cours des 12 derniers mois, troisième trimestre de 2023, Ontario	21
Figure 10 — Pourcentage d'employés du secteur privé à qui l'on exige d'être bilingue en anglais et en français, troisième trimestre de 2023, Ontario	22
Figure 11 — Potentiel linguistique par industrie en Ontario, 2021.....	25
Figure 12 — Proportion de travailleurs utilisant le français au moins régulièrement au travail en Ontario et régions, 2021	27
Figure 13 — Les 10 emplois ayant le plus de travailleurs utilisant le français le plus souvent ou régulièrement au travail en 2021, Ontario	28
Figure 14 — Possibilités d'emplois en français en Ontario, par région, 2022 à 2031	30

TABLE DES CONSTATS

Constat 1 — Les francophones en Ontario se concentrent majoritairement dans les régions de l'Est et du Nord	9
Constat 2 — L'Ontario fait face à un défi de vieillissement de sa population et d'un manque de relève . 10	
Constat 3 — Hausse généralisée des admissions d'immigrants francophones dans toutes les régions de l'Ontario	13
Constat 4 — Reprise du nombre de francophones issus du programme d'Entrée express en Ontario.....	15
Constat 5 — Le secteur public, principal lieu de travail des francophones.....	18
Constat 6 — Le français, langue de service à la clientèle dans 14,4 % des entreprises et organismes privés en Ontario	22
Constat 7 — Le bilinguisme est une exigence variable selon les secteurs d'activité	23
Constat 8 — Seulement 1/3 des francophones selon la CLO travaillaient en français en Ontario en 2021	25
Constat 9 — Près de 350 000 travailleurs francophones en Ontario	26
Constat 10 — Le français est utilisé au moins régulièrement au travail par 4,4 % des travailleurs ontariens.....	27
Constat 11 — Les principaux emplois où le français est utilisé nécessitent une formation postsecondaire	28
Constat 12 — Le nombre de possibilités d'emplois en français en Ontario sera en baisse d'ici 2031.....	30

Constat 13 — Les professions ayant le plus de possibilités d'emplois en français en Ontario sont majoritairement en santé, éducation et informatique.....	31
Constat 14 — Sur les 10 principales professions identifiées comme étant en pénurie, 7 se trouvent en santé ou informatique	33
Constat 15 — Beaucoup de demandes d'emploi qui exigent le français ne nécessitent pas de formation postsecondaire.....	34

Dans ce texte, l'utilisation du masculin n'a d'autres fins que d'alléger le texte.

Liste des abréviations

AFO	Assemblée de la francophonie de l'Ontario
AR	Agglomérations de recensement
CIMT	Conseil d'information sur le marché du travail
CFSM	Communauté francophone en situation minoritaire
CLO	Connaissance des langues officielles
CLOSM	Communauté de langue officielle en situation minoritaire
CNP	Classification nationale des professions
DIF	Définition inclusive de francophone
EDSC	Emploi et Développement social Canada
IRCC	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
LSF	<i>Loi sur les services en français</i>
OSBL	Organisme(s) sans but lucratif
PLOP	Première langue officielle parlée
PME	Petite ou moyenne entreprise
RMR	Région métropolitaine de recensement
STIM	Sciences, technologie, ingénierie et mathématiques
SPPC	Système de projection des professions au Canada

Sommaire exécutif

Portrait démographique

La population francophone de l'Ontario est la plus importante hors Québec. En 2021, plus de 484 000 personnes avaient le français comme seule première langue officielle parlée (PLOP) et 11,1 % de la population ontarienne était capable de tenir une conversation en français. En reprenant la définition inclusive de francophone (DIF) du Commissariat aux services en français, l'Ontario comptait 652 540 francophones en 2021. C'est la région de l'Est qui compte le plus grand nombre de francophones, tandis que la région du Nord en a la plus forte proportion. Cependant, la répartition par âge des francophones en Ontario révèle un vieillissement de la population et une insuffisance de jeunes en âge de travailler afin de remplacer les départs à la retraite.

L'analyse des niveaux d'immigration francophone en Ontario souligne l'importance de cette population pour renforcer le bassin de main-d'œuvre francophone. L'Ontario a atteint pour la première fois sa cible de 5 % d'immigration francophone en 2022 avec 5,3 % des immigrants admis qui parlent français. La région de l'Est attire près de la moitié de ceux-ci, mais toutes les régions ont connu une augmentation du nombre d'admissions par rapport aux niveaux d'avant la pandémie.

Selon nos analyses, l'immigration francophone en Ontario est en hausse dans toutes les régions. La région de l'Est est celle qui attire le plus de résidents permanents d'expression française, avec près de 50 % des admissions en Ontario. En 2022, le nombre d'admissions de résidents permanents d'expression française avait dépassé les niveaux d'avant la pandémie dans toutes les régions.

Les projections du ministère des Finances de l'Ontario vont dans le même sens, alors qu'une croissance de 43,6 % de la population de l'Ontario est à prévoir entre 2022 et 2046. Cette croissance sera en grande partie attribuable à l'immigration et représentera 85 % de la croissance démographique, contre 15 % issue de l'accroissement naturel.

En février 2024, Mark Miller, ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté du Canada, a annoncé une nouvelle initiative de sélection d'Entrée express axée sur les catégories identifiées, telles que la compétence linguistique en français et l'expérience de travail dans un domaine en pénurie de main-d'œuvre.

Principales industries

Dans son rapport de 2023, le ministère des Affaires francophones de l'Ontario souligne que la pénurie de travailleurs francophones et bilingues en Ontario affecte surtout les secteurs de la santé, de l'éducation, de la petite enfance et des services sociaux et communautaires. Ces secteurs font partie du domaine public, qui regroupe le plus de travailleurs utilisant le français au moins régulièrement au travail. Les administrations publiques, les services d'enseignement, ainsi que les soins de santé et d'assistance sociale, sont les trois principales industries du secteur public au niveau provincial. Bien que certaines différences existent au niveau régional, la prépondérance des travailleurs utilisant le français au moins régulièrement au travail dans le secteur public est sans équivoque.

Le secteur privé, quant à lui, utilise le français lors du service à la clientèle dans 14,4 % des entreprises et organismes en Ontario. Les industries de l'information et de la culturelle, du transport et de l'entreposage, ainsi que de la finance et des assurances sont celles qui offrent le plus de services en français. Par ailleurs, 5,2 % des employés du secteur privé de l'Ontario se voient exigés d'être bilingues en anglais et en français. Les services professionnels, scientifiques et techniques, le commerce de détail

et la finance et les assurances sont les industries qui demandent le plus à leurs employés d'être bilingues.

En estimant le nombre de travailleurs pouvant potentiellement occuper des postes nécessitant le français en Ontario, nous observons que le potentiel linguistique atteint dans chacune des industries en Ontario est très variable. Le potentiel linguistique est une notion qui fait référence à la proportion de francophones qui travaillent au moins régulièrement en français.

Seulement 1/3 des francophones selon la connaissance des langues officielles (CLO) travaillaient en français en Ontario en 2021. L'administration publique (55,3 %), les services d'enseignement (49,4 %), ainsi que les soins de santé et l'assistance sociale (38,2 %) sont les industries ayant le plus haut taux de potentiel linguistique atteint. Les services publics (16,5 %) sont ceux avec le moins de potentiel linguistique atteint.

Principaux emplois

Les travailleurs qui utilisent le français au travail en Ontario sont principalement concentrés dans trois grands groupes de profession, soit :

1. L'enseignement, le droit et les services sociaux, communautaires et gouvernementaux ;
2. Les affaires, la finance et l'administration ;
3. La vente et les services.

Ces groupes représentent plus de 68 % des 347 850 travailleurs francophones ou bilingues de la province, qui constituent 4,4 % de l'ensemble des travailleurs.

La région de l'Est de l'Ontario se distingue par sa forte proportion de travailleurs utilisant le français au moins régulièrement au travail (16,8 %), soit près de quatre fois la moyenne provinciale. Les régions du Centre et du Sud-Ouest ont une proportion inférieure à la moyenne (1,8 % et 1,5 % respectivement). La région du Nord, malgré sa forte présence francophone (14,1 % de la population ayant le français comme PLOP), affiche une proportion de travailleurs francophones ou bilingues inférieure à celle de l'Est (10,7 %).

Selon Guichet-Emplois, les principaux emplois nécessitant le français au travail en Ontario sont liés à des domaines qui exigent normalement une formation postsecondaire, tels que l'éducation, la santé, le droit, la gestion ou l'informatique. Toutefois, il existe des variations régionales dans la demande pour ces emplois, selon les caractéristiques démographiques et économiques de chaque région.

Perspectives des emplois en français

En formulant des hypothèses de travail à partir des données du Système de projection des professions au Canada (SPPC), nous observons une tendance à la baisse du nombre de possibilités d'emplois en français dans l'ensemble des régions de l'Ontario. Toutefois, basé sur 2024 comme année de référence, le nombre de possibilités d'emplois en français devrait croître de 3,6 % dans le Nord de l'Ontario.

Parmi les 10 professions ayant le plus de possibilités d'emplois en français en Ontario, nous remarquons que la majorité se situe dans le secteur de la santé, de l'éducation et de l'informatique. Ces professions exigent généralement une formation postsecondaire. En ayant 2024 comme année de référence, les professions qui devraient connaître la plus forte croissance des possibilités d'emplois sont celles liées à la justice, aux soins infirmiers et aux services aux personnes âgées. Des différences existent selon le lieu géographique.

Parmi les professions identifiées comme étant en situation de pénurie de main-d'œuvre dans le futur, 7 des 10 qui offrent le plus de possibilités d'emplois en français appartiennent au secteur de la santé ou de l'informatique. Les médecins de famille (+ 39 %), les experts-conseils et agents de programme en sciences naturelles et appliquées (+23,1 %), ainsi que les infirmiers autorisés et psychiatres (17,9 %) sont les emplois qui connaîtront la plus forte croissance d'emplois entre 2024 et 2031. Toutefois, les possibilités d'emplois varient selon les régions de la province.

Offres d'emplois en français

L'analyse des offres d'emploi en ligne permet de mesurer la demande de main-d'œuvre excédentaire. Elle nous permet également de rapidement prendre le pouls de la demande sur le marché du travail.

Selon les données obtenues auprès du tableau de bord des tendances en matière d'emploi au Canada du Conseil de l'information sur le marché du travail (CIMT), sur les 10 principaux emplois ayant le plus d'offres d'emplois exigeant le français en Ontario en 2023, quatre ne nécessitent pas de formation postsecondaire, soit :

1. Aides familiaux résidents / aides familiales résidentes, aides de maintien à domicile et personnel assimilé ;
2. Réceptionnistes ;
3. Spécialistes des ventes techniques – commerce de gros ; et
4. Serveurs / serveuses au comptoir, aides de cuisine et personnel de soutien assimilé.

Consultations

En mars et avril 2024¹, nous avons mené une consultation par voie de sondage auprès des membres de l'AFO et de certains employeurs de la francophonie ontarienne. Ce sondage a permis de recueillir des données qualitatives et quantitatives qui visaient entre autres à valider, voire renforcer les données déjà en main ainsi que d'apporter une perspective terrain sur le défi que vivent les organismes en matière de main-d'œuvre francophone.

Les faits saillants de cette consultation se déclinent tout au long dans ce rapport, et se résument ainsi :

1. Les résultats sont de manière générale cohérents avec la littérature et les données publiques sur la pénurie de main-d'œuvre. Il y a cohérence entre le fait que les besoins marqués de main-d'œuvre sont dans des secteurs très précis (cités dans ce rapport) et qu'à l'extérieur de ces secteurs, le manque de main-d'œuvre ne semble pas affecter particulièrement le nombre de postes vacants, la stabilité d'emploi et la durée de vacance des postes, notamment. En fait, pour 80 % des organismes disant avoir des postes vacants à l'heure actuelle, leur nombre est beaucoup plus bas que la moyenne de postes vacants par année.
2. Parmi ceux qui perçoivent un problème/défi de pénurie de main-d'œuvre, bien que les trois quarts (75 %) se disent au fait de celle-ci, tous ne se sentent pas concernés au même niveau;

¹ Sondage en ligne du 20 mars au 10 avril 2024, distribué aux membres de l'AFO et à certains employeurs par voie de courriel, avec rappels. Le sondage comportait 120 répondants, parfois en double à de rares occasions, respectivement issus des secteurs communautaire et services sociaux (63 %), public (20 %), privé (13 %) et autres (4 %) (municipal et coopératif).

3. Contrairement aux secteurs public et communautaire, les répondants du secteur privé préfèrent le terme rareté que celui de pénurie de main-d'œuvre;
4. Le secteur de l'éducation est celui qui reçoit des candidatures francophones qui correspondent le moins souvent aux profils recherchés. L'absence ou le manque de candidatures francophones, l'urgent besoin de remplir le poste, ainsi que la rareté de spécialisation/d'expertise dans le domaine demeurent les principales raisons qui les poussent à recruter à l'extérieur de leur localité;
5. Les organismes communautaires disent recevoir en moyenne plus de candidatures francophones pour les postes à combler (5 à 20 en moyenne) que les autres secteurs et que celles-ci sont souvent ou la moitié du temps des candidatures qualifiées selon le profil recherché;
6. Dans tous les secteurs, les répondants sont sur la même longueur d'onde avec le fait qu'il coûte plus cher de former quelqu'un sans expérience que quelqu'un de non qualifié avec de l'expérience (en raison de la spécialisation des professions);
7. Parmi les organismes désignés² répondants au sondage, près du quart d'entre eux indiquent ne pas avoir de postes désignés. Près de 1 organisme sur 5 dit avoir seulement 1 à 3 postes désignés et pour lesquels une durée de vacance est en moyenne de quelques semaines à un mois (32 %), ou plus d'un mois (46 %);
8. Le coût d'embauches pour des postes désignés est de 750\$ à plus de 2 000\$ selon les organismes se disant désignés et ayant des postes désignés;
9. La rareté ou la pénurie de main-d'œuvre a un impact sur le stress, le surmenage du personnel et le développement de nouvelles initiatives;
10. Le télétravail et une hausse des avantages sociaux (salaire, prime) pour contrer les effets du manque de main-d'œuvre comptent parmi les mesures mises en place par les organismes répondants au sondage. D'autres ont dû reporter et refuser des projets, voire restructurer les opérations.
11. Près des trois quarts des répondants au sondage (72 %) ont indiqué être plus enclins qu'avant à accueillir des étudiants en placement, en formation ou en stage (le tiers d'entre eux provient des secteurs de l'éducation et de la santé).

² En vertu de la *Loi sur les services en français* de l'Ontario.

1 Contexte et mandat

La pénurie de main-d'œuvre est un enjeu d'actualité au Canada qui a été annoncé depuis de nombreuses années. Rick Miner dans son rapport [People without jobs, jobs without people](#) annonçait déjà en 2010 une crise du marché du travail en raison du vieillissement de la population et de l'émergence de l'économie du savoir. Cette situation allait entraîner un important déficit de travailleurs qualifiés d'ici 2031, ce que nous vivons présentement.

Cette situation affecte de nombreux secteurs d'activité et a été exacerbée par la pandémie de COVID-19. En effet, la crise sanitaire a entraîné des perturbations dans les opérations des entreprises, ainsi qu'un changement dans les habitudes des consommateurs, qui ont privilégié le commerce en ligne, le télétravail et les services à domicile. Face à cette situation, les gouvernements fédéraux et provinciaux ont mis en place des mesures de soutien aux entreprises, telles que des subventions salariales, des prêts d'urgence ou des allègements fiscaux. À l'heure actuelle, ces mesures n'ont pas suffi à pallier la difficulté de recruter de la main-d'œuvre qualifiée, compétente et disponible. Toutefois, la tendance de postes vacants semblait s'atténuer en 2023³.

Les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM) ne font pas exception à la réalité décrite dans le rapport de Miner. Le besoin et la demande de personnel qualifié francophone ou bilingue sont particulièrement importants dans des secteurs clés comme l'administration publique, l'éducation, la santé, les services sociaux ou juridiques. Or, la disponibilité de main-d'œuvre francophone et bilingue est limitée par plusieurs facteurs, tels que le vieillissement de la population, le faible taux de natalité, l'exode des jeunes vers les grands centres urbains ou l'assimilation linguistique.

L'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) et ses partenaires dans la communauté francophone en Ontario remarquent cette pénurie de main-d'œuvre francophone sur l'étendue de la province. Ainsi, l'AFO souhaite réaliser un état des lieux sur l'état actuel de la pénurie de main-d'œuvre en Ontario français afin d'établir un portrait clair et factuel de la situation de la pénurie de main-d'œuvre en Ontario français, et dégager des pistes d'actions concrètes pour la mise en œuvre de stratégies sur le terrain.

³ Statistique Canada, « [Analyse des défis liés à la main-d'œuvre au Canada, deuxième trimestre de 2023](#) », 22 juin 2023, consulté le 12 février 2024.

2 Méthodologie de l'état des lieux

Afin de démarrer cette analyse et de brosser un portrait de la pénurie de main-d'œuvre francophone en Ontario, nous avons mené nos travaux en trois temps, soit une revue documentaire, une collecte de données statistiques, ainsi qu'une collecte de données qualitatives grâce à une consultation à travers un sondage auprès des employeurs de la francophonie ontarienne.

2.1 Revue documentaire

L'objectif de cette revue documentaire consistait à consolider les analyses déjà publiées et d'identifier les considérations pertinentes à notre état des lieux. Pour réaliser cet objectif, nous avons commencé par effectuer une recherche bibliographique sur les bases de données académiques, les rapports gouvernementaux et les publications d'organismes spécialisés dans le domaine du marché du travail, de la francophonie canadienne et de la main-d'œuvre. Ensuite, nous avons sélectionné les documents les plus pertinents, les plus récents et les plus fiables pour notre analyse.

Plusieurs études récentes postpandémie ont mis en lumière la situation du marché du travail au sein des CFMS, notamment en Ontario. Ces études restent pertinentes au début de 2024 et proposent des méthodologies intéressantes pour analyser la situation de pénurie de main-d'œuvre. Ces études permettent d'identifier les principaux secteurs d'activité touchés par la pénurie de main-d'œuvre francophone ou bilingue, certaines causes et conséquences de cette pénurie, l'ampleur du phénomène, ainsi que les stratégies mises en œuvre par les employeurs pour y faire face.

Voici les principaux documents répertoriés ayant une grande valeur pour notre analyse. Ce tableau ne constitue pas une liste exhaustive de la documentation consultée :

	Année	Document	Institution
1	2022	Initiative de recherche au sein des communautés francophones en situation minoritaire pour une main-d'œuvre qualifiée dans les différents secteurs de l'économie canadienne - Volume 1	DPM Research
2	2022	Initiative de recherche au sein des communautés francophones en situation minoritaire pour une main-d'œuvre qualifiée dans les différents secteurs de l'économie canadienne - Volume 2	DPM Research
3	2022	Cartographier les cheminements de carrière pour la main-d'œuvre francophone et bilingue de l'Ontario	Conseil des technologies de l'information et des communications
4	2023	Explorer la demande de main-d'œuvre non comblée du Canada en ce qui a trait aux travailleurs bilingues dans des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) à l'extérieur du Québec	Emploi et Développement social Canada
5	2023	Rapport sur les affaires francophones	Ministère des Affaires francophones de l'Ontario
6	2024	Plus de 1 établissement du secteur privé sur 6 exigeant le bilinguisme prévoit des difficultés à recruter du personnel bilingue	Statistique Canada

2.2 Collecte de données statistiques

La collecte de données statistiques consistait à collecter et analyser des données statistiques sur les besoins locaux en matière de main-d'œuvre francophone et bilingue en Ontario. Nous nous sommes basés sur des sources de données secondaires pour dresser un portrait des tendances actuelles et futures du marché de l'emploi dans l'ensemble des régions de l'Ontario. Voici les sources de données utilisées :

1. Enquête canadienne sur la situation des entreprises ;
2. Statistique Canada – Recensement de 2021 ;
3. Système de projection des professions du Canada (SPPC) ;
4. Conseil de l'information sur le marché du travail (CIMT-LMIC) ;
5. Guichet-Emplois.

2.3 Consultations

Au printemps 2024⁴, nous avons mené une consultation par voie de sondage auprès des membres de l'AFO et de certains employeurs de la francophonie ontarienne. Nous avons ciblé des répondants du secteur public, c'est-à-dire des organismes ou établissements financés en majorité par le gouvernement provincial (collèges, universités, centres de santé, hôpitaux, etc.), du secteur privé (cliniques, pratiques privées, entreprises, services professionnels, firmes, etc.), puis du secteur communautaire et sans but lucratif (services sociaux et communautaires, formation auprès des adultes, associations, clubs, etc.). Malgré les efforts pour obtenir davantage de répondants du côté des agences publiques, peu de réponses ont été obtenues de ce secteur. De plus, nous avons dû procéder à un nettoyage des données afin d'éliminer les duplicatas et certaines données aberrantes.

Cet outil de collecte de données complémentaires via la plateforme Survey Monkey a permis de recueillir des données qualitatives et quantitatives qui visaient entre autres à valider, voire renforcer les données déjà en main ainsi que d'apporter une perspective terrain sur le défi que vivent les organismes en matière de main-d'œuvre francophone. Ce sondage comportait son lot de questions notamment sur l'expérience que cette pénurie génère ainsi que la mesure de la perception et des répercussions qu'elle impose, en se gardant bien d'éviter de répéter les questions déjà soulevées et explorées dans la littérature.

2.4 Population visée

La variable de la première langue officielle parlée (PLOP) est utilisée dans la plupart des analyses et rapports concernant la population francophone au Canada. Cette variable permet de déterminer le nombre de personnes ayant le français comme PLOP, mais sous-estime l'utilisation du français étant donné qu'elle n'inclut pas les personnes étant capables de soutenir une conversation en français. Cette variable est surtout utilisée puisqu'elle fait appel à une méthodologie établie dans le cadre de la *Loi sur les langues officielles*.

⁴ Sondage en ligne du 20 mars au 10 avril 2024, distribué aux membres de l'AFO et à certains employeurs par voie de courriel, avec rappels. Le sondage comportait 120 répondants, parfois en double à de rares occasions, respectivement issus des secteurs communautaire et services sociaux (63 %), public (20 %), privé (13 %) et autres (4 %) (municipal et coopératif).

D'autres définitions ratissent plus largement afin d'avoir une meilleure compréhension d'utilisateurs potentiels de services, comme la [Définition inclusive de francophone](#) (DIF) du gouvernement de l'Ontario. Cette définition, en plus de comprendre ceux qui ont le français comme PLOP, permet d'inclure ceux qui ont une bonne connaissance du français comme langue officielle et qui utilisent le français à la maison. Une autre définition similaire est utilisée au niveau fédéral, soit la [Demande potentielle de communications et de services fédéraux dans la langue officielle minoritaire](#) (demande potentielle). Cette dernière sert à estimer la demande potentielle de services dans la langue minoritaire et de déterminer où les bureaux fédéraux devraient communiquer et offrir des services en langue minoritaire. Elle comprend la population hors Québec qui a le français comme langue maternelle, comme principale langue d'usage à la maison ou encore comme langue d'usage régulière à la maison.

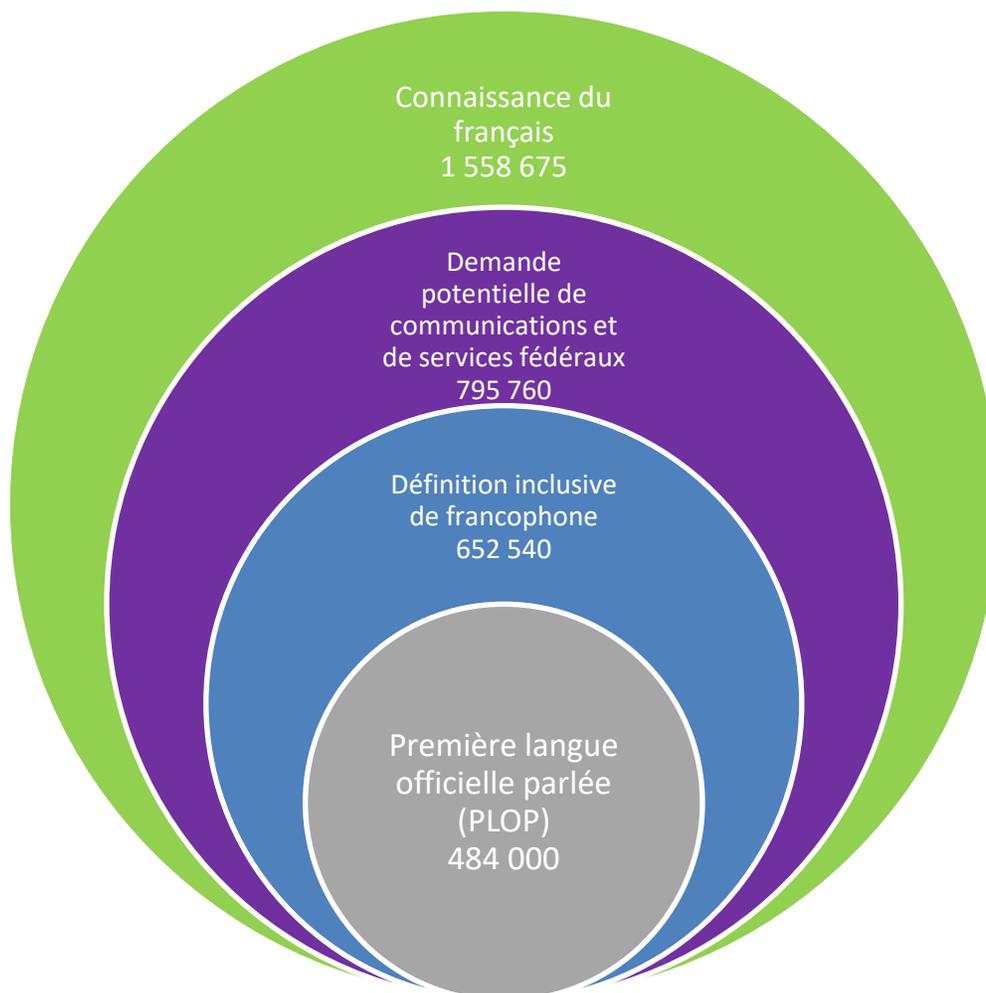
Puisque cet état des lieux porte sur le marché du travail en Ontario, nous analysons les données disponibles en tenant compte des définitions plus inclusives de francophone, tel que la DIF et la demande potentielle. Ainsi, la connaissance des langues officielles (CLO) est utilisée afin de déterminer le potentiel linguistique⁵, ainsi que l'utilisation du français au moins régulièrement au travail afin de déterminer les emplois qui nécessitent le français au travail.

Voici la population incluse dans chacune des variables utilisées :

1. PLOP :
 - a. Français;
 - b. Français et anglais.
2. Langue utilisée au travail le plus souvent et régulièrement (travaillent en français) :
 - a. Français;
 - b. Français et anglais;
 - c. Français et langue (s) non officielle;
 - d. Français, anglais et langue(s) non officielle(s).
3. CLO :
 - a. Français seulement;
 - b. Français et anglais.

⁵ Le potentiel linguistique fait référence au bassin de main d'œuvre étant susceptible de travailler en français. Cette méthodologie a été élaborée par DPM Research en 2022. Voir DPM Research, « [Initiative de recherche au sein des communautés francophones en situation minoritaire pour une main-d'œuvre qualifiée dans les différents secteurs de l'économie canadienne – Volume I](#) », 20 mai 2022, p. 6.

Figure 1 - Population francophone ontarienne selon les définitions employées



2.5 Divisions géographiques de l'Ontario

Notre analyse utilise différentes géographies selon les bases de données disponibles. Afin de traiter les données avec cohérence, le regroupement préféré est celui des régions de la fonction publique de l'Ontario (Figure 2) qui rassemble les régions économiques (Figure 3). Nous utilisons également des données issues des régions métropolitaines de recensement (RMR) et des agglomérations de recensement (AR), pour lesquelles nous avons fait correspondre avec les régions économiques.

1. La région du Nord :
 - a. Régions économiques : Nord-est et Nord-ouest.
 - b. RMR et AR : Elliot Lake, Grand Sudbury, Kenora, North Bay, Sault Ste. Marie, Thunder Bay et Timmins.

2. La région de l'Est :
 - a. Régions économiques : Kingston-Pembroke, Ottawa et Muskoka-Kawarthas.
 - b. RMR et AR : Belleville-Quinte West, Brockville, Cobourg, Cornwall, Hawkesbury (partie de l'Ontario), Kawartha Lakes, Kingston, Ottawa-Gatineau (partie de l'Ontario), Pembroke, Petawawa, Peterborough et Port Hope.
3. La région du Centre :
 - a. Région économique : Toronto.
 - b. RMR et AR : Oshawa et Toronto.
4. La région du Sud-Ouest :
 - a. Régions économiques : Kitchener-Waterloo-Barrie, Hamilton-Niagara Peninsula, Windsor-Sarnia, London et Stratford-Bruce Peninsula.
 - b. RMR et AR : Barrie, Brantford, Centre Wellington, Chatham-Kent, Collingwood, Essa, Guelph, Hamilton, Ingersoll, Kitchener-Cambridge-Waterloo, London, Midland, Norfolk, Orillia, Owen Sound, Sarnia, St. Catharines-Niagara, Stratford, Wasaga Beach, Windsor, Woodstock.

Figure 2 – Régions de la fonction publique de l'Ontario

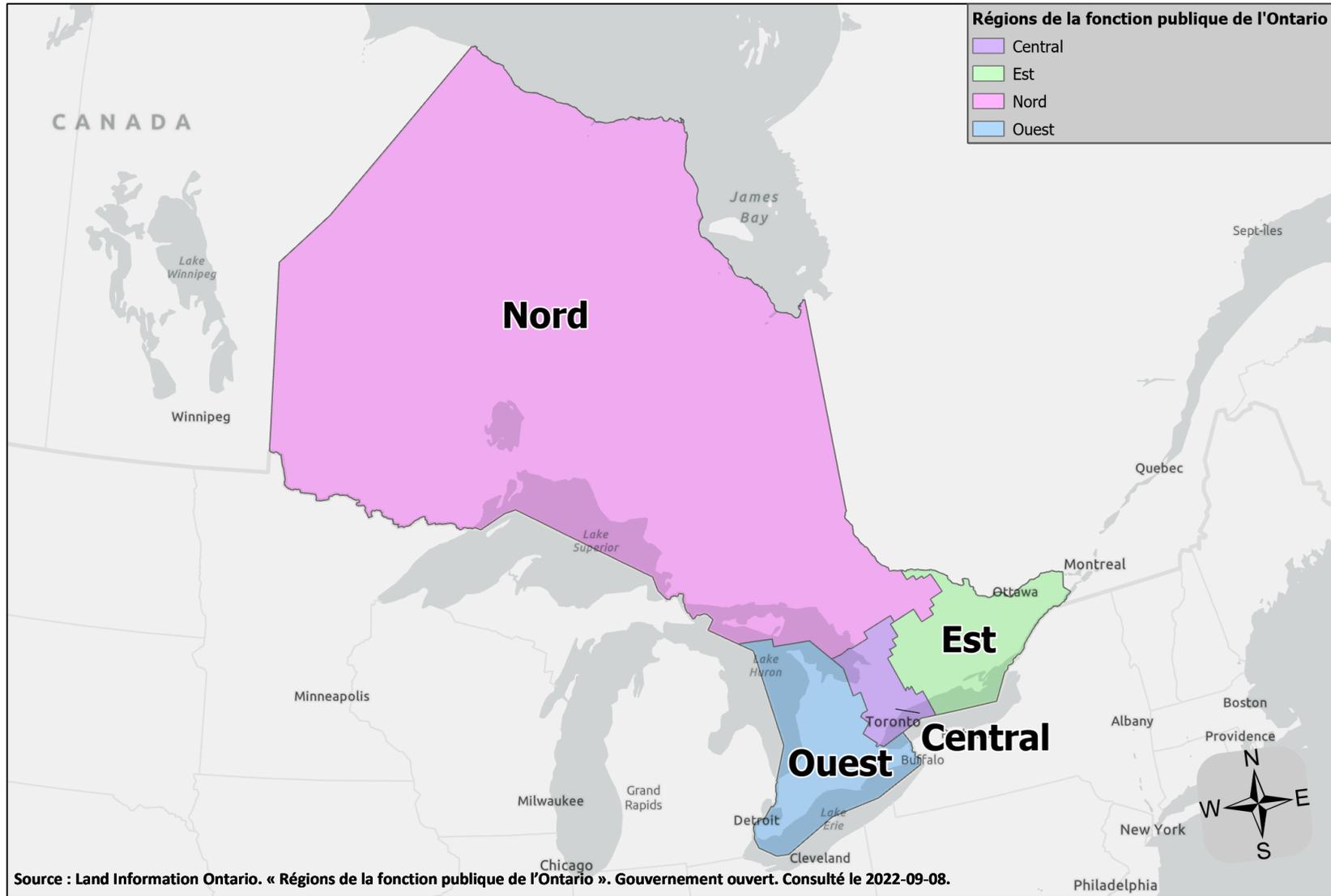
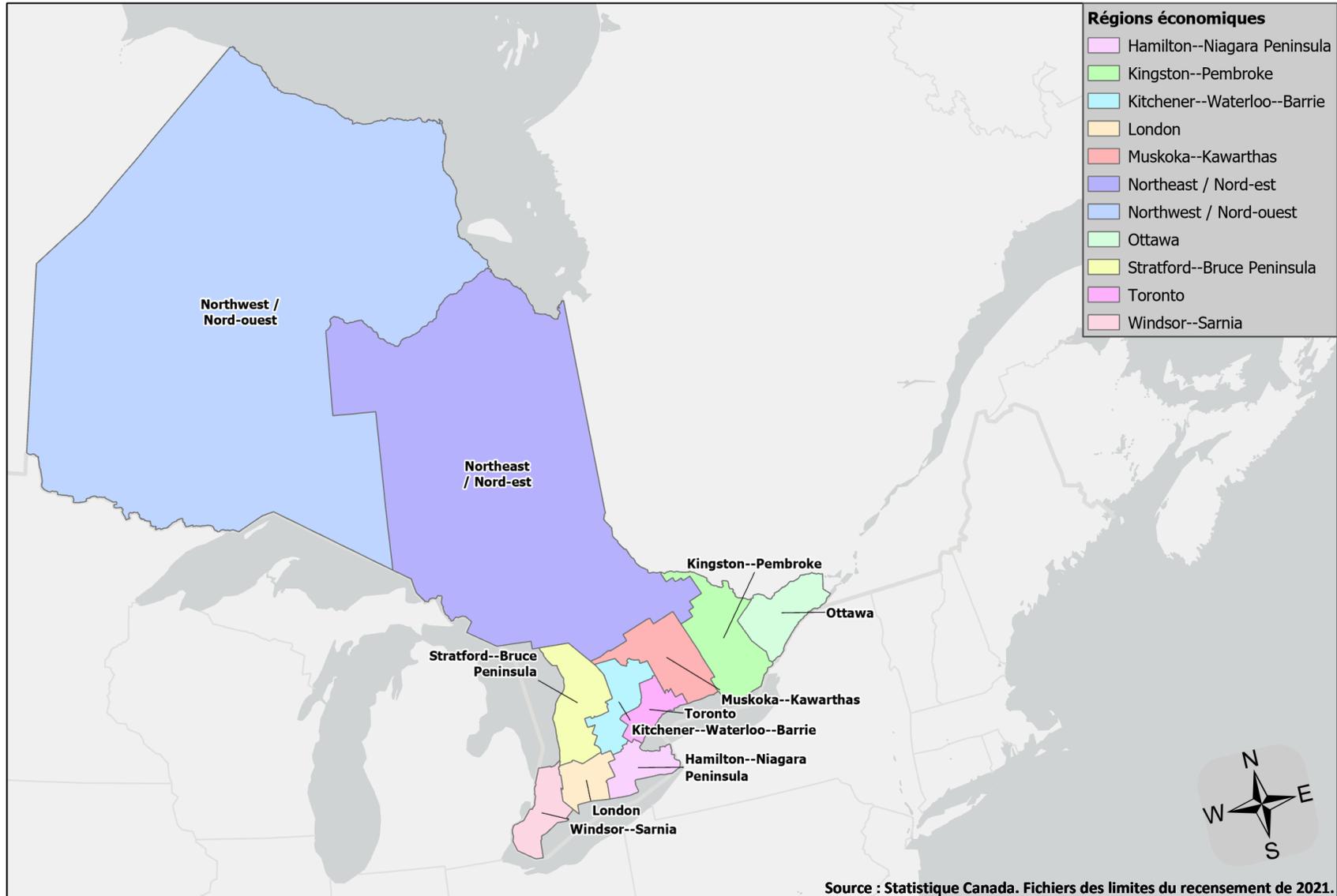


Figure 3 – Régions économiques de l'Ontario, Statistique Canada, 2021



3 Portrait démographique

La population francophone de l'Ontario est la plus importante hors Québec avec plus de 484 000 personnes ayant le français comme seule première langue officielle parlée (PLOP) en 2021⁶. De plus, une grande proportion (11,1 %) de la population était capable de tenir une conversation en français, mais celle-ci était à son plus bas niveau en 50 ans⁷. En reprenant la définition inclusive de francophone (DIF) du gouvernement de l'Ontario, l'Ontario comptait 652 540 francophones en 2021⁸. La DIF comprend à la fois les personnes dont la langue maternelle est le français, ainsi que les personnes qui ne sont ni francophones, ni anglophones, mais qui ont une connaissance particulière du français en tant que langue officielle et qui utilisent le plus souvent le français à la maison.

Tableau 1 — Population ayant le français comme PLOP par région, 2021

	Total	Français	Français et anglais	% PLOP français et français et anglais
Nord	780 895	106 875	3 080	14,1%
Est	2 202 230	241 590	30 160	12,3%
Centre	7 260 210	86 615	52 040	1,9%
Sud-Ouest	3 856 450	49 345	12 990	1,6%
Ontario	14 099 785	484 425	98 270	4,1%

Source : Statistique Canada. [Tableau 98-10-0193-01](#) Première langue officielle parlée selon la langue parlée le plus souvent à la maison : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement

Constat 1 — Les francophones en Ontario se concentrent majoritairement dans les régions de l'Est et du Nord

La région de l'Est est celle regroupant le plus de personnes ayant le français comme seule PLOP (241 590).

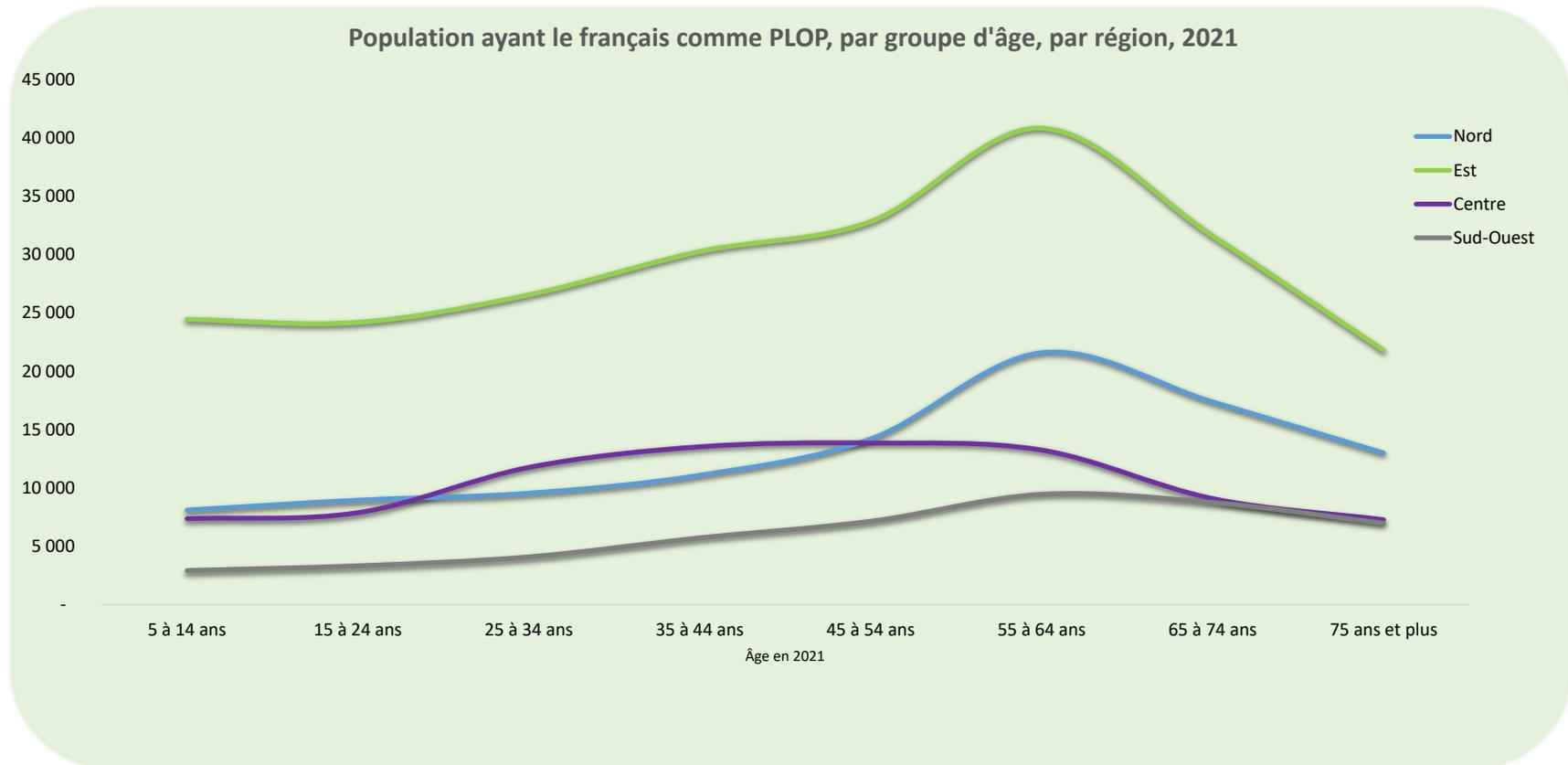
La région du Nord est celle ayant la plus grande proportion de personnes ayant le français ou français et anglais comme PLOP (14,1 %).

⁶ Statistique Canada, « [Faits saillants sur la langue française en Ontario en 2021](#) », 22 août 2023, consulté le 09 février 2024.

⁷ Ibid.

⁸ Gouvernement de l'Ontario, « [Profil de la population francophone de l'Ontario — 2016](#) », consulté le 16 février 2024.

Figure 4 — Population ayant le français comme PLOP, par groupe d'âge, par région, 2021



Source : Statistique Canada. [Tableau 98-10-0193-01](#) Première langue officielle parlée selon la langue parlée le plus souvent à la maison : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement

Constat 2 — L'Ontario fait face à un défi de vieillissement de sa population et d'un manque de relève

Dans l'ensemble des régions sauf le Centre, la proportion de la population âgée entre 55 et 64 ans est la plus élevée des groupes d'âge.

Les jeunes francophones en âge de travailler ne suffisent pas aux départs à la retraite.

Malgré ce que nous disent les données du Recensement de 2021, les projections démographiques du ministère des Finances de l'Ontario prévoient une croissance de 43,6 % de la population de l'Ontario entre 2022 et 2046⁹. Ainsi, il est à prévoir un accroissement du nombre de francophones en âge de travailler dans les prochaines années. Cette croissance sera attribuable en grande partie à l'immigration. Selon les projections, « la migration nette représentera 85 % de toute la croissance démographique de la province de 2022 à 2046, avec les 15 % restants attribuables à l'accroissement naturel.¹⁰ »

Il est à noter que la migration intraprovinciale est prévue à la hausse pour la période 2022-2046. Ayant fluctué entre 350 000 et 460 000 entre 2002 et 2022, le ministère des Finances de l'Ontario estime que celle-ci passera à 506 000 en 2045-2046¹¹. Cette migration aura certainement des impacts sur les gains nets des régions, alors qu'il est prévu que les grandes régions urbaines en attireront une part significative au détriment de régions plus éloignées comme celles dans la région du Nord.

Les données statistiques pour la migration intraprovinciale n'étant pas disponibles publiquement, nous ne sommes pas en mesure d'estimer plus précisément l'impact de ce phénomène pour chacune des régions à l'étude.

3.1 Immigration

Selon le ministère des Affaires francophones, l'immigration est un aspect essentiel de l'augmentation du bassin de main-d'œuvre francophone disponible en Ontario¹².

« L'Ontario collabore avec le gouvernement fédéral pour accroître l'immigration francophone en Ontario. En 2022, et ce pour la première fois, l'Ontario a atteint la cible de 5 pour cent qu'elle s'est fixée en immigration francophone. Plus précisément, 5,3 pour cent du nombre total des nouveaux arrivants en Ontario étaient francophones, soit 9,760 personnes.¹³ »

Afin d'évaluer les niveaux d'immigration francophone dans les régions de l'Ontario, nous avons analysé les données d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) sur les résidents permanents admis au Canada. Les données récoltées par IRCC permettent de déterminer le nombre d'admissions de résidents permanents d'expression française, selon la région de destination envisagée.

À partir de 2019, la définition des immigrants d'expression française inclut: (1) les résidents permanents qui déclarent une connaissance du « français seulement » comme langue officielle, ou (2) les résidents permanents qui déclarent une connaissance « du français ou de l'anglais » comme langues officielles, ainsi que le français comme la langue dans laquelle ils sont le plus à l'aise.

Avant 2019, la définition des immigrants d'expression française incluait: (1) les résidents permanents dont la langue maternelle est le français, ou (2) les résidents permanents de langue maternelle autre que le français ou l'anglais et dont la langue officielle parlée est le français (excluant ceux parlant à la fois le français et l'anglais).

⁹ Ministère des Finances de l'Ontario, [Projections démographiques pour l'Ontario](#), 19 juillet 2023.

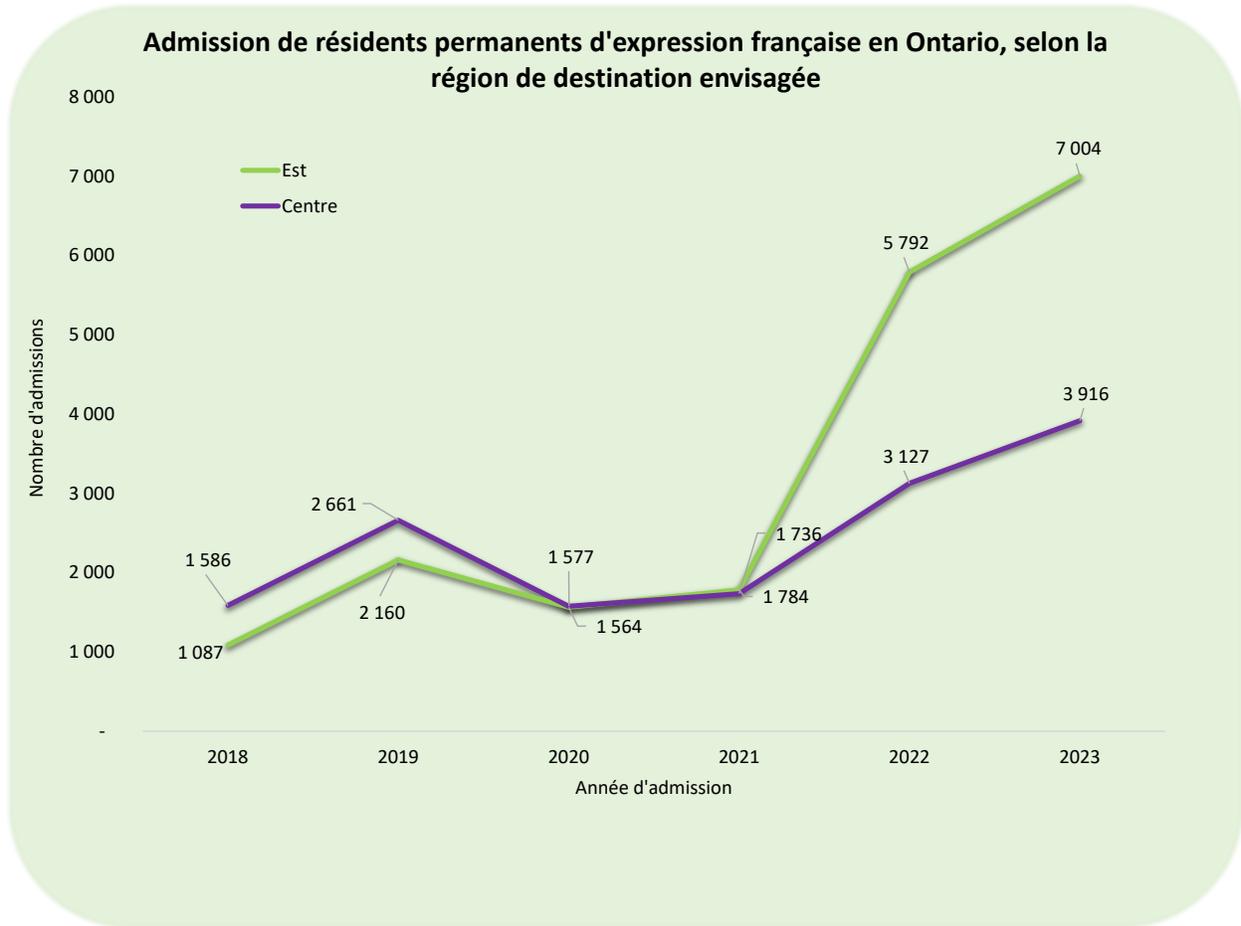
¹⁰ Ibid.

¹¹ Ibid.

¹² Ministère des Affaires francophones, « [Rapport sur les affaires francophones 2023](#) », 1^{er} juin 2023, p. 7.

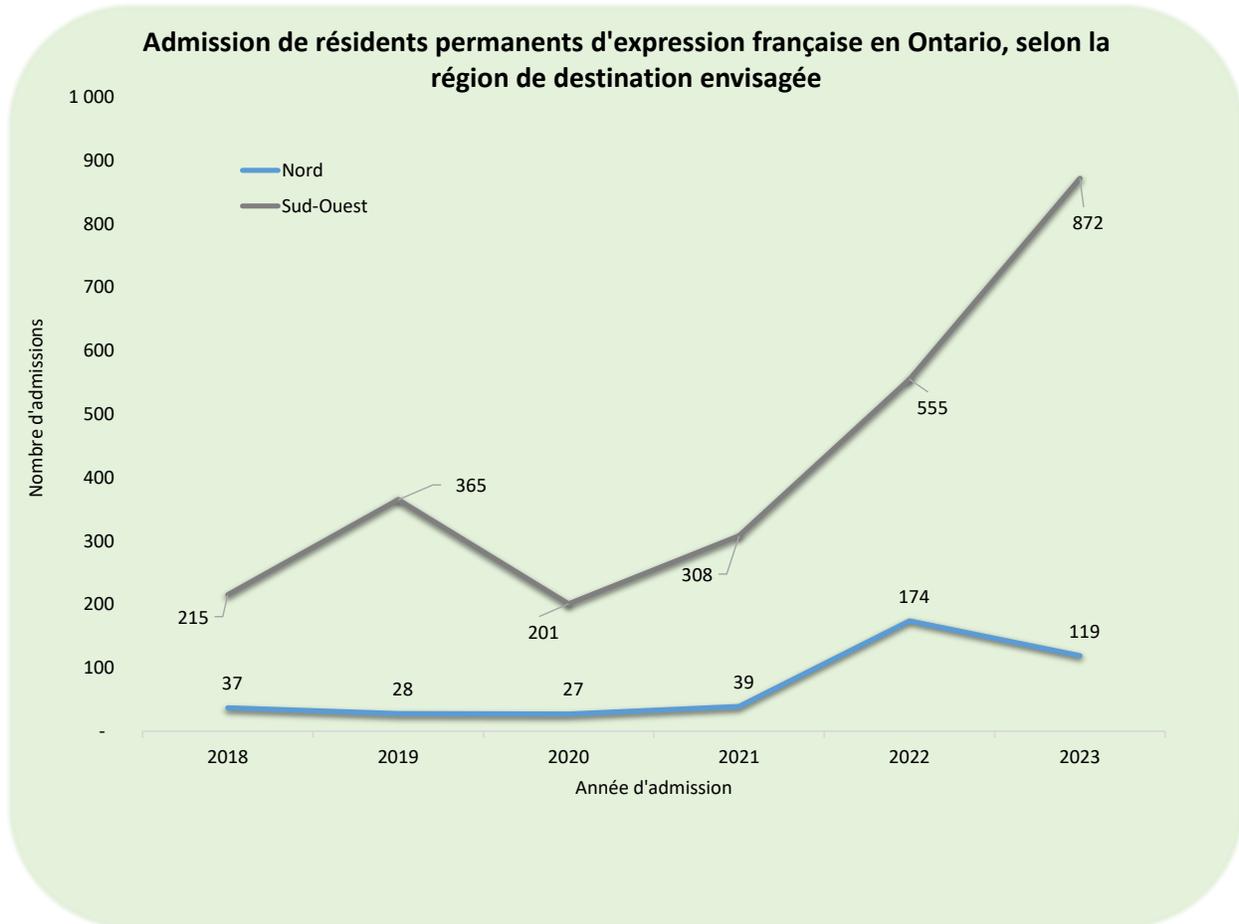
¹³ Ibid.

Figure 5 — Admission de résidents permanents d'expression française en Ontario, selon la région de destination envisagée, régions de l'Est et du Centre, 2018 à 2023



Source : IRCC, *Résidents permanents* — [Mises à jour mensuelles d'IRCC. Canada ex-QC — Résidents permanents d'expression française selon la province / le territoire et la RMR](#), janvier 2024.

Figure 6 — Admission de résidents permanents d'expression française en Ontario, selon la région de destination envisagée, régions du Nord et du Sud-Ouest, 2018 à 2023



Source : IRCC, *Résidents permanents — Mises à jour mensuelles d'IRCC. Canada ex-QC — Résidents permanents d'expression française selon la province / le territoire et la RMR*, janvier 2024.

Constat 3 — Hausse généralisée des admissions d'immigrants francophones dans toutes les régions de l'Ontario

La région de l'Est attire près de 50 % des résidents permanents d'expression française en Ontario.

L'ensemble des régions connaissent une augmentation du nombre d'admissions de résidents permanents d'expression française depuis 2018. Cependant, le Nord a connu une baisse entre 2022 et 2023.

En 2022, le nombre d'admissions dans l'ensemble des régions avait dépassé les niveaux pré-pandémiques.

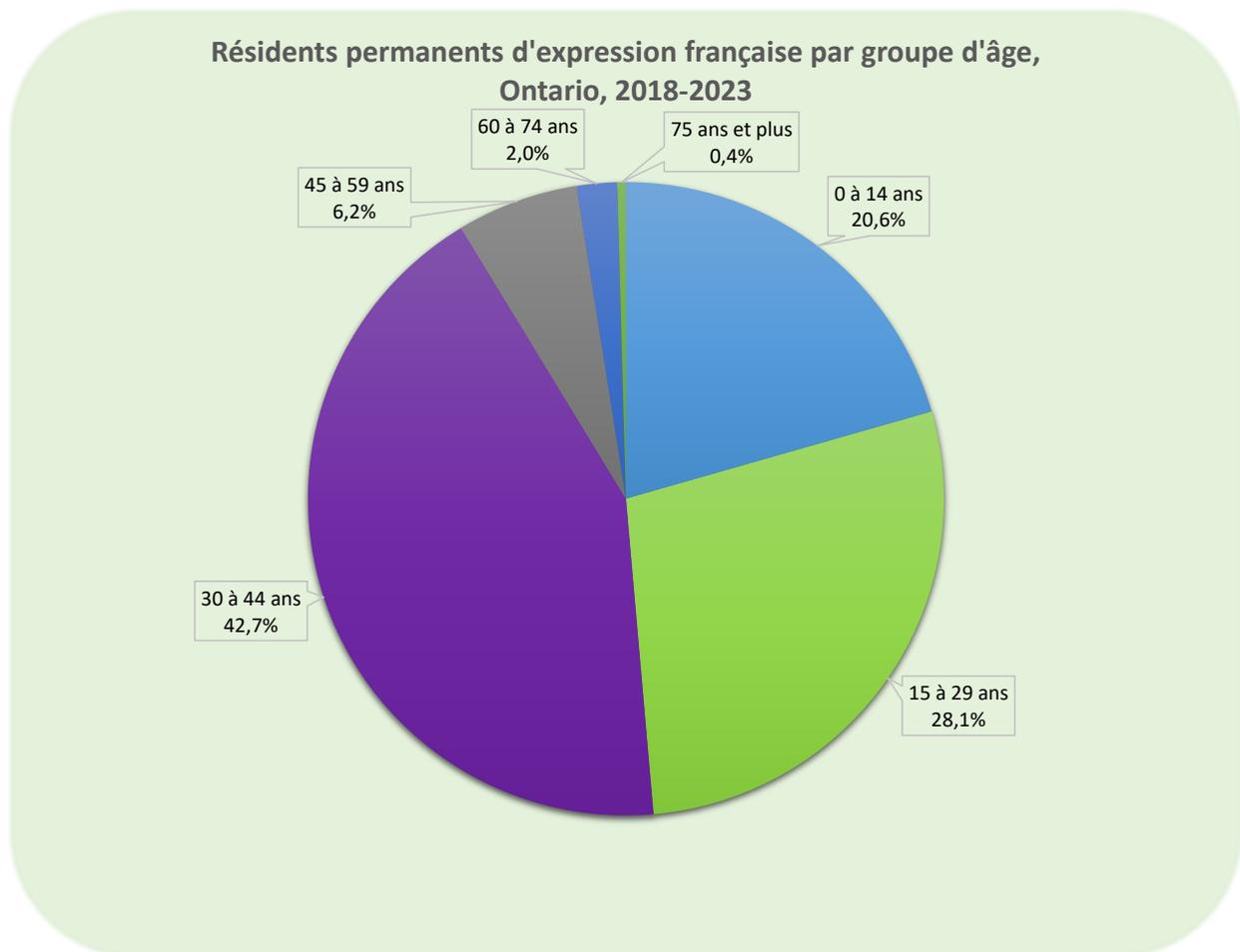
Chez les résidents permanents d'expression française en Ontario admis en 2022, la majorité (51,1 %) a moins de 30 ans. Ceux en âge d'études postsecondaires (15 à 29 ans) représentent près du tiers de l'ensemble.

Tableau 2 — Nombre de résidents permanents d’expression française par groupe d’âge, Ontario, 2018-2023

Ontario	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Prop. Moyenne
0 à 14 ans	715	1 055	650	560	2 110	1 990	20,6%
15 à 29 ans	915	1 350	810	1 280	2 855	2 450	28,1%
30 à 44 ans	990	2 355	1 595	1 560	4 105	4 100	42,7%
45 à 59 ans	215	325	235	370	505	485	6,2%
60 à 74 ans	95	125	85	120	160	120	2,0%
75 ans et plus	15	30	20	15	30	40	0,4%
Total général	2 945	5 240	3 395	3 905	9 765	9 185	100,0%

Source : IRCC, *Résidents permanents* — *Mises à jour mensuelles d’IRCC. Canada ex-QC* — *Résidents permanents d’expression française selon la province / le territoire et l’âge*, janvier 2024.

Figure 7 — Admission de résidents permanents d’expression française par groupe d’âge en Ontario, 2018-2023



Source : IRCC, *Résidents permanents* — *Mises à jour mensuelles d’IRCC. Canada ex-QC* — *Résidents permanents d’expression française selon la province / le territoire et l’âge*, janvier 2024.

En février 2024, Mark Miller, ministre de l’Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté du Canada, a annoncé que les rondes d’invitations d’Entrée express 2024 ont débuté en s’appuyant sur une initiative

de sélection axée sur des catégories identifiées¹⁴. Ces catégories (ou ensembles) avaient été annoncés en 2023 dans le cadre d'une initiative voulant augmenter le nombre d'invitations adressées aux personnes répondant à certains critères (capacité de communiquer dans une langue officielle, expérience de travail, formation) dans les domaines des¹⁵ :

1. Compétence linguistique en français ;
2. Professions de la santé ;
3. Professions en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM) ;
4. Métiers spécialisés ;
5. Métiers des transports ;
6. Métiers de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Ces catégories ont été élaborées en fonction des projections de pénuries de main-d'œuvre de 2022 à 2031.

Tableau 3 — Candidats invités d'Entrée express évalués en français selon la catégorie d'invitation, Ontario, 2019 à 2023

Catégorie Entrée express	2019	2020	2021	2022	2023
Candidats des provinces ou des territoires	475	330	215	160	115
Catégorie de l'expérience canadienne	480	540	680	290	460
Métiers spécialisés	-	-	-	-	-
Travailleurs qualifiés	1 340	1 040	415	625	1 760
Total général	2 295	1 910	1 310	1 075	2 335

Source : IRCC, Candidats invités d'Entrée express — [Mises à jour mensuelles d'IRCC — Canada — Candidats d'Entrée express selon la province / le territoire, la catégorie d'invitation et la première langue officielle évaluée](#), janvier 2024.

Constat 4 — Reprise du nombre de francophones issus du programme d'Entrée express en Ontario

Le nombre de candidats francophones invités issus du programme d'Entrée express est retourné au niveau prépandémique en 2023.

Le nombre de candidats francophones invités sous la catégorie « Candidats des provinces ou des territoires » a diminué de 75 % entre 2019 et 2023.

Le nombre de candidats francophones invités sous la catégorie « Travailleurs qualifiés » a bondi de 31,3 % entre 2019 et 2023.

4 Portrait du marché du travail francophone en Ontario

Afin de caractériser le marché du travail francophone en Ontario, nous commençons par analyser les industries, pour ensuite analyser les principaux emplois occupés par des travailleurs utilisant le français au moins régulièrement au travail selon les données du recensement de 2021. L'analyse par industrie nous permet de comparer les secteurs d'activités nécessitant le plus de travailleurs ayant des

¹⁴ IRCC, « [Le Canada poursuit ses efforts pour accueillir de nouveaux arrivants francophones qualifiés](#) », 9 février 2024, consulté le 23 mars 2024.

¹⁵ IRCC, « [Rondes d'invitations dans le cadre d'Entrée express : Sélection axée sur les catégories \(ensembles\)](#) », consulté le 23 mars 2024.

compétences linguistiques en français, alors que les emplois nous permettent de cibler nos recherches sur les perspectives de la demande de travailleurs francophones.

4.1 Principales industries

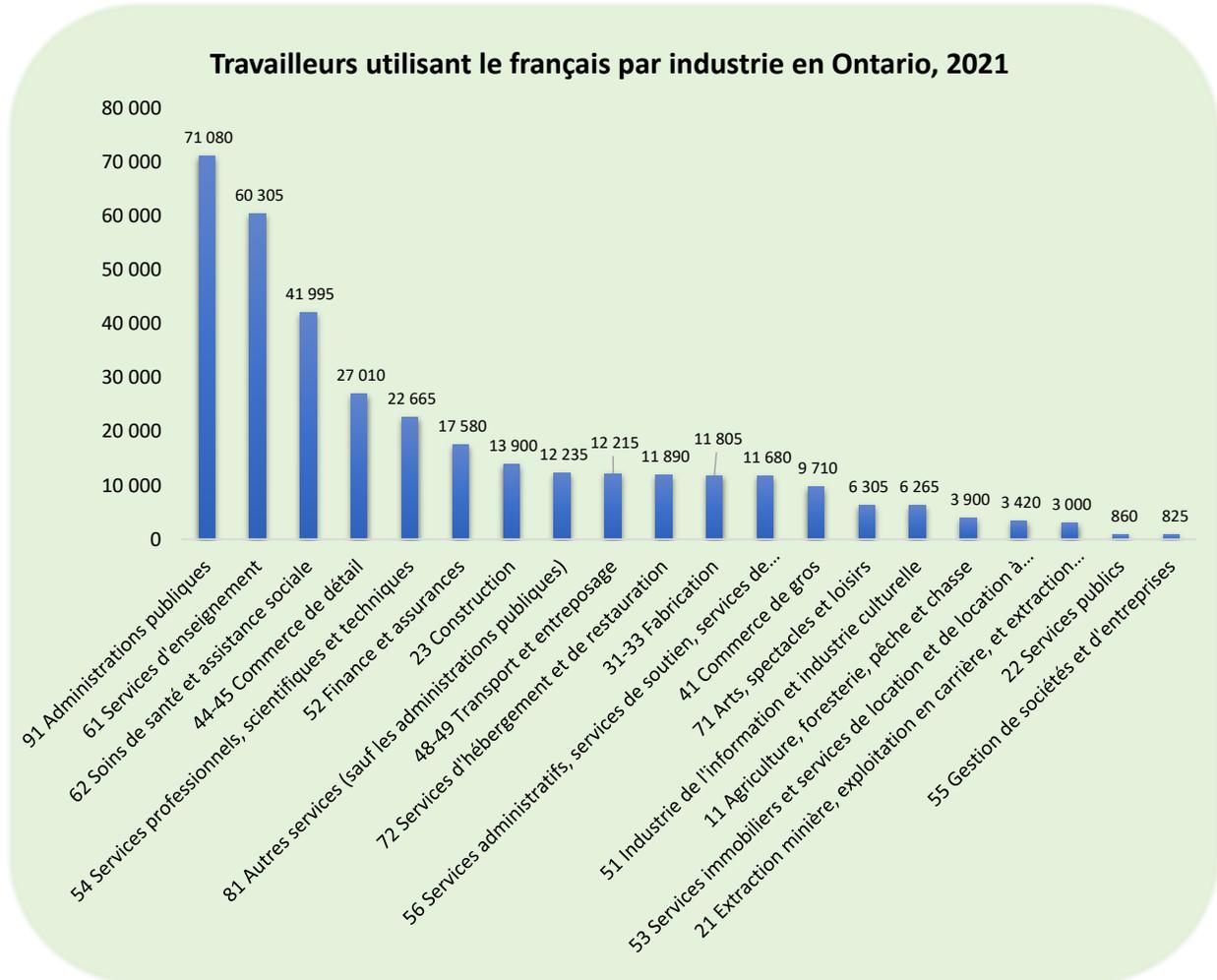
Selon une étude menée par DPM Research en 2022, quatre industries portent une importance significative pour les CFSM « pour le développement et la durabilité de l'activité économique [...] et pour la vitalité culturelle de ces communautés.¹⁶ » Ces industries sont :

1. La culture ;
2. L'éducation de la petite enfance ;
3. Les services de santé ;
4. Le tourisme.

¹⁶ DPM Research, « [Initiative de recherche au sein des communautés francophones en situation minoritaire pour une main-d'œuvre qualifiée dans les différents secteurs de l'économie canadienne — Volume I](#) », 20 mai 2022, p. 7.

Cependant, en analysant les industries ayant le plus de travailleurs utilisant le français au moins régulièrement en Ontario, d’autres industries ressortent comme étant importantes (voir Figure 8).

Figure 8 — Nombre de travailleurs utilisant le français au moins régulièrement au travail par industrie, en Ontario, 2021



Source : Statistique Canada. [Tableau 98-10-0520-01](#) Langues utilisées au travail selon l'industrie et la profession : Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement y compris les parties

Constat 5 — Le secteur public, principal lieu de travail des francophones

Les industries prédominantes dans le secteur public regroupent le plus de travailleurs utilisant le français au moins régulièrement au travail, soit les administrations publiques (71 080), les services d'enseignement (60 305), ainsi que les soins de santé et d'assistance sociale (41 995).

Les trois principales industries se trouvent dans le secteur public.

Le portrait est sensiblement pareil d'une région à l'autre. Les industries composant le secteur public regroupent le plus de travailleurs utilisant le français au moins régulièrement au travail. L'industrie des services d'enseignement se retrouve toujours dans les trois principales industries, alors que celle de la finance et des assurances est dans les trois premiers dans la région du Centre et du Sud-Ouest.

Les figures par région se trouvent en [annexe](#).

Il y a près de 40 ans, le gouvernement ontarien s'est doté d'une loi afin d'assurer la prestation de services en français. La [Loi sur les services en français \(LSF\)](#) garantit les droits linguistiques des francophones dans les régions désignées pour les services gouvernementaux offerts par la province. La Loi établit le droit d'une personne à recevoir des services en français de la part des organismes gouvernementaux provinciaux. Cela implique de disposer de personnel qualifié et compétent dans les deux langues officielles, capable de communiquer efficacement avec les usagers et de répondre à leurs besoins.

Toutefois, le gouvernement de l'Ontario reconnaît à l'interne qu'il a de la difficulté à attirer du personnel bilingue pour répondre aux exigences en matière de services en français. Ayant 108 bureaux de ServiceOntario situés dans les 26¹⁷ régions désignées, seulement 100 agents francophones y travaillaient en 2023¹⁸.

Bien que la *Loi sur les services en français* s'applique aux organismes gouvernementaux provinciaux, [l'article 14 \(2\)](#) crée un droit aux services en français et en anglais dans les municipalités dotés d'un dispositif sur la prestation de services en français.

Aujourd'hui, 15 municipalités en Ontario sont dotées d'un tel dispositif :

Règlement ou arrêté sur la prestation des services en français : Casselman, Champlain, Hawkesbury, Chapeau, Kapuskasing, Sudbury, Ottawa, Smooth Rock Falls, Hearst et Nipissing Ouest.

Politique sur la prestation des services en français : Cornwall et Toronto.

Résolution sur la prestation des services en français : Clarence-Rockland, Val-Rita et Sault-Sainte-Marie.

Or, la situation semble différente au niveau des organismes désignés comparativement à l'agence gouvernementale ci-mentionnée. À l'issue du sondage que nous avons mené, sur l'ensemble des organismes répondants se disant désignés en vertu de la LSF, près du quart d'entre eux (34 %) indiquent ne pas avoir de postes désignés. Les organismes répondants qui ont des postes désignés se trouvent

¹⁷ Sarnia deviendra la 27^e région désignée. Des services devront être offerts en français dès le 1^{er} novembre 2024. Radio-Canada, « [Sarnia devient une région désignée en vertu de la Loi sur les services en français](#) », 13 décembre 2021, consulté le 22 mars 2024.

¹⁸ Radio-Canada, « [L'Ontario reconnaît à l'interne qu'il « peine à attirer » du personnel bilingue](#) », 18 décembre 2023, consulté le 12 février 2024.

dans les secteurs de la santé, des services sociaux et communautaires, en éducation et en formation des adultes, puis en arts et culture. Près de 1 organisme sur 5 dit avoir seulement 1 à 3 postes désignés. Chez ces organismes qui ont dit avoir 1 à 3 postes désignés, 60 % rapportent que ce même nombre de postes désignés est vacant à l'heure actuelle. La majorité des répondants (70 %) ayant indiqué avoir des postes désignés rapportent avoir 10 postes désignés ou plus. Parmi ceux-ci, près de 40 % œuvrent dans le secteur public/parapublic. Plus précisément, seulement deux de ces établissements publics ont dit avoir 10 postes désignés ou plus toujours vacants. Dans ces deux cas précis, il s'agit de grands établissements au nombre élevé d'employés et situés en grands centres urbains.

Dans le scénario d'une vacance de poste désigné¹⁹, le tiers des répondants rapporte une durée en moyenne de quelques semaines à un mois. Près de la moitié (46 %) mentionne une vacance de plus d'un mois, au maximum 6 mois. Au-delà de ces périodes, les données sont singulières et pourraient donner l'impression de cas exceptionnels ou isolés dans le temps.

Enfin, toujours au niveau de la désignation, plus des trois quarts des répondants se disant d'organismes désignés soulignent que le coût d'embauche pour des postes désignés est de 750 \$ à plus de 2 000 \$. Toutefois, une plus faible proportion (42 %) de ce même nombre d'organismes désignés indique que ce coût d'embauche varie lorsque celle-ci vise spécifiquement une personne francophone. Ils sont moins de 10 % à mentionner un écart de plus de 25 % dans le coût d'embauche pour du personnel francophone, la majorité d'entre eux œuvrant dans le domaine de la santé. De manière générale et conséquente, la taille des organismes et leur nombre de postes désignés (10 et plus) coïncide avec le degré d'écart dans le coût d'embauche pour du personnel francophone que rapportent ces mêmes organismes. Ceux qui ont moins de postes désignés (1 à 3 postes) et qui sont de plus petite taille voient un écart moins grand dans le coût d'embauche de personnel francophone, rapportant de 5 à 10 % d'écart, voire moins de 5 %.

Ces données récoltées auprès des organismes désignés démontrent, malgré un léger écart dans le coût d'embauche pour du personnel francophone dans des postes désignés, qu'il y a concordance avec les informations disponibles sur le reste du marché du travail. C'est-à-dire que les indicateurs semblent correspondre aux tendances normales du marché de l'emploi dans les secteurs hors pénurie de main-d'œuvre.

Bien que la variable de la PLOP nous permette de quantifier et caractériser la population francophone de l'Ontario, celle-ci « sous-estime le nombre de locuteurs du français dans une communauté, puisqu'elle exclut des personnes qui sont capables de soutenir une conversation en français ou qui utilisent régulièrement ou souvent le français au travail²⁰ », ce que permet de prendre en compte la DIF.

Ainsi, afin d'estimer le nombre d'emplois nécessitant le français, nous utilisons la variable des langues utilisées au travail.

¹⁹ Il convient de noter ici que le nombre de répondants à chaque question relative à la désignation a diminué au fil du sondage. Autrement dit, un grand nombre d'organismes ont répondu à la question sur la désignation, et de moins en moins ont répondu ensuite aux questions sous-jacentes à la désignation. Les proportions ont donc été tenues en compte.

²⁰ DPM Research, « [Initiative de recherche au sein des communautés francophones en situation minoritaire pour une main-d'œuvre qualifiée dans les différents secteurs de l'économie canadienne — Volume I](#) », 20 mai 2022, p. 6.

Dans cet état des lieux, les travailleurs utilisant le français au moins régulièrement sont ceux qui ont autodéclaré utiliser le plus souvent ou régulièrement au travail :

1. Le français ;
2. Le français et l'anglais ;
3. Le français et langue(s) non officielle(s) ;
4. Le français, l'anglais et langue(s) non officielle(s).

À la lumière de ces données, le secteur public emploie beaucoup d'Ontariens utilisant au moins régulièrement le français. Dans son rapport de 2023, le ministère des Affaires francophones indique que « [l]a pénurie de travailleurs francophones et bilingues touche plus particulièrement les secteurs de la santé, de l'éducation, de la petite enfance et des services sociaux et communautaires.²¹ »

En analysant le taux d'entreprises ou organismes du secteur privé utilisant le français lors du service à la clientèle au troisième trimestre de 2023, la moyenne ontarienne se situait à 14,4 % (voir Figure 9).

Enquête du Conseil des technologies de l'information et des communications (CTIC) auprès des employeurs ontariens ayant des besoins d'embauche en français

« Lorsqu'on leur a demandé quelle était la motivation de leur organisation pour embaucher des employés/employées d'expression française, la plupart des répondantes et répondants ont déclaré qu'ils voulaient élargir leur clientèle et atteindre de nouveaux marchés (14 %), satisfaire la clientèle d'expression française (14 %) ou offrir un meilleur service à la clientèle en général (13 %).²² »

Les analyses du sondage mené au printemps 2024 mènent à une concordance entre les données publiques sur la pénurie de main-d'œuvre et l'expérience rapportée, notamment dans le secteur public.

La moitié des répondants issus des milieux de la santé et de l'éducation soulignent que les postes demeurent vacants plus longtemps qu'avant. En fait, parmi ceux rapportant avoir eu de nombreuses difficultés de recrutement et de rétention du personnel francophone, les établissements de la santé et de l'éducation s'y rapportent à 36 %. Ces taux diffèrent des organismes sans but lucratif qui composent plus des 63 % de ceux ayant vécu les mêmes difficultés. D'ailleurs, les OSBL indiquent une stabilité d'emploi plus basse, soit de 1 an ou 2, allant jusqu'à 5 ans.

Par contre, la majorité d'entre eux (66 %) disent n'avoir qu'un poste ou deux à combler à l'heure actuelle, sinon aucun. Dans de rares exceptions (2 %), 10 postes ou plus sont à combler à l'heure actuelle, ce qui pourrait être expliqué par la taille de l'organisme. Les données demeurent cohérentes lorsqu'on analyse la durée de vacance au sein des OSBL. Celle-ci est en moyenne 1 mois, tout au plus 3 à 6 mois, mais de façon moins fréquente. Les OSBL ayant indiqué que le taux de postes comblés à la suite

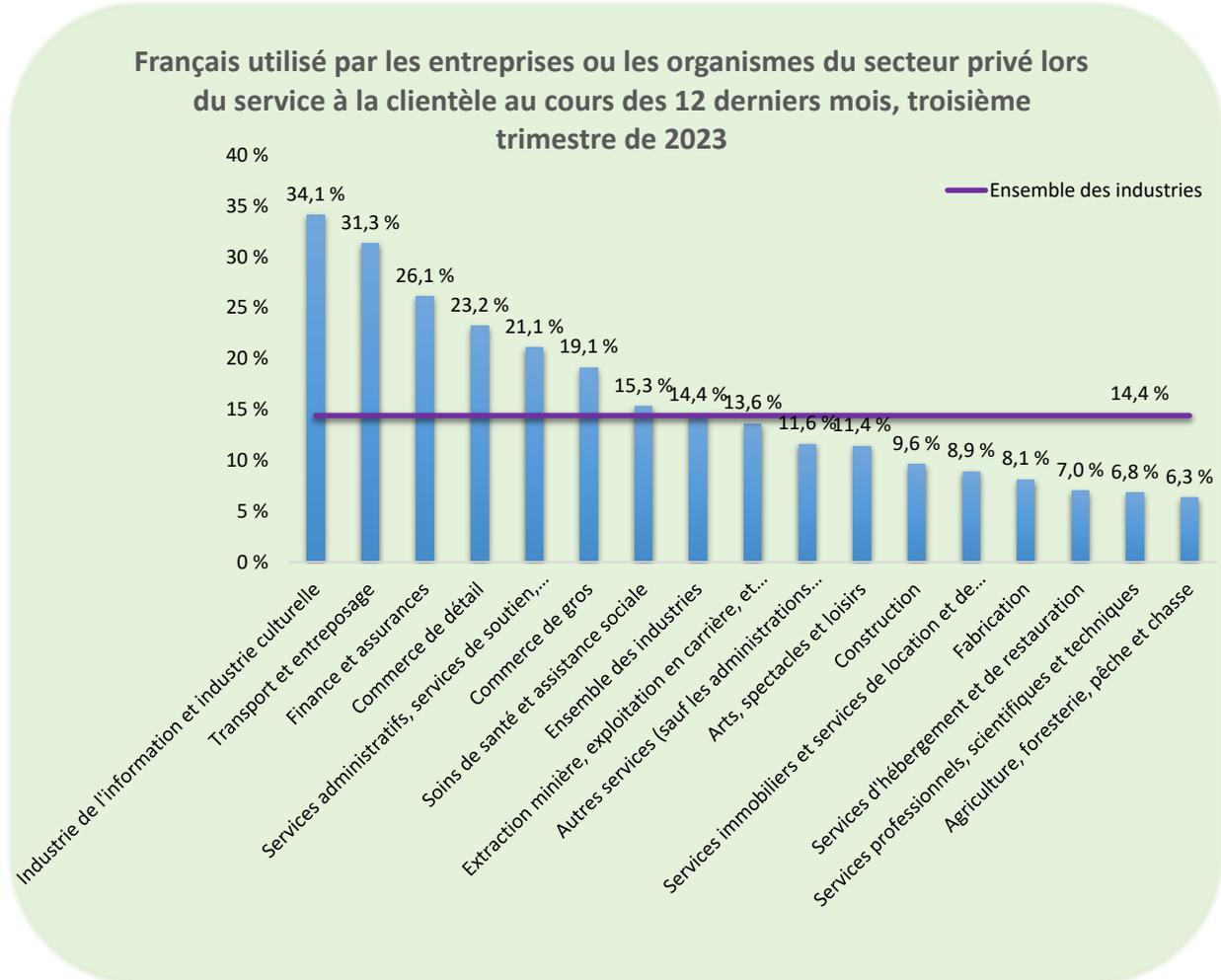
²¹ Ministère des Affaires francophones, « [Rapport sur les affaires francophones 2023](#) », 1^{er} juin 2023, p. 10.

²² CTIC, « [Cartographier les cheminements de carrière pour la main-d'œuvre francophone et bilingue de l'Ontario](#) », août 2022, p. 29

de départs est de 75 % et plus, voire 100% des postes comblés est équivalent au taux d'OSBL ayant souligné que rien n'a changé dans la durée de vacance des postes. Bien que le roulement de personnel soit plus élevé dans ce secteur, le degré de difficulté lié au recrutement et à la stabilité d'emploi est différent que celui vécu dans d'autres secteurs et pourrait être davantage « historique » qu'actuel avec la pénurie de main-d'œuvre.

Concernant la stabilité d'emploi chez les établissements du secteur public (santé et éducation), les répondants rapportent que le personnel demeure en poste en moyenne de 5 à 15 ans. Dans ces deux secteurs, 35 % des répondants indiquent ne pas avoir de postes à combler à l'heure actuelle. Ceux disant en avoir dénombrent de 8 à 10 (ou plus) postes à combler à l'heure actuelle, des chiffres en-deçà de la moyenne de postes à combler chaque année selon eux. Pour la vacance des postes, la durée varie en moyenne de 3 à 6 mois pour ces deux secteurs, alors que le taux de postes comblés à la suite de postes laissés vacants se situe en moyenne à plus de 75 %, voire presque en totalité, un taux plus fréquent chez les établissements du domaine de la santé que ceux de l'éducation.

Figure 9 — Français utilisé par les entreprises ou les organismes du secteur privé lors du service à la clientèle au cours des 12 derniers mois, troisième trimestre de 2023, Ontario



Source : Statistique Canada. [Tableau 33-10-0705-01](#) Langues utilisées par les entreprises ou les organismes lors de la prestation de services ou la réalisation d'activités au cours des 12 derniers mois, troisième trimestre de 2023

Constat 6 — Le français, langue de service à la clientèle dans 14,4 % des entreprises et organismes privés en Ontario

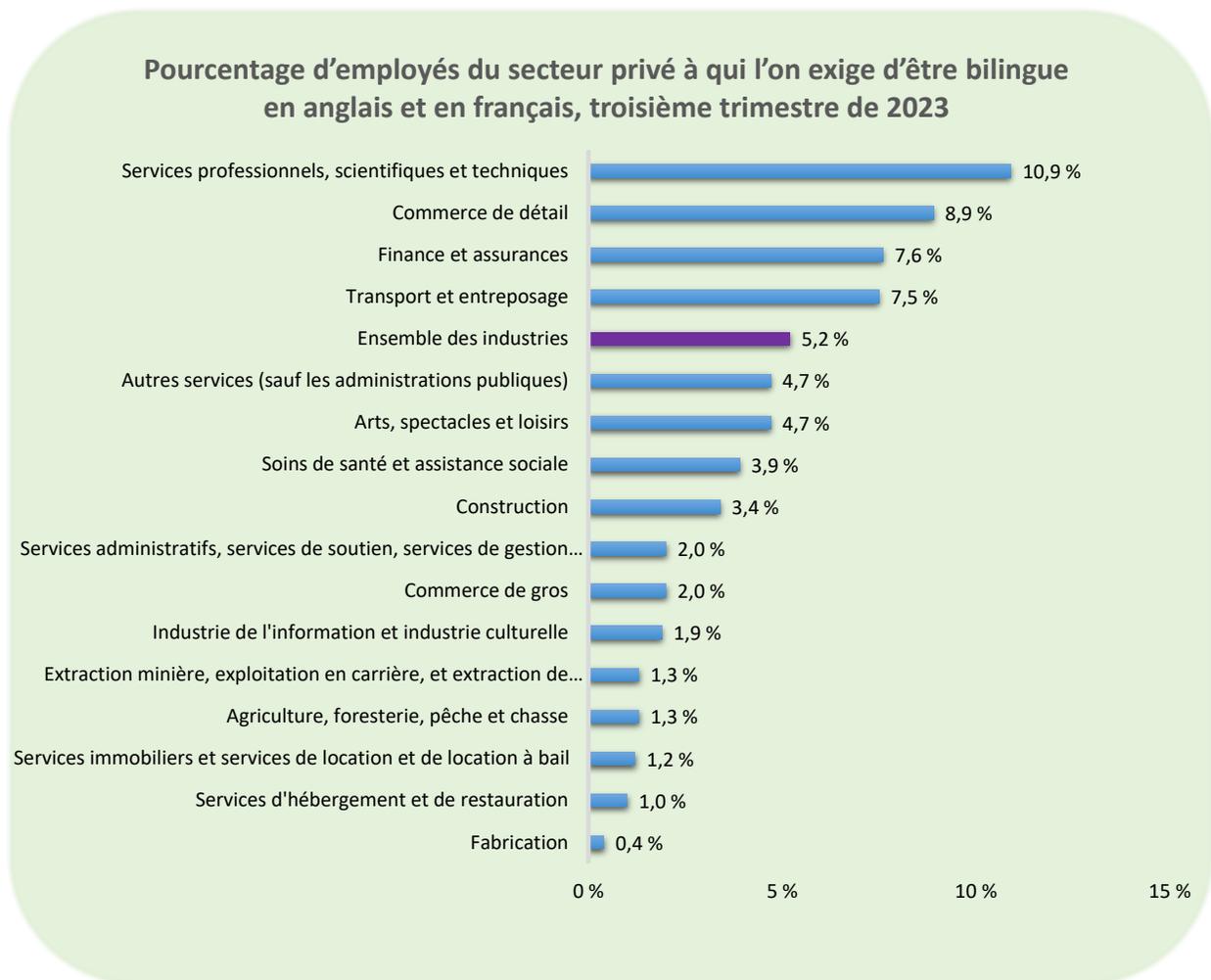
La proportion d'entreprises et organismes du secteur privé en Ontario utilisant le français lors du service à la clientèle se situe à 14,4 %.

Les trois principales industries où les entreprises et organismes utilisent le français lors du service à la clientèle sont l'industrie de l'information et industrie culturelle (34,1 %), transport et entreposage (31,3 %) et finance et assurances (26,1 %).

Les trois industries où les entreprises et organismes utilisent le moins le français lors du service à la clientèle sont les services d'hébergement et de restauration (7 %), les services professionnels, scientifiques et techniques (6,8 %) et l'agriculture, foresterie, pêche et chasse (6,3 %).

À noter que ces données ne comprennent pas l'administration publique, les services publics, les services d'enseignement et les hôpitaux.

Figure 10 — Pourcentage d'employés du secteur privé à qui l'on exige d'être bilingue en anglais et en français, troisième trimestre de 2023, Ontario



Source : Statistique Canada. [Tableau 33-10-0706-01](#) Pourcentage d'employés à qui l'on exige d'être bilingue en anglais et en français, troisième trimestre de 2023

Constat 7 — Le bilinguisme est une exigence variable selon les secteurs d'activité

En Ontario, 5,2 % des employés du secteur privé se voient exigés d'être bilingue en anglais et en français.

Les industries qui exigent le plus à leurs employés d'être bilingues sont les services professionnels, scientifiques et techniques (10,9 %), le commerce de détail (8,9 %), ainsi que la finance et assurances (7,6 %).

Les industries qui exigent le moins à leurs employés d'être bilingues sont les services immobiliers et services de location et de location à bail (1,2 %), les services d'hébergement et de restauration (1,0 %), et finalement la fabrication (0,4 %).

À noter que ces données ne comprennent pas l'administration publique, les services publics, les services d'enseignement et les hôpitaux.

Notre consultation par sondage mené au printemps 2024 fait ressortir des distinctions propres à chaque secteur en matière de recrutement. Le secteur privé reçoit en moyenne 1 à 5 candidatures francophones ou moins pour des postes vacants. À savoir si les candidatures correspondent aux profils recherchés par les employeurs, les répondants du secteur privé sont plus nombreux à dire que les candidatures correspondent la moitié du temps aux profils recherchés que ceux qui disent qu'elles ne correspondent que quelques fois aux profils recherchés. Sur un tout autre point, parmi les employeurs du secteur privé qui rapportent avoir eu le besoin de recruter à l'extérieur de leur localité, près de 50 % d'entre eux disent l'avoir fait de 5 à 10 fois dans les 5 dernières années.

Ce portrait diffère de celui des secteurs institutionnel et communautaire. Le secteur de l'éducation est celui qui reçoit des candidatures francophones qui correspondent le moins souvent aux profils recherchés pour pourvoir des postes vacants. Ces mêmes répondants sont aussi ceux qui indiquaient que la durée de vacance de poste est plus longue qu'avant. La moitié d'entre eux indiquent avoir eu le besoin de recruter à l'extérieur de leur localité. Ils disent pour la plupart l'avoir fait de 2 à 5 fois en majorité dans la dernière année, ou tout au plus depuis les 5 dernières années. L'absence ou le manque de candidatures francophones, l'urgent besoin de remplir le poste, ainsi que la rareté de spécialisation²³/d'expertise dans le domaine demeurent les principales raisons de ces défis de recrutement.

Un constat intéressant se trouve au niveau du nombre de réponses équivalentes autant du côté des établissements publics en santé qu'en éducation au regard de ces défis de recrutement. Les répondants du secteur de la santé présentent les mêmes défis dans des proportions similaires. D'un autre point de vue, la langue constitue un facteur qui les a contraints à embaucher malgré le manque de qualifications dans seulement 1 cas sur 4²⁴. De plus, au chapitre du nombre de candidatures reçues par postes vacants, bien qu'ils soient plus nombreux à dire qu'ils reçoivent entre 1 à 5 candidatures par poste affiché que 5 à 20 candidatures, les taux de réponse sont égaux pour ces deux secteurs.

Les organismes communautaires et ceux œuvrant dans les services sociaux ont des réponses qui démontrent des expériences différentes. Ils disent recevoir en moyenne plus de candidatures

²³ Il faut considérer que dans bien des cas, selon la profession, des travailleurs nouvellement arrivés au Canada/Ontario ne voient pas leur qualifications reconnues et obtenues à l'étranger.

²⁴ Toujours chez les établissements publics et parapublics en éducation et en santé.

francophones pour les postes à combler (5 à 20 en moyenne), et que celles-ci sont souvent ou la moitié du temps des candidatures qualifiées selon le profil recherché (les deux tiers des répondants). Les proportions d'organismes communautaires ayant indiqué avoir eu besoin ou non de recruter à l'extérieur de leur localité sont presque égales. Ceux disant l'avoir fait (53 %) soulignent une exception où cela s'est produit à de rares occasions dans la dernière année ou tout au plus dans les 5 dernières années. Ceux l'ayant fait à une fréquence plus élevée, c'est-à-dire environ 10 fois dans le dernier mois ou trimestre sont peu nombreux et représentent une minorité de répondants au sondage (4 %).

Enfin, chaque secteur possède une expérience propre aux besoins de ressources humaines qui lui appartient. Par exemple, les organismes communautaires et sans but lucratif sont davantage d'accord avec le fait qu'il coûte plus cher d'embaucher quelqu'un de non qualifié que de laisser un poste vacant. Ce même énoncé trouve écho chez les répondants au sondage œuvrant dans les secteurs publics (éducation et santé). Sans surprise, il en est tout à fait l'opposé du côté du secteur privé ; les répondants affirment dans une plus forte proportion qu'il en coûte plus cher de laisser un poste vacant que d'embaucher quelqu'un de non qualifié. De manière transversale et unanime dans tous les secteurs, les répondants sont sur la même longueur d'onde avec le fait qu'il coûte plus cher de former quelqu'un sans expérience que quelqu'un de non qualifié avec de l'expérience (en raison de la spécialisation des professions).

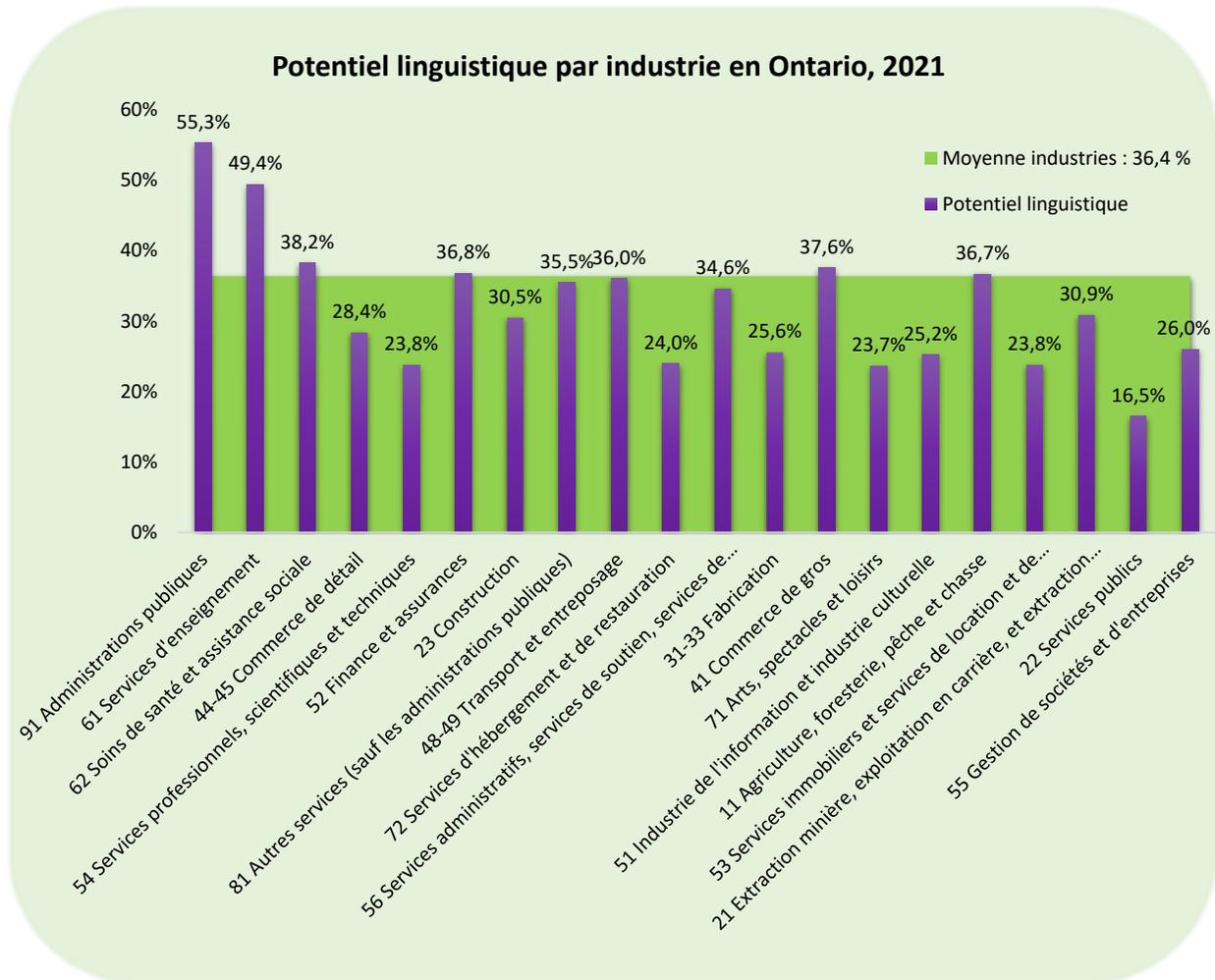
4.1.1 Potentiel linguistique par industries

Afin d'estimer le nombre de travailleurs pouvant potentiellement occuper des postes nécessitant le français, nous nous sommes basés sur le potentiel linguistique. Cette notion fait référence au bassin de main-d'œuvre étant susceptible de travailler en français. La méthodologie a été élaborée par DPM Research en 2022²⁵ en divisant le nombre de francophones qui travaillent au moins régulièrement en français par le nombre de francophones selon la CLO.

Grâce à ce calcul, nous obtenons la proportion de francophones qui travaillent au moins régulièrement en français. Plus le potentiel linguistique est élevé, plus grande est la proportion de francophones travaillant en français.

²⁵ DPM Research, « [Initiative de recherche au sein des communautés francophones en situation minoritaire pour une main-d'œuvre qualifiée dans les différents secteurs de l'économie canadienne — Volume I](#) », 20 mai 2022, p. 6.

Figure 11 — Potentiel linguistique par industrie en Ontario, 2021



Source : Statistique Canada. [Tableau 98-10-0531-01](#) Langues utilisées au travail selon les groupes d’industries et la connaissance des langues officielles : Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement y compris les parties

Constat 8 — Seulement 1/3 des francophones selon la CLO travaillaient en français en Ontario en 2021

En Ontario, 36,4 % des francophones selon la CLO travaillaient en français en Ontario en 2021.

Le potentiel linguistique atteint dans chacune des industries en Ontario est très variable. L’administration publique (55,3 %), les services d’enseignement (49,4 %), ainsi que les soins de santé et l’assistance sociale (38,2 %) sont les industries ayant le plus haut taux de potentiel linguistique atteint.

Les services publics (16,5 %) sont ceux avec le moins de potentiel linguistique atteint.

4.2 Principaux emplois

Pour brosser un portrait des principaux emplois nécessitant le français, nous nous sommes basés sur les données du recensement de 2021 sur la langue au travail. Afin d’identifier ces emplois, nous avons

analysé les données des emplois ayant le plus de travailleurs utilisant le français au moins régulièrement au travail. Cela concerne donc les travailleurs qui l'utilisent de pair avec l'anglais ou une autre langue, ainsi que ceux qui utilisent le français le plus souvent.

Pour savoir quels emplois spécifiques peuvent se retrouver dans les grands groupes de profession de la CNP 2021, veuillez vous référer à la [structure de la classification CNP 2021 version 1.0](#).

Tableau 4 — Nombre de travailleurs qui utilisent le français le plus souvent ou régulièrement au travail 2021, par grand groupe de professions, Ontario

Région	Grands groupes de professions - CNP 2021	Travaillent en français	% Français
Ontario	0 Membres des corps législatifs et cadres supérieurs/cadres supérieures	6 070	6,08%
	1 Affaires, finance et administration	75 250	5,27%
	2 Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	25 050	3,49%
	3 Secteur de la santé	25 575	4,42%
	4 Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	94 195	9,84%
	5 Arts, culture, sports et loisirs	13 060	4,79%
	6 Vente et services	68 470	3,46%
	7 Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	30 645	2,40%
	8 Ressources naturelles, agriculture et production connexe	4 950	2,94%
	9 Fabrication et services d'utilité publique	4 585	1,13%
Total Ontario		347 850	4,41%

Source : Statistique Canada. [Tableau 98-10-0520-01](#) Langues utilisées au travail selon l'industrie et la profession : Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement y compris les parties

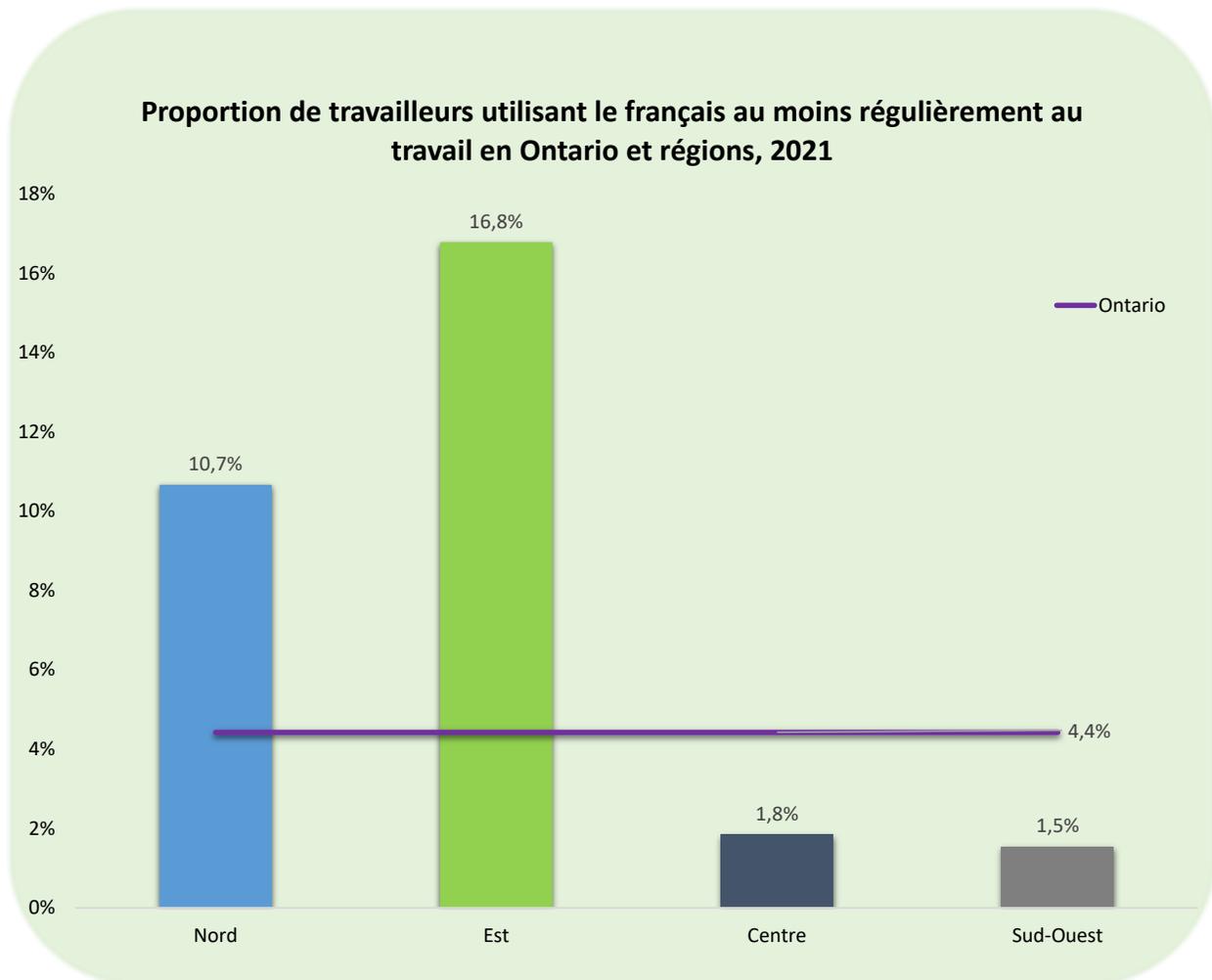
Constat 9 — Près de 350 000 travailleurs francophones en Ontario

En 2021, il y avait 347 850 travailleurs utilisant au moins régulièrement le français au travail, soit 4,41 % de l'ensemble des travailleurs.

La majorité des travailleurs se trouvaient en enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux (94 195), les affaires, finance et administration (75 250), ainsi que la vente et services (68 470).

Bien qu'à des proportions différentes, une analyse par région démontre que les principaux grands groupes de professions restent les mêmes dans le Nord, l'Est, le Centre et le Sud-Ouest (Tableaux en [annexe](#)).

Figure 12 — Proportion de travailleurs utilisant le français au moins régulièrement au travail en Ontario et régions, 2021



Source : Statistique Canada. [Tableau 98-10-0520-01](#) Langues utilisées au travail selon l'industrie et la profession : Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement y compris les parties

Constat 10 — Le français est utilisé au moins régulièrement au travail par 4,4 % des travailleurs ontariens

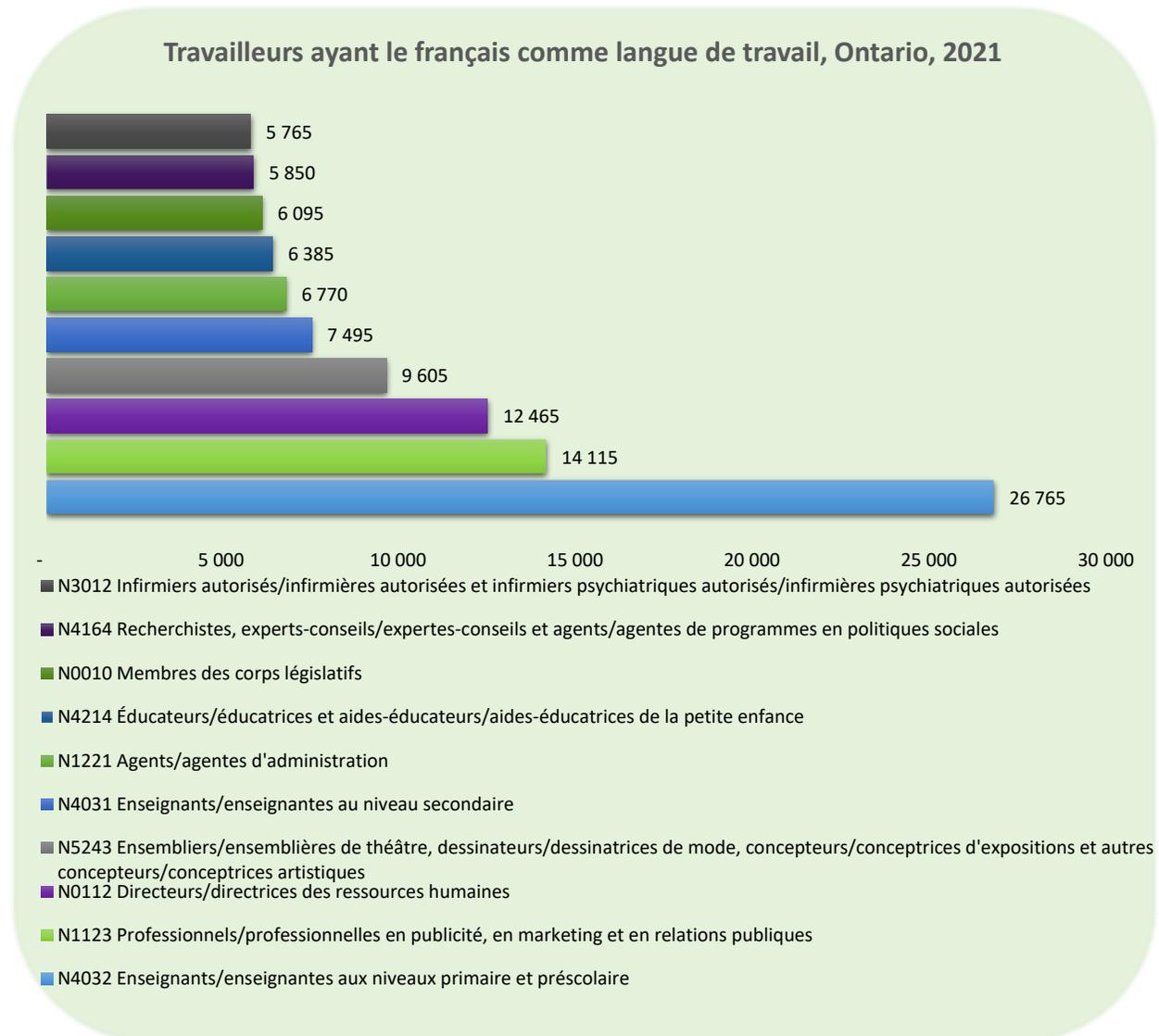
La région de l'Est est celle ayant la plus grande proportion de travailleurs utilisant le français au moins régulièrement au travail (16,8 %).

Les régions du Centre (1,8 %) et du Sud-Ouest (1,5 %) ont une proportion de travailleurs utilisant le français au moins régulièrement au travail sous la moyenne ontarienne.

Bien que la région du Nord soit celle avec la plus grande proportion de sa population ayant le français comme PLOP (14,1 % voir Tableau 1), seulement 10,7 % utilisent le français au moins régulièrement au travail, soit moins que la région de l'Est.

Afin de cibler les principaux emplois nécessitant le français au travail, nous avons analysé les 10 premiers emplois ayant le plus de travailleurs utilisant le français le plus souvent ou régulièrement au travail en 2021.

Figure 13 — Les 10 emplois ayant le plus de travailleurs utilisant le français le plus souvent ou régulièrement au travail en 2021, Ontario



Source : Calculs de l'auteur utilisant les données des tableaux de Statistique Canada « [Tableau 98-10-0520-01](#) » et « [98-10-0532-01](#) », traités par région et par code de regroupement professionnels du SPPC.

Constat 11 — Les principaux emplois où le français est utilisé nécessitent une formation postsecondaire

Selon [Guichet-Emplois](#), l'ensemble des 10 principaux emplois nécessitant le français au travail exigent normalement une formation postsecondaire.

Une analyse par région démontre cependant qu'il y a des différences entre les régions. Les figures se trouvent en [annexe](#) de ce document.

4.3 Perspectives des emplois en français

Pour offrir une perspective des emplois en français en Ontario, nous avons utilisé les données de projection les plus récentes (2022-2031) du [Système de projection des professions au Canada](#) (SPPC). Les données présentées sur les possibilités d'emplois concernent les ouvertures d'emplois, soit la sommation des résultats de la projection pour toutes les composantes de la demande (croissance de l'emploi, retraites et autres demandes de remplacement).

Cependant, puisque le SPPC ne présente que des données pour l'ensemble du Canada et ne contient aucune variable linguistique, nous avons croisé ces données avec les données du recensement de 2021 sur la langue au travail et la proportion de l'Ontario dans le Canada, ainsi que la proportion des régions en Ontario.

Ces projections reposent donc sur des hypothèses de proportionnalité et il faut considérer ces données comme des ordres de grandeur. Voici la logique utilisée afin de formuler les hypothèses :

1. Quelle est la proportion des travailleurs par code CNP en Ontario dans le Canada et la proportion des travailleurs par code CNP des régions dans l'Ontario?
2. Quelle est la proportion des travailleurs utilisant le français au travail en Ontario et dans les régions (Nord, Est, Centre, Sud-Ouest)?
3. Quel est le facteur d'ajustement entre les données disponibles et les données totales? Ce facteur équivaut à la différence entre la somme des données disponibles sur le thème voulu et le total des données pour une population identique (français comme langue au travail).

De plus, étant donné que les analyses du SPPC ne sont disponibles que pour l'ensemble du Canada, les hypothèses développées ne prennent pas en compte les spécificités et les défis / opportunités de chacune des régions.

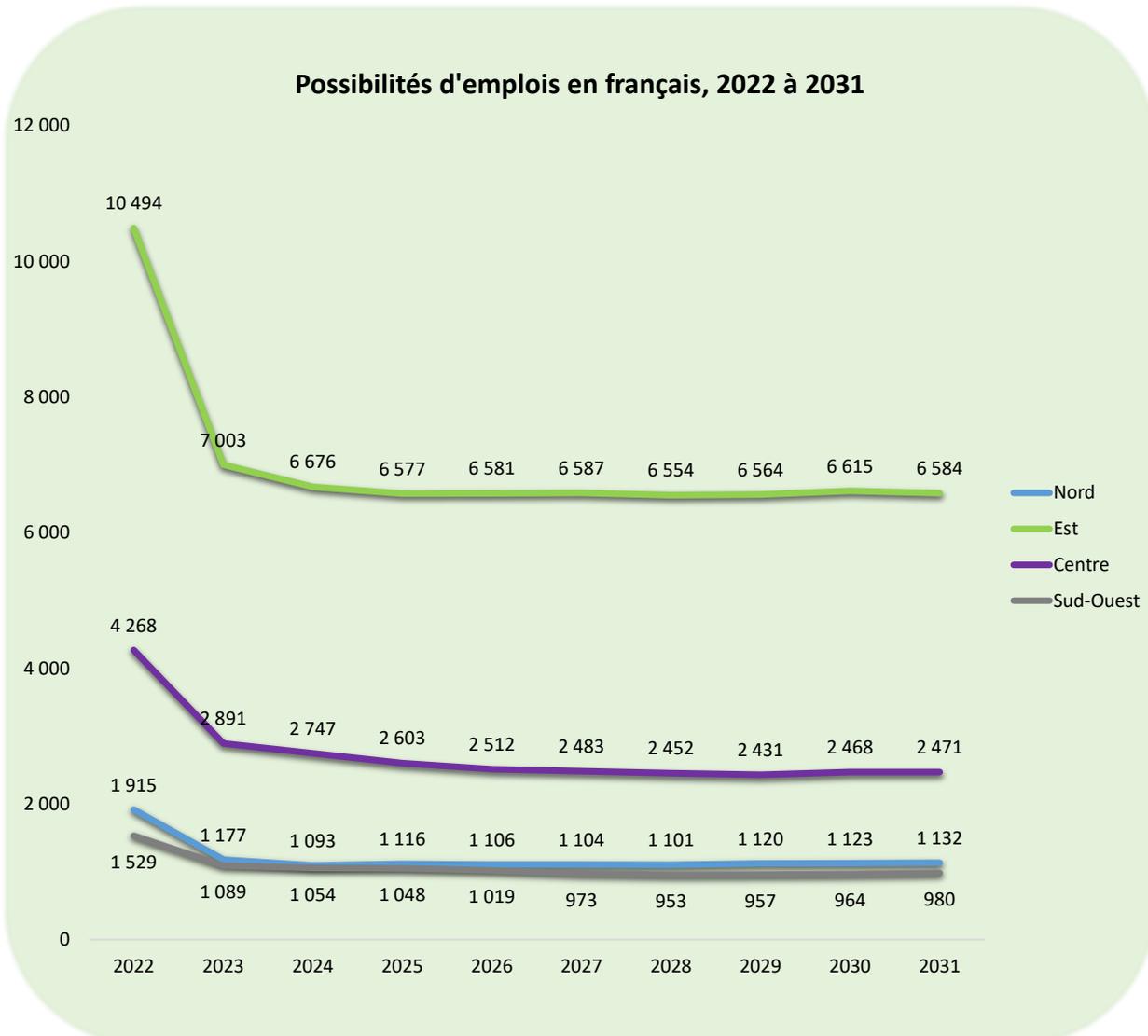
À noter que l'exercice SPPC 2022 a été développé en utilisant la version 2016 de la Classification nationale des professions (CNP). La CNP de 2016 compte 500 professions. Cependant, plusieurs de ces professions sont relativement petites en termes d'emploi. Elles ont donc été regroupées dans de plus grands groupes en fonction de leurs tâches spécifiques. En regroupant les petites professions ayant des tâches similaires, 293 groupes de professions ont été obtenus. Bien que la CNP ait déjà une version plus récente (2021), les données utilisées dans la modélisation n'étaient disponibles que dans la version 2016 au moment de l'élaboration des projections.

Tableau 5 — Possibilités d'emplois en français en Ontario, par région

Région	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Moyenne / année
Nord	1 915	1 177	1 093	1 116	1 106	1 104	1 101	1 120	1 123	1 132	1 199
Est	10 494	7 003	6 676	6 577	6 581	6 587	6 554	6 564	6 615	6 584	7 024
Centre	4 268	2 891	2 747	2 603	2 512	2 483	2 452	2 431	2 468	2 471	2 733
Sud-Ouest	1 529	1 089	1 054	1 048	1 019	973	953	957	964	980	1 057
Total général	18 206	12 160	11 570	11 344	11 218	11 148	11 060	11 072	11 170	11 167	12 011

Source : Calculs de l'auteur utilisant les données des tableaux de Statistique Canada « [Tableau 98-10-0520-01](#) » et « [98-10-0532-01](#) », traités par région et par code de regroupement professionnels du SPPC, ainsi que les données du [SPPC](#).

Figure 14 — Possibilités d'emplois en français en Ontario, par région, 2022 à 2031



Source : Calculs de l'auteur utilisant les données des tableaux de Statistique Canada « [Tableau 98-10-0520-01](#) » et « [98-10-0532-01](#) », traités par région et par code de regroupement professionnels du SPPC, ainsi que les données du [SPPC](#).

Constat 12 — Le nombre de possibilités d'emplois en français en Ontario sera en baisse d'ici 2031

Nous observons une tendance à la baisse du nombre de possibilités d'emplois en français dans l'ensemble des régions de l'Ontario.

L'année 2022 présentait plus de possibilités d'emplois en raison du retour progressif à la normale postpandémique. Plusieurs emplois avaient été supprimés en 2020 et 2021 et la reprise de l'activité économique a permis de retrouver plusieurs de ces emplois.

En prenant 2024 comme année de référence, le nombre de possibilités d'emplois en français devrait croître de 3,6 % dans le Nord de l'Ontario.

Rapport final
État des lieux de la pénurie de main-d'œuvre au sein de la communauté francophone de l'Ontario - AFO

Tableau 6 - 10 professions ayant le plus de possibilités d'emplois en français en Ontario, 2022 à 2031

Région	Code du SP	Professions	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Moyenne / année
Ontario	N4032	Enseignants/enseignantes aux niveaux primaire et préscolaire	1 096	963	955	1 105	1 121	972	938	947	955	1 005	1 006
	N1123	Professionnels/professionnelles en publicité, en marketing et en relations publiques	921	332	540	450	429	499	505	471	478	471	510
	N4164	Recherchistes, experts-conseils/expertes-conseils et agents/agentes de programmes en politiques sociales	417	519	448	338	354	433	409	401	409	401	413
	N1227	Juges de paix et officiers/officières de justice	908	169	154	200	246	269	277	277	292	300	309
	N2171	Analystes et consultants/consultantes en informatique	429	299	257	299	303	266	286	278	282	280	298
	N4214	Éducateurs/éducatrices et aides-éducateurs/aides-éducatrices de la petite enfance	494	332	355	298	244	213	213	219	216	216	280
	N3012	Infirmiers autorisés/infirmières autorisées et infirmiers psychiatriques autorisés/infirmières psychiatriques autori	310	200	242	230	228	253	273	285	285	285	259
	N3413	Aides-infirmiers/aides-infirmières, aides-soignants/aides-soignantes et préposés/préposées aux bénéficiaires	275	267	218	195	224	248	244	251	253	255	243
	N4031	Enseignants/enseignantes au niveau secondaire	154	290	281	276	258	231	218	218	218	222	237
	N1221	Agents/agentes d'administration	209	237	239	220	230	241	218	220	220	214	225

Source : Calculs de l'auteur utilisant les données des tableaux de Statistique Canada « [Tableau 98-10-0520-01](#) » et « [98-10-0532-01](#) », traités par région et par code de regroupement professionnels du SPPC, ainsi que les données du [SPPC](#).

Constat 13 — Les professions ayant le plus de possibilités d'emplois en français en Ontario sont majoritairement en santé, éducation et informatique

Selon [Guichet-Emplois](#), l'ensemble des 10 professions ayant le plus de possibilités d'emplois en français exigent normalement une formation postsecondaire.

Les principales professions se trouvent majoritairement dans le secteur de la santé, de l'éducation et de l'informatique.

En prenant 2024 comme année de référence, les emplois connaissant le plus de croissance de possibilités d'emplois sont :

1. Juges de paix et officiers/officières de justice (+95 %)
2. Infirmiers autorisés/infirmières autorisées et infirmiers psychiatriques autorisés/infirmières psychiatriques autorisées (+17,9 %)
3. Aides-infirmiers/aides-infirmières, aides-soignants/aides-soignantes et préposés/préposées aux bénéficiaires (+17,0 %)

Des différences existent au niveau des régions, les tableaux se trouvent en [annexe](#).

Toujours en utilisant les données de projection du SPPC, nous avons analysé les possibilités d'emplois des emplois identifiés comme étant en situation de pénurie récente et future. La situation de pénurie récente est l'évaluation des conditions sur le marché du travail (pénurie, surplus et équilibre) au cours de la période 2019 à 2021, alors que la situation de pénurie future est l'évaluation finale des conditions futures sur le marché du travail (pénurie, surplus et équilibre) pour la période de 2022 à 2031.

Tableau 7 - 10 professions ayant le plus de possibilités d'emplois en français en Ontario et identifiées comme étant en pénurie dans le futur, 2022 à 2031

Région	Code du SP	Professions	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Moyenne / année
Ontario	N2171	Analystes et consultants/consultantes en informatique	429	299	257	299	303	266	286	278	282	280	298
	N3012	Infirmiers autorisés/infirmières autorisées et infirmiers psychiatriques autorisés/infirmières psychiatriques autori	310	200	242	230	228	253	273	285	285	285	259
	N3413	Aides-infirmiers/aides-infirmières, aides-soignants/aides-soignantes et préposés/préposées aux bénéficiaires	275	267	218	195	224	248	244	251	253	255	243
	N7511	Conducteurs/conductrices de camions de transport	60	139	148	149	136	132	129	125	129	129	128
	N3112	Omnipraticiens/omnipraticiennes et médecins en médecine familiale	160	54	101	106	106	121	135	138	140	140	120
	N0213	Gestionnaires des systèmes informatiques	244	33	108	114	114	114	117	114	117	114	119
	N2174	Programmeurs/programmeuses et développeurs/développeuses en médias interactifs	299	75	70	65	77	68	76	68	72	70	94
	N4161	Recherchistes, experts-conseils/expertes-conseils et agents/agentes de programmes, en sciences naturelles et ap	77	110	71	77	93	88	88	82	88	88	86
	N3111	Médecins spécialistes	147	41	74	76	71	71	82	85	85	85	82
	N2172	Analystes de bases de données et administrateurs/administratrices de données	156	5	130	49	43	84	69	61	77	72	75

Source : Calculs de l'auteur utilisant les données des tableaux de Statistique Canada « [Tableau 98-10-0520-01](#) » et « [98-10-0532-01](#) », traités par région et par code de regroupement professionnels du SPPC, ainsi que les données du [SPPC](#).

Constat 14 — Sur les 10 principales professions identifiées comme étant en pénurie, 7 se trouvent en santé ou informatique

7 des 10 professions ayant le plus de possibilités d'emplois en français en Ontario et identifiées comme étant en pénurie dans le futur se trouvent dans le secteur de la santé (4) et des professionnels en informatique (3).

Les professions qui connaîtront la plus grande augmentation des possibilités d'emplois entre 2024 et 2031 sont les omnipraticiens / omnipraticiennes et médecins en médecine familiale (+ 39 %), les chercheurs, experts-conseils / expertes-conseils et agents / agentes de programmes, en sciences naturelles et appliquées (+23,1 %), ainsi que les infirmiers autorisés / infirmières autorisées et infirmiers psychiatriques autorisés / infirmières psychiatriques autorisées (+17,9 %).

Des différences existent au niveau des régions, les tableaux se trouvent en [annexe](#).

Il est à noter que selon certains témoignages d'employeurs en Ontario, les secteurs de la construction, de l'hôtellerie et de la restauration, ainsi que de la fabrication font face à des pénuries de main-d'œuvre importante. Contrairement à d'autres, ces secteurs ne nécessitent pas tous forcément des études postsecondaires²⁶.

Ces données trouvent écho chez les répondants au sondage mené auprès des membres de l'AFO. Dans le domaine de la santé, la mobilité interrégionale arrive en tête des éléments jugés critiques et très importants compte tenu des perspectives sur la demande de travailleurs. Arrive ensuite la mobilité interprovinciale. Ces mêmes répondants accordent une plus faible importance à l'intersectorialité et à l'interorganisationnel, des notions à ne pas négliger sur le plan des projections et des initiatives à considérer.

Ces résultats sont changeants lorsqu'on analyse les données des répondants issus des établissements d'enseignement. L'intersectorialité et la mobilité interrégionale sont jugées comme critiques et très importantes. Les répondants du secteur de l'éducation sont également moins nombreux à octroyer de l'importance, dans des proportions plus faibles, mais égales à la mobilité interprovinciale et à l'interorganisationnel.

Chez les organismes du secteur communautaire et des services sociaux, 47 % des répondants jugent la mobilité interprovinciale comme très importante à critique compte tenu des perspectives sur la demande de main-d'œuvre. Pour eux, l'interorganisationnel est jugé assez important, mais pas critique, alors que l'intersectorialité obtient un plus faible taux de réponse par ceux qui le voient comme important.

Quant au secteur privé, les répondants indiquent en majorité que la mobilité interrégionale et interprovinciale sont critiques et demeurent très importantes dans ce portrait des besoins et des demandes futures de main-d'œuvre en français en Ontario. L'intersectoriel est sans surprise un élément jugé très important compte tenu des services professionnels et des spécialisations de ceux-ci. Enfin, peu d'importance est accordée à l'interorganisationnel comparativement aux autres secteurs.

²⁶ CTIC, « [Cartographier les cheminements de carrière pour la main-d'œuvre francophone et bilingue de l'Ontario](#) », août 2022, p. 21.

4.4 Offres d'emplois en français

Afin de déterminer les besoins actuels du marché de l'emploi pour des travailleurs francophones, nous avons analysé les bases de données du tableau de bord des tendances en matière d'emploi au Canada du Conseil de l'information sur le marché du travail (CIMT)²⁷.

Un rapport d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) a déterminé que « les offres d'emploi en ligne représentent une source prometteuse de données afin de mesurer la demande de main-d'œuvre excédentaire.²⁸ »

Ces données nous ont permis d'obtenir le nombre d'offres d'emplois ayant le français comme exigence linguistique en 2023 pour les 10 premiers emplois identifiés comme étant en situation de pénurie de main-d'œuvre dans le futur.

Tableau 8 – 10 emplois en situation de pénurie dans le futur ayant le plus d'offres d'emplois exigeant le français en Ontario, 2023

Code du SPPC	Emplois	Offres d'emplois en français (2023)
N1123	Professionnels/professionnelles en publicité, en marketing et en relations publiques	4 651
N0112	Directeurs/directrices des ressources humaines	4 097
N4412	Aides familiaux résidents/aides familiales résidentes, aides de maintien à domicile et personnel assimilé	3 988
N3012	Infirmiers autorisés/infirmières autorisées et infirmiers psychiatriques autorisés/infirmières psychiatriques autorisées	3 564
N5243	Ensembleurs/ensembleuses de théâtre, dessinateurs/dessinatrices de mode, concepteurs/conceptrices d'exposition	3 351
N1414	Réceptionnistes	2 690
N1221	Agents/agentes d'administration	2 289
N6322	Cuisiniers/cuisinières	2 236
N6221	Spécialistes des ventes techniques - commerce de gros	2 189
N6711	Serveurs/serveuses au comptoir, aides de cuisine et personnel de soutien assimilé	2 171

Source : CIMT, [Tableau de bord des tendances en matière d'emploi au Canada](#).

Constat 15 — Beaucoup de demandes d'emploi qui exigent le français ne nécessitent pas de formation postsecondaire

Sur les 10 principaux emplois ayant le plus d'offres d'emplois exigeant le français en Ontario en 2023, 4 ne nécessitent pas de formation postsecondaire (Code du SPPC 4412, 1414, 6221 et 6711).

Chez les membres de l'AFO sondés au printemps 2024 sur les mesures prises et mises en place pour faire face au contexte de manque de main-d'œuvre francophone, plus de la moitié ont répondu avoir permis le télétravail. En second lieu, les répondants, en majorité des organismes communautaires (65 %), disent aussi avoir reporté des projets à plus tard. Plus du tiers des répondants indiquent avoir haussé les avantages, comme les salaires ou les primes. Ces mesures portent surtout sur des aspects positifs reliés à l'emploi ou le poste occupé. Sous l'angle un peu plus contraignant, d'autres ont dû restructurer les opérations ou réaffecter du personnel dans des proportions similaires (un peu plus de 30 %). Autrement, avoir recours à la sous-traitance ou augmenter le perfectionnement professionnel sont aussi des mesures mises en place dans un peu moins du tiers des cas, à plus forte proportion chez les répondants du secteur public/parapublic. Le refus d'initiatives obtient le même taux de réponse, surtout mentionné dans le secteur communautaire.

²⁷ CIMT, [Tableau de bord des tendances en matière d'emploi au Canada](#).

²⁸ EDSC, « [Explorer la demande de main-d'œuvre non comblée du Canada en ce qui a trait aux travailleurs bilingues dans des communautés de langue officielle en situation minoritaire \(CLOSM\) à l'extérieur du Québec](#) », juin 2023, p. 3.

5 Conclusion

Au sortir de la pandémie de COVID-19, les références à une pénurie de main-d'œuvre en Ontario et au Canada se sont multipliées. Faisant face à un défi de vieillissement de sa population et d'un manque de relève alors que les jeunes en âge de travailler ne suffisent pas aux départs à la retraite, les gouvernements provinciaux et fédéraux ont élaboré des initiatives visant à combler les lacunes et à renforcer l'économie postpandémique. Ces initiatives touchent autant l'élaboration de programmes spéciaux pour inciter les jeunes à étudier dans des domaines ou métiers en demande, que le recours de plus en plus important aux travailleurs issus de l'immigration. Les hauts niveaux d'immigration en Ontario et au Canada sont un gage important du recours aux travailleurs étrangers pour répondre aux besoins du marché du travail.

Cet état des lieux de la pénurie de main-d'œuvre au sein de la communauté francophone de l'Ontario met en lumière le fait que cette situation de pénurie vécue par les employeurs est sectorielle et non généralisée. Pour certains secteurs clés tels que la santé, l'éducation et les services sociaux, la pénurie de travailleurs francophones ou bilingues qualifiés se fait sentir pour d'autres elle se limite à une perception générale du marché du travail. Lors de nos consultations au printemps 2024, 2 OSBL sur 3 ont affirmé percevoir une pénurie et ont dit se sentir concernés par celle-ci. Toutefois, près du quart d'entre eux (22%) disent qu'ils se sentiront concernés qu'à plus long terme. Ils sont aussi moins nombreux à voir le tout comme un grave problème. Du côté des employeurs en santé et éducation, ces derniers perçoivent une pénurie et se sentent affectés en la voyant comme un problème ou une menace à leur organisation. Le secteur privé se sent aussi concerné par la pénurie mais dans des proportions plus faibles et préfère, en plus grand nombre, le terme rareté que pénurie de main-d'œuvre.

Là où la pénurie de main-d'œuvre se fait sentir, celle-ci pourrait être expliquée par le fait que les employeurs peinent à embaucher des travailleurs ayant les compétences recherchées pour ces emplois. Pour le reste du marché du travail, le manque d'attractivité des emplois offerts pourrait plutôt être lié aux salaires et conditions de travail proposés. Ce sont les mêmes conclusions que tire Jim Stanford, économiste canadien et directeur du Center for Future Work²⁹. Selon lui, les taux de chômage et taux de postes vacants démontrent plutôt que plusieurs personnes sont prêtes à travailler, mais qu'elles ne sont pas en mesure de cocher toutes les cases leur permettant d'intégrer un poste (compétence demandée, conditions de travail, salaires, etc.).

Les données disponibles sur les travailleurs utilisant le français au moins régulièrement au travail nous permettent de constater que ce phénomène est également vécu par les francophones ontariens. En Ontario, ces derniers sont principalement concentrés dans trois groupes de profession, soit l'enseignement, le droit et les services sociaux, communautaires et gouvernementaux ; les affaires, la finance et l'administration ; ainsi que la vente et les services. Aussi, les principaux emplois sont liés à des domaines qui exigent normalement une formation postsecondaire. Les professions occupées par des travailleurs utilisant le français au moins régulièrement et identifiées comme étant en situation de pénurie de main-d'œuvre dans le futur demandent, pour la plupart, également une formation postsecondaire.

En analysant le potentiel linguistique disponible en Ontario, nous observons que seulement 1 travailleur ontarien sur 3 qui a une connaissance du français utilise le français au moins régulièrement au travail. Cela indique que le bassin de candidats potentiels pour occuper des postes nécessitant le français reste

²⁹ Center for Future Work, « [Interrogating the labour shortage hypothesis](#) », 11 octobre 2023, consulté le 25 mars 2024.

en grande partie inexploité. Des initiatives augmentant la sécurité linguistique de ces travailleurs pourraient les amener à postuler pour des emplois nécessitant le français. Enfin, une piste à ne pas négliger qui ressort du sondage mené dans le cadre de cet état des lieux est le fait que près des trois quarts des répondants (72 %) ont indiqué être plus enclins qu'avant à accueillir des étudiants en placement, en formation ou en stage. Cet énoncé devient pertinent sachant que 1 répondant sur 3 à cette question proviennent des secteurs de l'éducation et de la santé. Cela représente un élément clé, voire une porte d'entrée pour contrer le cercle vicieux du manque de travailleurs dans des professions ciblées.

5.1 Pistes d'action

Après avoir dressé l'état des lieux concernant la pénurie de main-d'œuvre au sein de la communauté francophone de l'Ontario, les pistes d'action à envisager par l'AFO sont présentées ci-dessous afin d'atténuer certaines problématiques qui se dessinent à l'horizon. Ces pistes d'action cadrent notamment avec le plan stratégique communautaire de l'AFO et les stratégies du MAFO (services en français et développement économique). Les trois principaux éléments contextuels qui guident l'élaboration des pistes d'action sont les suivants :

1. Les secteurs les plus touchés par une situation de pénurie de main-d'œuvre dans la communauté francophone de l'Ontario sont ceux nécessitant une offre active, soit la santé, l'éducation, ainsi que les services publics.
2. Le vieillissement de la population et les départs à la retraite qui s'intensifieront dans les prochaines années constituent une dynamique populationnelle qui crée un effet pervers où les gens qui quittent leurs emplois pour la retraite sont les mêmes qui demanderont plus de services en français (par ex. plus de besoins pour des services en santé).
3. La vaste majorité des nouveaux travailleurs francophones qui intégreront le marché du travail en Ontario dans les prochaines années seront issus de l'immigration.

Piste d'action 1 : maintien de la proportion de travailleurs francophones en Ontario

Une stratégie proactive de maintien des acquis et des compétences dans les secteurs qui seront particulièrement affectés par les départs à la retraite devrait être mise de l'avant afin d'éviter que les connaissances et compétences ne partent avec les nouveaux retraités. Une vigie pourrait être faite afin de faire le lien entre les obligations qui découlent de la *Loi sur les services en français* et les impacts communautaires de la loi en cette période de transition de la main d'œuvre.

Piste d'action 2 : intégration de la main-d'œuvre issue de l'immigration

L'intégration réussie des travailleurs issus de l'immigration dans les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM) est cruciale pour renforcer ces communautés. Les travailleurs étrangers qui intègrent le marché du travail partagent certaines caractéristiques avec les CFSM comme la situation minoritaire et la langue française, mais ces derniers peuvent avoir une connaissance limitée de la communauté dans laquelle ils s'établissent. L'AFO pourra contribuer à augmenter la sensibilité culturelle de la main-d'œuvre issue de l'immigration envers les CFSM dans lesquelles ils s'installent.

Piste d'action 3 : Alignement des politiques d'immigration sur le marché du travail francophone	Pour s'assurer que les politiques en immigration prises par le gouvernement du Canada correspondent bien avec les besoins actuels du marché du travail dans les CFSM, l'AFO devrait travailler en étroite collaboration avec les services de santé, les collèges, les universités, les trois réseaux en immigration et les fournisseurs de services en français. Cette collaboration pourrait permettre de faire remonter l'information et les données terrains nécessaires pour guider les instances gouvernementales dans leur prise de décision. En particulier, l'exploitation du système Entrée Express d'IRCC doit être maîtrisée par l'AFO et ses partenaires.
Piste d'action 4 : Soutien à la main-d'œuvre peu spécialisée	Les travailleurs occupant des emplois qui ne requièrent pas de formation postsecondaire jouent un rôle essentiel dans la vitalité des CFSM, surtout des PME de services (restauration, hôtellerie, vente au détail). Pour maintenir les capacités linguistiques en français et appuyer leur développement professionnel de ces travailleurs peu spécialisés, l'AFO devrait assurer un suivi avec les organismes en alphabétisation et compétences essentielles afin d'identifier des opportunités pour ceux-ci de s'aligner avec le marché du travail. Des programmes de formation continu, des ateliers linguistiques et d'autres opportunités d'apprentissage sur le lieu de travail peuvent aider à soutenir ces travailleurs et à soutenir la capacité de servir en français, malgré la demande de nature « latente » de la demande de services en français qui se manifeste ponctuellement. Elle permet aussi d'assurer une progression économique des immigrants, dès la première génération, et évite la création de ghettos économiques et sociaux intergénérationnels.

5.2 Rôle de l'AFO

L'AFO est bien positionnée pour **assumer le rôle de rassembleur et d'instigateur** de concert avec les réseaux provinciaux spécialisés. Sur le plan local, plusieurs partenariats de terrain sont déjà en place, cependant les niveaux d'expertise sont très variables (par exemple, au sein des équipes de ressources humaines des établissements parapublics ou d'employeurs privés en restauration rapide) et les capacités communautaires d'accueil et d'intégration.

L'AFO provinciale de concert avec les organismes en immigration doit maintenir **une vigie de l'évolution du marché de la main-d'œuvre** compte tenu de l'importance de l'immigration francophone pour le développement économique et l'emploi dans les CFSM et l'accès aux services publics en français.

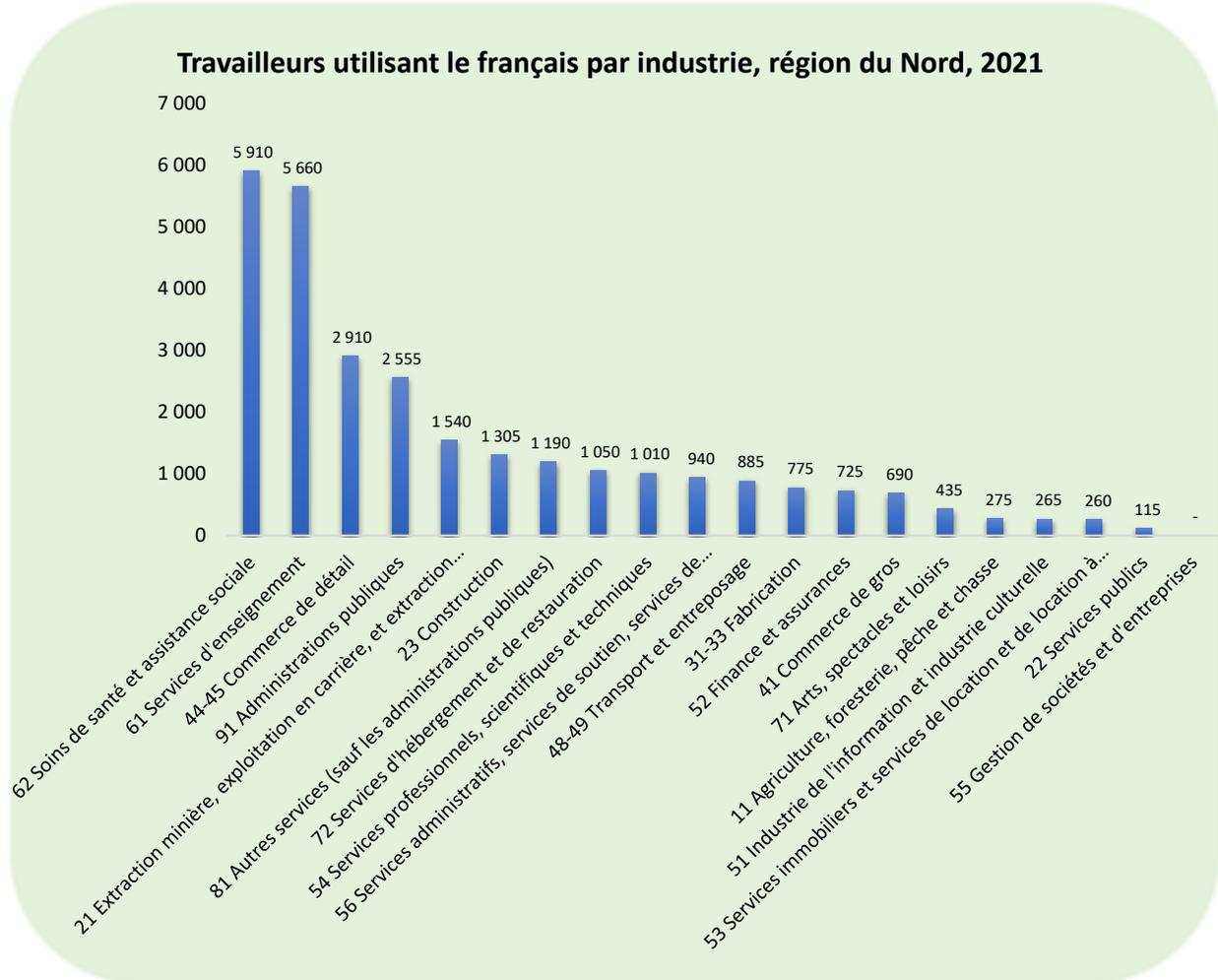
6 Bibliographie

- Center for Future Work, « [Interrogating the labour shortage hypothesis](#) », 11 octobre 2023, consulté le 25 mars 2024.
- CIMT, [Tableau de bord des tendances en matière d'emploi au Canada](#), consulté le 16 avril 2024.
- CTIC, « [Cartographier les cheminements de carrière pour la main-d'œuvre francophone et bilingue de l'Ontario](#) », août 2022, 67p.
- DPM Research, « [Initiative de recherche au sein des communautés francophones en situation minoritaire pour une main-d'œuvre qualifiée dans les différents secteurs de l'économie canadienne – Volume I](#) », 20 mai 2022, 92p.
- DPM Research, « [Initiative de recherche au sein des communautés francophones en situation minoritaire pour une main-d'œuvre qualifiée dans les différents secteurs de l'économie canadienne – Volume II](#) », 20 mai 2022, 130p.
- EDSC, « [Explorer la demande de main-d'œuvre non comblée du Canada en ce qui a trait aux travailleurs bilingues dans des communautés de langue officielle en situation minoritaire \(CLOSM\) à l'extérieur du Québec](#) », juin 2023, 32p.
- Gouvernement du Canada, [Demande potentielle de communications et de services fédéraux dans la langue officielle minoritaire \(données du Recensement de 2021\)](#), 14 juin 2023, consulté le 16 février 2024.
- Gouvernement du Canada, [Guichet-Emplois](#), consulté le 16 avril 2024.
- Gouvernement du Canada, [Régions de la fonction publique de l'Ontario](#), consulté le 8 septembre 2022.
- Gouvernement du Canada, [Système de projection des professions au Canada \(SPPC\)](#), 11 janvier 2023, consulté le 16 avril 2024.
- Gouvernement du Canada, [Système de projection des professions au Canada \(SPPC\) – projections 2022 à 2031](#), consulté le 16 avril 2024.
- Gouvernement de l'Ontario, [Profil de la population francophone de l'Ontario – 2016](#), 26 juin 2023, consulté le 16 avril 2024.
- IRCC, Candidats invités d'Entrée express — [Mises à jour mensuelles d'IRCC — Canada — Candidats d'Entrée express selon la province / le territoire, la catégorie d'invitation et la première langue officielle évaluée](#), janvier 2024.
- IRCC, « [Le Canada poursuit ses efforts pour accueillir de nouveaux arrivants francophones qualifiés](#) », 9 février 2024, consulté le 23 mars 2024.
- IRCC, Résidents permanents — [Mises à jour mensuelles d'IRCC. Canada ex-QC — Résidents permanents d'expression française selon la province / le territoire et la RMR](#), janvier 2024.
- IRCC, Résidents permanents — [Mises à jour mensuelles d'IRCC. Canada ex-QC — Résidents permanents d'expression française selon la province / le territoire et l'âge](#), janvier 2024.
- IRCC, « [Rondes d'invitations dans le cadre d'Entrée express : Sélection axée sur les catégories \(ensembles\)](#) », consulté le 23 mars 2024.
- Ministère des Affaires francophones, « [Rapport sur les affaires francophones 2023](#) », 1^{er} juin 2023, 19p.

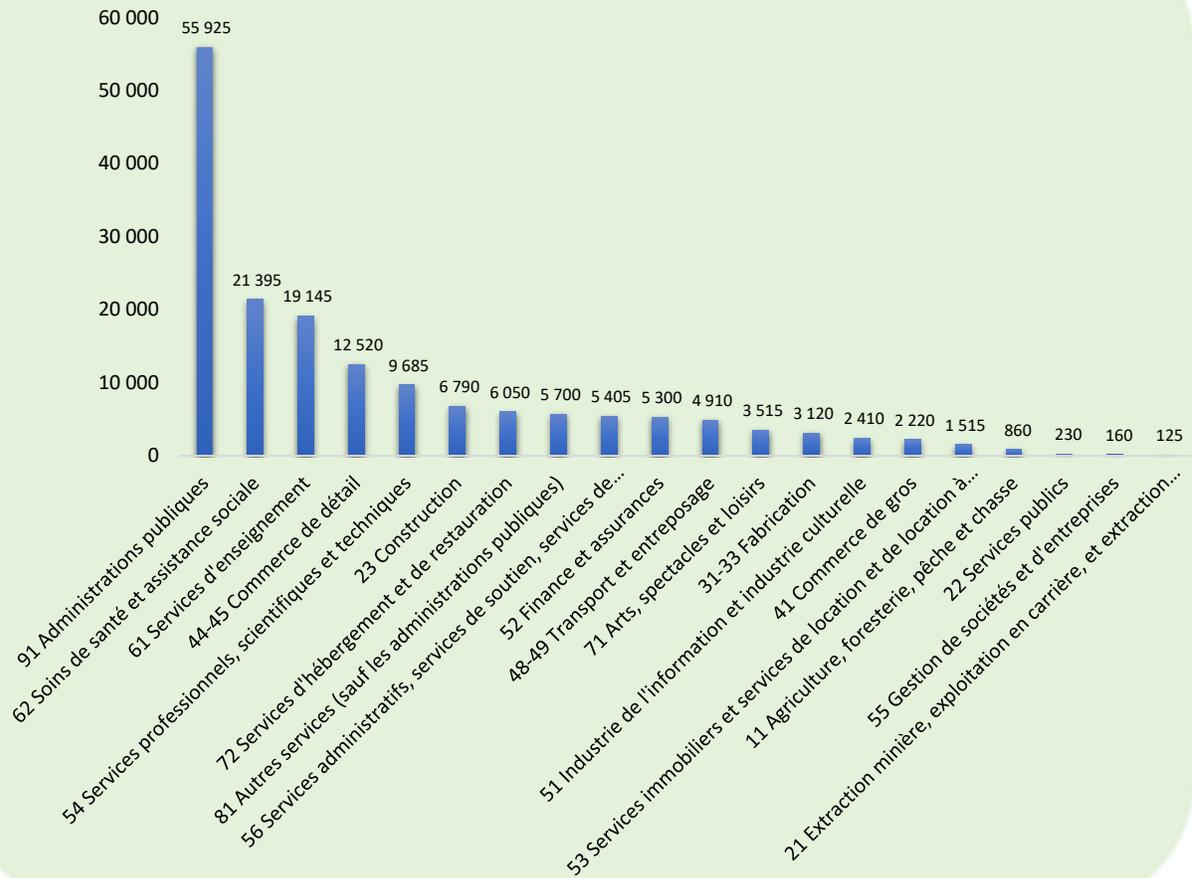
- Ministère des Finances de l'Ontario, [Projections démographiques pour l'Ontario](#), 19 juillet 2023, consulté le 16 avril 2024.
- Ontario, [Loi sur les services en français](#), L.R.O. 1990, chap. F.32.
- Radio-Canada, « [Sarnia devient une région désignée en vertu de la Loi sur les services en français](#) », 13 décembre 2021, consulté le 22 mars 2024.
- Radio-Canada, « [L'Ontario reconnaît à l'interne qu'il « peine à attirer » du personnel bilingue](#) », 18 décembre 2023, consulté le 12 février 2024.
- Rick Miner, [People without jobs, jobs without people](#), Février 2010, 20p.
- Statistique Canada, « [Analyse des défis liés à la main-d'œuvre au Canada, deuxième trimestre de 2023](#) », 22 juin 2023, consulté le 12 février 2024.
- Statistique Canada, [Classification nationale des professions \(CNP\) 2021 version 1.0](#), 28 septembre 2021, consulté le 16 avril 2024.
- Statistique Canada, « [Faits saillants sur la langue française en Ontario en 2021](#) », 22 août 2023, consulté le 09 février 2024.
- Statistique Canada, « [Plus de 1 établissement du secteur privé sur 6 exigeant le bilinguisme prévoit des difficultés à recruter du personnel bilingue](#) », 6 février 2024, consulté le 8 février 2024.
- Statistique Canada. [Tableau 33-10-0705-01](#) Langues utilisées par les entreprises ou les organismes lors de la prestation de services ou la réalisation d'activités au cours des 12 derniers mois, troisième trimestre de 2023
- Statistique Canada. [Tableau 33-10-0706-01](#) Pourcentage d'employés à qui l'on exige d'être bilingue en anglais et en français, troisième trimestre de 2023
- Statistique Canada. [Tableau 98-10-0193-01](#) Première langue officielle parlée selon la langue parlée le plus souvent à la maison : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement.
- Statistique Canada. [Tableau 98-10-0520-01](#) Langues utilisées au travail selon l'industrie et la profession : Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement y compris les parties
- Statistique Canada. [Tableau 98-10-0531-01](#) Langues utilisées au travail selon les groupes d'industries et la connaissance des langues officielles : Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement y compris les parties
- Statistique Canada. [Tableau 98-10-0532-01](#) Langues utilisées au travail selon la profession et la connaissance des langues officielles : Canada, provinces et territoires et régions métropolitaines de recensement y compris les parties

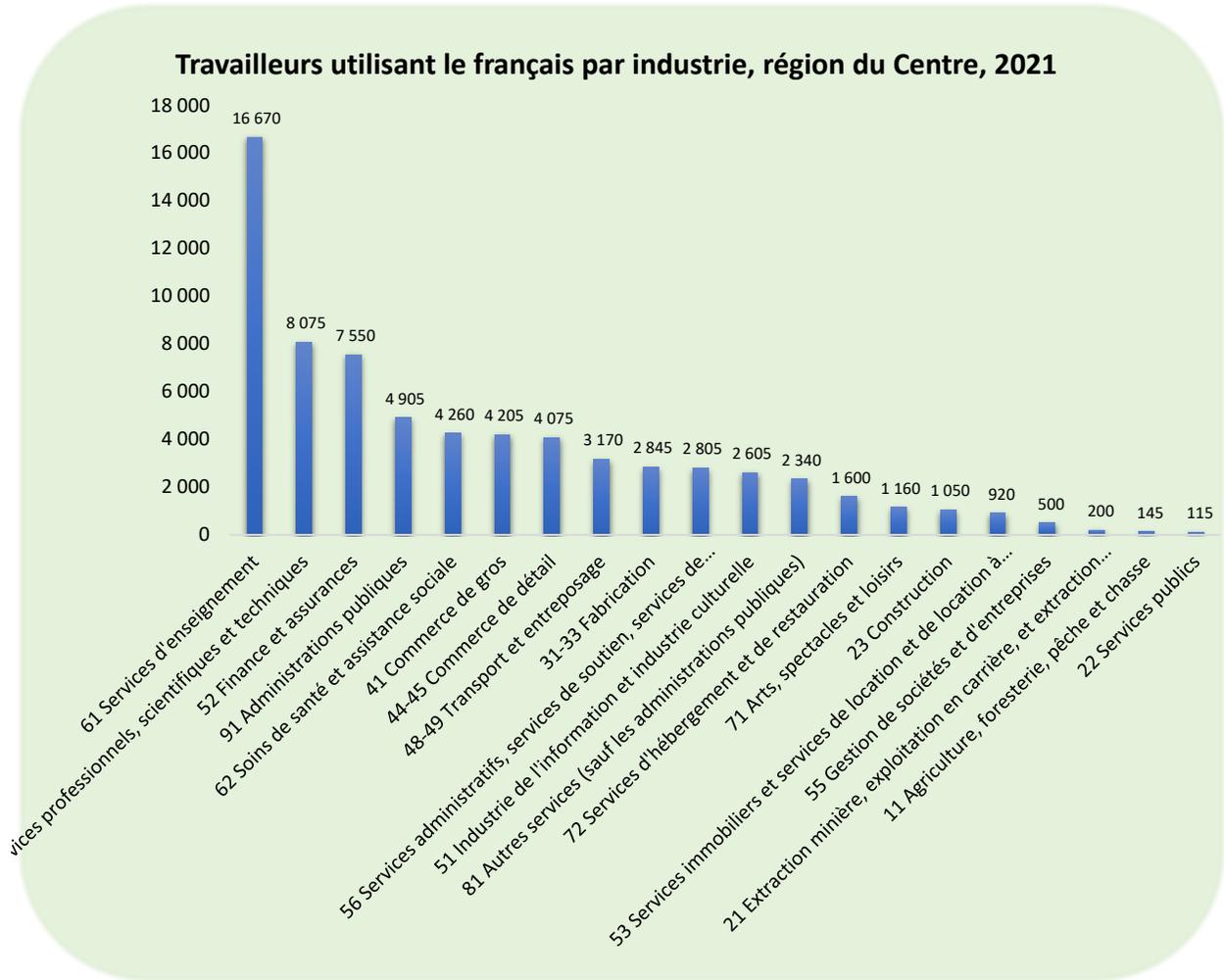
7 Annexe A — Travailleurs utilisant le français au moins régulièrement au travail en Ontario par industrie

7.1 Régions de la fonction publique



Travailleurs utilisant le français par industrie, région de l'Est, 2021







Statistique Canada. [Tableau 98-10-0520-01](#) Langues utilisées au travail selon l'industrie et la profession : Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement y compris les parties

7.2 Régions économiques

Région économique de Hamilton--Niagara--Peninsula		
Industrie	Travaillent en français	% travaillent en français
61 Services d'enseignement	3940	6,3%
62 Soins de santé et assistance sociale	1115	1,1%
52 Finance et assurances	950	3,2%
44-45 Commerce de détail	875	0,9%
91 Administrations publiques	770	2,4%
54 Services professionnels, scientifiques et techniques	750	1,4%
41 Commerce de gros	595	2,1%
31-33 Fabrication	510	0,6%
72 Services d'hébergement et de restauration	455	0,9%
48-49 Transport et entreposage	440	1,2%
56 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	430	1,2%
81 Autres services (sauf les administrations publiques)	350	1,1%
23 Construction	240	0,4%
71 Arts, spectacles et loisirs	230	1,2%
51 Industrie de l'information et industrie culturelle	200	1,6%
53 Services immobiliers et services de location et de location à bail	70	0,5%
11 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	65	0,4%
55 Gestion de sociétés et d'entreprises	45	2,4%
21 Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	20	1,4%
22 Services publics	0	0,0%

Région économique de Kingston--Pembroke		
Industrie	Travaillent en français	% travaillent en français
91 Administrations publiques	2505	11,1%
61 Services d'enseignement	1545	9,1%
62 Soins de santé et assistance sociale	675	2,5%
44-45 Commerce de détail	390	1,8%
54 Services professionnels, scientifiques et techniques	215	2,2%
72 Services d'hébergement et de restauration	195	1,6%
52 Finance et assurances	195	4,8%
56 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	190	2,3%
81 Autres services (sauf les administrations publiques)	145	2,2%
48-49 Transport et entreposage	130	2,1%
31-33 Fabrication	115	1,0%
71 Arts, spectacles et loisirs	100	3,1%
23 Construction	75	0,6%
41 Commerce de gros	60	1,7%
11 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	40	1,7%
53 Services immobiliers et services de location et de location à bail	30	1,1%
51 Industrie de l'information et industrie culturelle	25	1,4%
55 Gestion de sociétés et d'entreprises	15	11,1%
21 Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	0	0,0%
22 Services publics	0	0,0%

Région économique de Kitchener--Waterloo--Barrie		
Industrie	Travaillent en français	% travaillent en français
61 Services d'enseignement	3130	5,8%
91 Administrations publiques	995	3,7%
52 Finance et assurances	825	2,9%
62 Soins de santé et assistance sociale	630	0,9%
54 Services professionnels, scientifiques et techniques	615	1,2%
44-45 Commerce de détail	580	0,8%
41 Commerce de gros	485	2,2%
31-33 Fabrication	395	0,4%
48-49 Transport et entreposage	335	1,1%
56 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	205	0,7%
51 Industrie de l'information et industrie culturelle	155	1,2%
72 Services d'hébergement et de restauration	150	0,4%
81 Autres services (sauf les administrations publiques)	140	0,6%
23 Construction	135	0,3%
71 Arts, spectacles et loisirs	125	1,0%
53 Services immobiliers et services de location et de location à bail	60	0,5%
11 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	35	0,4%
21 Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	25	2,4%
55 Gestion de sociétés et d'entreprises	20	1,1%
22 Services publics	0	0,0%

Rapport final

État des lieux de la pénurie de main-d'œuvre au sein de la communauté francophone de l'Ontario - AFO

Région économique de London		
Industrie	Travaillent en français	% travaillent en français
61 Services d'enseignement	1905	6,5%
52 Finance et assurances	480	3,0%
62 Soins de santé et assistance sociale	410	0,8%
91 Administrations publiques	305	2,6%
54 Services professionnels, scientifiques et techniques	260	1,2%
44-45 Commerce de détail	260	0,6%
56 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	215	1,4%
31-33 Fabrication	195	0,5%
81 Autres services (sauf les administrations publiques)	125	0,9%
41 Commerce de gros	115	1,2%
48-49 Transport et entreposage	100	0,6%
72 Services d'hébergement et de restauration	95	0,4%
23 Construction	70	0,3%
71 Arts, spectacles et loisirs	50	0,8%
51 Industrie de l'information et industrie culturelle	40	0,9%
53 Services immobiliers et services de location et de location à bail	20	0,4%
55 Gestion de sociétés et d'entreprises	15	2,3%
21 Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	10	2,0%
11 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	10	0,2%
22 Services publics	0	0,0%

Région économique de Muskoka–Kawartha		
Industrie	Travaillent en français	% travaillent en français
61 Services d'enseignement	545	5,6%
54 Services professionnels, scientifiques et techniques	90	1,3%
91 Administrations publiques	90	1,4%
62 Soins de santé et assistance sociale	80	0,4%
44-45 Commerce de détail	80	0,5%
41 Commerce de gros	60	1,7%
72 Services d'hébergement et de restauration	55	0,7%
31-33 Fabrication	50	0,5%
52 Finance et assurances	50	1,5%
71 Arts, spectacles et loisirs	30	1,0%
23 Construction	30	0,2%
56 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	25	0,4%
48-49 Transport et entreposage	20	0,4%
81 Autres services (sauf les administrations publiques)	15	0,3%
11 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	10	0,3%
22 Services publics	10	0,5%
51 Industrie de l'information et industrie culturelle	0	0,0%
55 Gestion de sociétés et d'entreprises	0	0,0%
53 Services immobiliers et services de location et de location à bail	0	0,0%
21 Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	0	0,0%

Région économique de Nord-est		
Industrie	Travaillent en français	% travaillent en français
62 Soins de santé et assistance sociale	5730	18,1%
61 Services d'enseignement	5145	31,0%
44-45 Commerce de détail	2790	11,0%
91 Administrations publiques	2435	16,0%
21 Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	1525	11,7%
23 Construction	1255	8,5%
81 Autres services (sauf les administrations publiques)	1155	14,2%
72 Services d'hébergement et de restauration	1025	8,4%
54 Services professionnels, scientifiques et techniques	975	10,6%
56 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	930	11,0%
48-49 Transport et entreposage	845	9,8%
31-33 Fabrication	735	7,3%
52 Finance et assurances	710	15,8%
41 Commerce de gros	680	14,9%
71 Arts, spectacles et loisirs	420	11,6%
51 Industrie de l'information et industrie culturelle	265	11,3%
53 Services immobiliers et services de location et de location à bail	260	9,2%
11 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	250	14,8%
22 Services publics	115	7,3%
55 Gestion de sociétés et d'entreprises	0	0,0%

Rapport final

État des lieux de la pénurie de main-d'œuvre au sein de la communauté francophone de l'Ontario - AFO

Région économique de Nord-ouest		
Industrie	Travaillent en français	% travaillent en français
61 Services d'enseignement	515	7,7%
62 Soins de santé et assistance sociale	180	1,3%
91 Administrations publiques	120	2,2%
44-45 Commerce de détail	120	1,3%
23 Construction	50	0,8%
31-33 Fabrication	40	1,5%
48-49 Transport et entreposage	40	1,0%
81 Autres services (sauf les administrations publiques)	35	1,0%
54 Services professionnels, scientifiques et techniques	35	0,9%
72 Services d'hébergement et de restauration	25	0,5%
11 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	25	1,7%
71 Arts, spectacles et loisirs	15	1,1%
21 Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	15	1,4%
52 Finance et assurances	15	1,0%
41 Commerce de gros	10	0,7%
56 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	10	0,4%
55 Gestion de sociétés et d'entreprises	0	0,0%
22 Services publics	0	0,0%
51 Industrie de l'information et industrie culturelle	0	0,0%
53 Services immobiliers et services de location et de location à bail	0	0,0%

Région économique de Ottawa		
Industrie	Travaillent en français	% travaillent en français
91 Administrations publiques	53330	39,8%
62 Soins de santé et assistance sociale	20640	24,7%
61 Services d'enseignement	17055	30,7%
44-45 Commerce de détail	12050	15,9%
54 Services professionnels, scientifiques et techniques	9380	12,9%
23 Construction	6685	15,9%
72 Services d'hébergement et de restauration	5800	14,7%
81 Autres services (sauf les administrations publiques)	5540	19,5%
56 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	5190	17,3%
52 Finance et assurances	5055	23,2%
48-49 Transport et entreposage	4760	18,1%
71 Arts, spectacles et loisirs	3385	23,6%
31-33 Fabrication	2955	11,3%
51 Industrie de l'information et industrie culturelle	2385	15,5%
41 Commerce de gros	2100	15,1%
53 Services immobiliers et services de location et de location à bail	1485	13,5%
11 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	810	16,9%
22 Services publics	220	8,8%
55 Gestion de sociétés et d'entreprises	145	14,9%
21 Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	125	14,4%

Région économique de Stratford–Bruce Peninsula		
Industrie	Travaillent en français	% travaillent en français
61 Services d'enseignement	150	6,3%
62 Soins de santé et assistance sociale	30	0,5%
31-33 Fabrication	15	0,3%
72 Services d'hébergement et de restauration	10	0,4%
71 Arts, spectacles et loisirs	10	0,8%
41 Commerce de gros	10	1,2%
91 Administrations publiques	10	0,9%
52 Finance et assurances	10	0,9%
21 Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	0	0,0%
48-49 Transport et entreposage	0	0,0%
44-45 Commerce de détail	0	0,0%
11 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	0	0,0%
23 Construction	0	0,0%
53 Services immobiliers et services de location et de location à bail	0	0,0%
22 Services publics	0	0,0%
54 Services professionnels, scientifiques et techniques	0	0,0%
81 Autres services (sauf les administrations publiques)	0	0,0%
55 Gestion de sociétés et d'entreprises	0	0,0%
51 Industrie de l'information et industrie culturelle	0	0,0%
56 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	0	0,0%

Rapport final

État des lieux de la pénurie de main-d'œuvre au sein de la communauté francophone de l'Ontario - AFO

Région économique de Toronto		
Industrie	Travaillent en français	% travaillent en français
61 Services d'enseignement	16670	6,1%
54 Services professionnels, scientifiques et techniques	8075	1,8%
52 Finance et assurances	7550	2,7%
91 Administrations publiques	4905	3,5%
62 Soins de santé et assistance sociale	4260	1,1%
41 Commerce de gros	4205	2,9%
44-45 Commerce de détail	4075	1,0%
48-49 Transport et entreposage	3170	1,4%
31-33 Fabrication	2845	1,0%
56 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	2805	1,5%
51 Industrie de l'information et industrie culturelle	2605	2,3%
81 Autres services (sauf les administrations publiques)	2340	1,5%
72 Services d'hébergement et de restauration	1600	0,8%
71 Arts, spectacles et loisirs	1160	1,5%
23 Construction	1050	0,4%
53 Services immobiliers et services de location et de location à bail	920	0,9%
55 Gestion de sociétés et d'entreprises	500	2,4%
21 Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	200	3,9%
11 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	145	1,1%
22 Services publics	115	0,5%

Région économique de Windsor–Sarnia		
Industrie	Travaillent en français	% travaillent en français
61 Services d'enseignement	2 705	11,8%
62 Soins de santé et assistance sociale	615	1,5%
91 Administrations publiques	410	3,5%
52 Finance et assurances	310	3,5%
44-45 Commerce de détail	265	0,7%
54 Services professionnels, scientifiques et techniques	235	1,5%
31-33 Fabrication	200	0,4%
81 Autres services (sauf les administrations publiques)	195	1,4%
72 Services d'hébergement et de restauration	170	0,8%
56 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	155	1,1%
11 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	110	0,9%
48-49 Transport et entreposage	110	0,7%
23 Construction	95	0,4%
71 Arts, spectacles et loisirs	75	1,1%
41 Commerce de gros	65	0,8%
51 Industrie de l'information et industrie culturelle	55	1,7%
53 Services immobiliers et services de location et de location à bail	40	0,9%
21 Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	20	1,3%
55 Gestion de sociétés et d'entreprises	10	2,9%
22 Services publics	-	0,0%

Statistique Canada. [Tableau 98-10-0520-01](#) Langues utilisées au travail selon l'industrie et la profession : Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement y compris les parties

8 Annexe B — Nombre de travailleurs qui utilisent le français le plus souvent ou régulièrement au travail en 2021, par grand groupe de professions, par région

8.1 Régions de la fonction publique

Région	Grands groupes de professions - CNP 2021	Travaillent en français	% Français
Nord	0 Membres des corps législatifs et cadres supérieurs/cadres supérieures	220	11,06%
	1 Affaires, finance et administration	4 845	12,03%
	2 Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	1 120	6,99%
	3 Secteur de la santé	3 755	13,89%
	4 Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	6 885	17,97%
	5 Arts, culture, sports et loisirs	530	9,72%
	6 Vente et services	6 315	8,99%
	7 Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	3 640	7,13%
	8 Ressources naturelles, agriculture et production connexe	935	9,05%
	9 Fabrication et services d'utilité publique	385	5,06%
Total Nord		28 630	10,67%
Région	Grands groupes de professions - CNP 2021	Travaillent en français	% Français
Est	0 Membres des corps législatifs et cadres supérieurs/cadres supérieures	2 960	23,42%
	1 Affaires, finance et administration	40 310	22,80%
	2 Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	14 775	13,44%
	3 Secteur de la santé	13 730	17,15%
	4 Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	42 990	25,76%
	5 Arts, culture, sports et loisirs	6 670	19,43%
	6 Vente et services	29 530	12,38%
	7 Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	13 515	10,01%
	8 Ressources naturelles, agriculture et production connexe	1 160	6,90%
	9 Fabrication et services d'utilité publique	1 340	5,21%
Total Est		166 980	16,75%

Rapport final

État des lieux de la pénurie de main-d'œuvre au sein de la communauté francophone de l'Ontario - AFO

Région	Grands groupes de professions - CNP 2021	Travaillent en français	% Français
Centre	0 Membres des corps législatifs et cadres supérieurs/cadres supérieures	1 745	3,16%
	1 Affaires, finance et administration	16 645	2,11%
	2 Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	5 360	1,34%
	3 Secteur de la santé	2 280	0,93%
	4 Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	21 015	4,94%
	5 Arts, culture, sports et loisirs	3 740	2,37%
	6 Vente et services	14 885	1,58%
	7 Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	2 505	0,46%
	8 Ressources naturelles, agriculture et production connexe	170	0,50%
	9 Fabrication et services d'utilité publique	525	0,31%
Total Centre		68 870	1,83%
Région	Grands groupes de professions - CNP 2021	Travaillent en français	% Français
Sud-Ouest	0 Membres des corps législatifs et cadres supérieurs/cadres supérieures	355	1,62%
	1 Affaires, finance et administration	5 350	1,67%
	2 Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	1 665	1,07%
	3 Secteur de la santé	1 470	0,86%
	4 Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	13 530	5,52%
	5 Arts, culture, sports et loisirs	1 015	1,73%
	6 Vente et services	6 885	1,24%
	7 Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	1 470	0,40%
	8 Ressources naturelles, agriculture et production connexe	185	0,36%
	9 Fabrication et services d'utilité publique	365	0,23%
Total Sud-Ouest		32 290	1,53%

Source : Statistique Canada. [Tableau 98-10-0520-01](#) Langues utilisées au travail selon l'industrie et la profession : Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement y compris les parties

8.2 Régions économiques

Région économique de Hamilton--Niagara--Peninsula		
Grands groupes de professions - CNP 2021	Travaillent en français	% Français
0 Membres des corps législatifs et cadres supérieurs/cadres supérieures	220	2,5%
1 Affaires, finance et administration	2 105	1,8%
2 Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	620	1,2%
3 Secteur de la santé	560	0,9%
4 Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	4 445	5,1%
5 Arts, culture, sports et loisirs	440	1,9%
6 Vente et services	2 845	1,4%
7 Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	555	0,4%
8 Ressources naturelles, agriculture et production connexe	55	0,3%
9 Fabrication et services d'utilité publique	135	0,3%

Région économique de Kingston--Pembroke		
Grands groupes de professions - CNP 2021	Travaillent en français	% Français
0 Membres des corps législatifs et cadres supérieurs/cadres supérieures	45	3,6%
1 Affaires, finance et administration	795	3,8%
2 Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	285	3,1%
3 Secteur de la santé	320	2,1%
4 Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	2 435	9,2%
5 Arts, culture, sports et loisirs	130	3,1%
6 Vente et services	755	1,9%
7 Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	300	1,2%
8 Ressources naturelles, agriculture et production connexe	45	1,4%
9 Fabrication et services d'utilité publique	55	0,8%

Région économique de Kitchener--Waterloo--Barrie		
Grands groupes de professions - CNP 2021	Travaillent en français	% Français
0 Membres des corps législatifs et cadres supérieurs/cadres supérieures	75	1,2%
1 Affaires, finance et administration	1 405	1,6%
2 Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	525	1,0%
3 Secteur de la santé	260	0,7%
4 Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	3 050	4,6%
5 Arts, culture, sports et loisirs	280	1,8%
6 Vente et services	1 645	1,2%
7 Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	320	0,3%
8 Ressources naturelles, agriculture et production connexe	30	0,3%
9 Fabrication et services d'utilité publique	95	0,2%

Région économique de London		
Grands groupes de professions - CNP 2021	Travaillent en français	% Français
0 Membres des corps législatifs et cadres supérieurs/cadres supérieures	20	0,7%
1 Affaires, finance et administration	710	1,6%
2 Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	210	1,0%
3 Secteur de la santé	215	0,8%
4 Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	1 930	5,2%
5 Arts, culture, sports et loisirs	150	1,8%
6 Vente et services	950	1,2%
7 Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	180	0,4%
8 Ressources naturelles, agriculture et production connexe	-	0,0%
9 Fabrication et services d'utilité publique	50	0,3%

Région économique de Muskoka--Kawarthas		
Grands groupes de professions - CNP 2021	Travaillent en français	% Français
0 Membres des corps législatifs et cadres supérieurs/cadres supérieures	10	1,6%
1 Affaires, finance et administration	105	1,1%
2 Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	45	1,1%
3 Secteur de la santé	45	0,7%
4 Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	425	4,6%
5 Arts, culture, sports et loisirs	20	1,0%
6 Vente et services	150	0,8%
7 Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	25	0,2%
8 Ressources naturelles, agriculture et production connexe	-	0,0%
9 Fabrication et services d'utilité publique	-	0,0%

Région économique de Nord-est		
Grands groupes de professions - CNP 2021	Travaillent en français	% Français
0 Membres des corps législatifs et cadres supérieurs/cadres supérieures	140	19,0%
1 Affaires, finance et administration	3 065	19,4%
2 Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	660	10,7%
3 Secteur de la santé	2 285	25,8%
4 Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	3 655	31,8%
5 Arts, culture, sports et loisirs	330	19,2%
6 Vente et services	3 530	15,2%
7 Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	1 845	10,6%
8 Ressources naturelles, agriculture et production connexe	495	10,7%
9 Fabrication et services d'utilité publique	180	9,2%

Région économique de Nord-ouest		
Grands groupes de professions - CNP 2021	Travaillent en français	% Français
0 Membres des corps législatifs et cadres supérieurs/cadres supérieures	25	5,0%
1 Affaires, finance et administration	180	1,9%
2 Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	40	1,0%
3 Secteur de la santé	115	1,6%
4 Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	490	4,8%
5 Arts, culture, sports et loisirs	20	1,5%
6 Vente et services	150	0,9%
7 Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	105	0,9%
8 Ressources naturelles, agriculture et production connexe	10	0,5%
9 Fabrication et services d'utilité publique	35	2,1%

Région économique de Ottawa		
Grands groupes de professions - CNP 2021	Travaillent en français	% Français
0 Membres des corps législatifs et cadres supérieurs/cadres supérieures	2 835	28,9%
1 Affaires, finance et administration	37 415	29,0%
2 Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	14 015	15,5%
3 Secteur de la santé	12 075	25,7%
4 Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	37 575	33,2%
5 Arts, culture, sports et loisirs	6 375	25,1%
6 Vente et services	25 515	17,6%
7 Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	11 370	15,5%
8 Ressources naturelles, agriculture et production connexe	980	12,2%
9 Fabrication et services d'utilité publique	835	9,7%

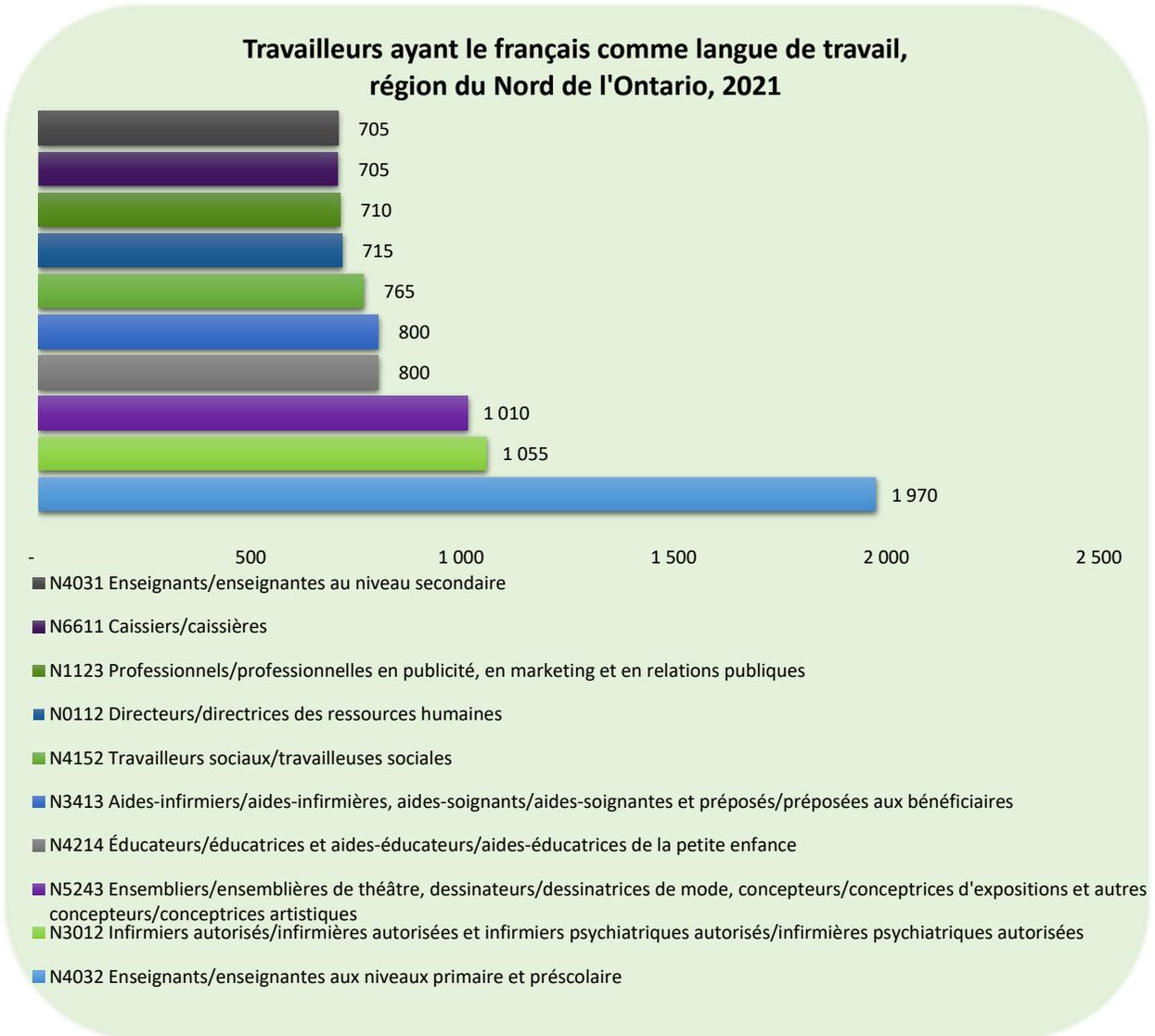
Région économique de Toronto		
Grands groupes de professions - CNP 2021	Travaillent en français	% Français
0 Membres des corps législatifs et cadres supérieurs/cadres supérieures	1 775	3,2%
1 Affaires, finance et administration	16 720	2,1%
2 Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	5 380	1,3%
3 Secteur de la santé	2 305	0,9%
4 Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	21 095	5,0%
5 Arts, culture, sports et loisirs	3 815	2,4%
6 Vente et services	14 985	1,6%
7 Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	2 525	0,5%
8 Ressources naturelles, agriculture et production connexe	175	0,5%
9 Fabrication et services d'utilité publique	515	0,3%

Région économique de Windsor--Sarnia		
Grands groupes de professions - CNP 2021	Travaillent en français	% Français
0 Membres des corps législatifs et cadres supérieurs/cadres supérieures	45	2,4%
1 Affaires, finance et administration	630	2,2%
2 Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés	140	0,9%
3 Secteur de la santé	270	1,4%
4 Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	2 215	9,8%
5 Arts, culture, sports et loisirs	90	2,1%
6 Vente et services	815	1,5%
7 Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	240	0,6%
8 Ressources naturelles, agriculture et production connexe	70	1,2%
9 Fabrication et services d'utilité publique	65	0,3%

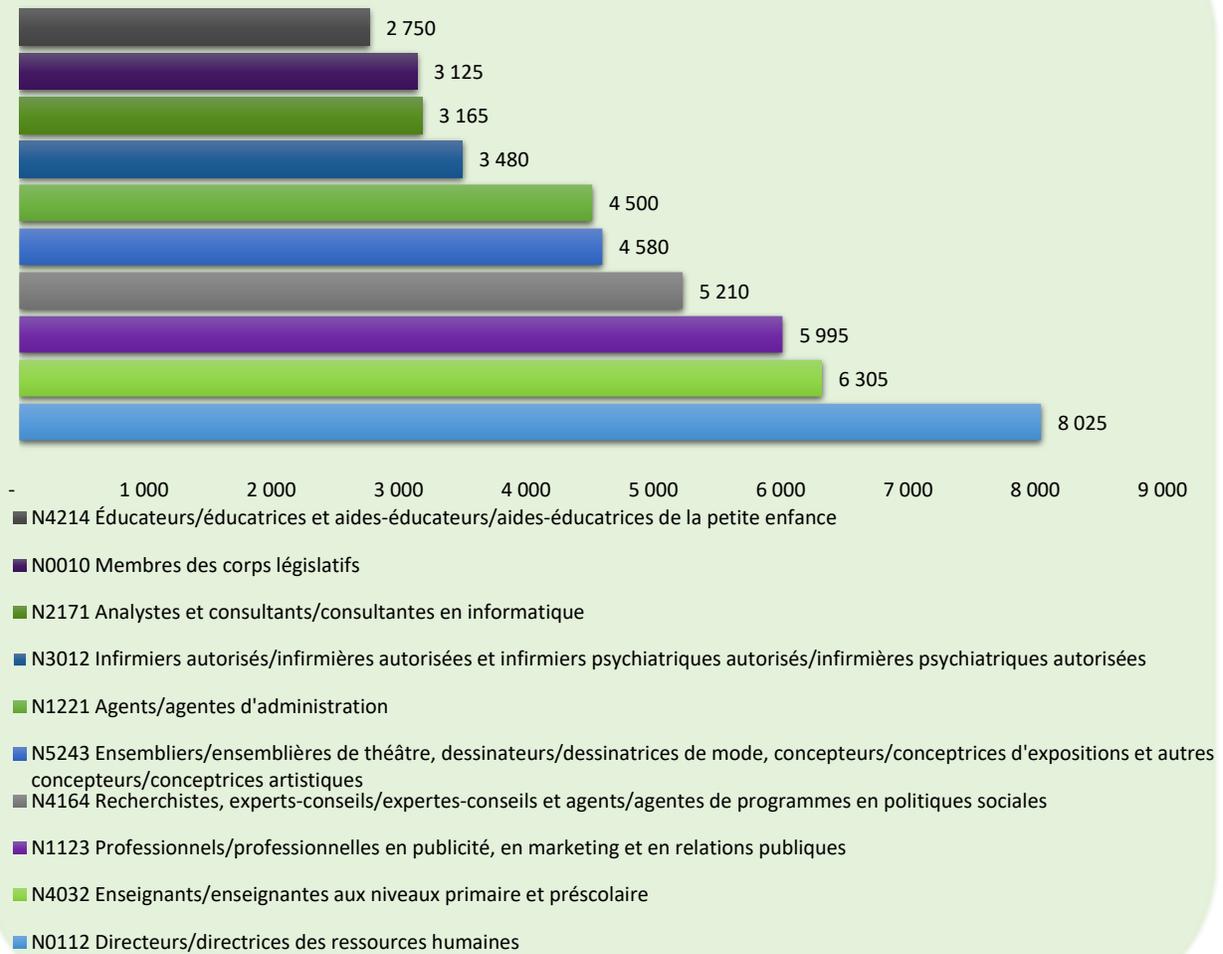
Source : Statistique Canada. [Tableau 98-10-0520-01](#) Langues utilisées au travail selon l'industrie et la profession : Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement y compris les parties

9 Annexe C — Les 10 emplois ayant le plus de travailleurs utilisant le français le plus souvent ou régulièrement au travail en 2021, par région

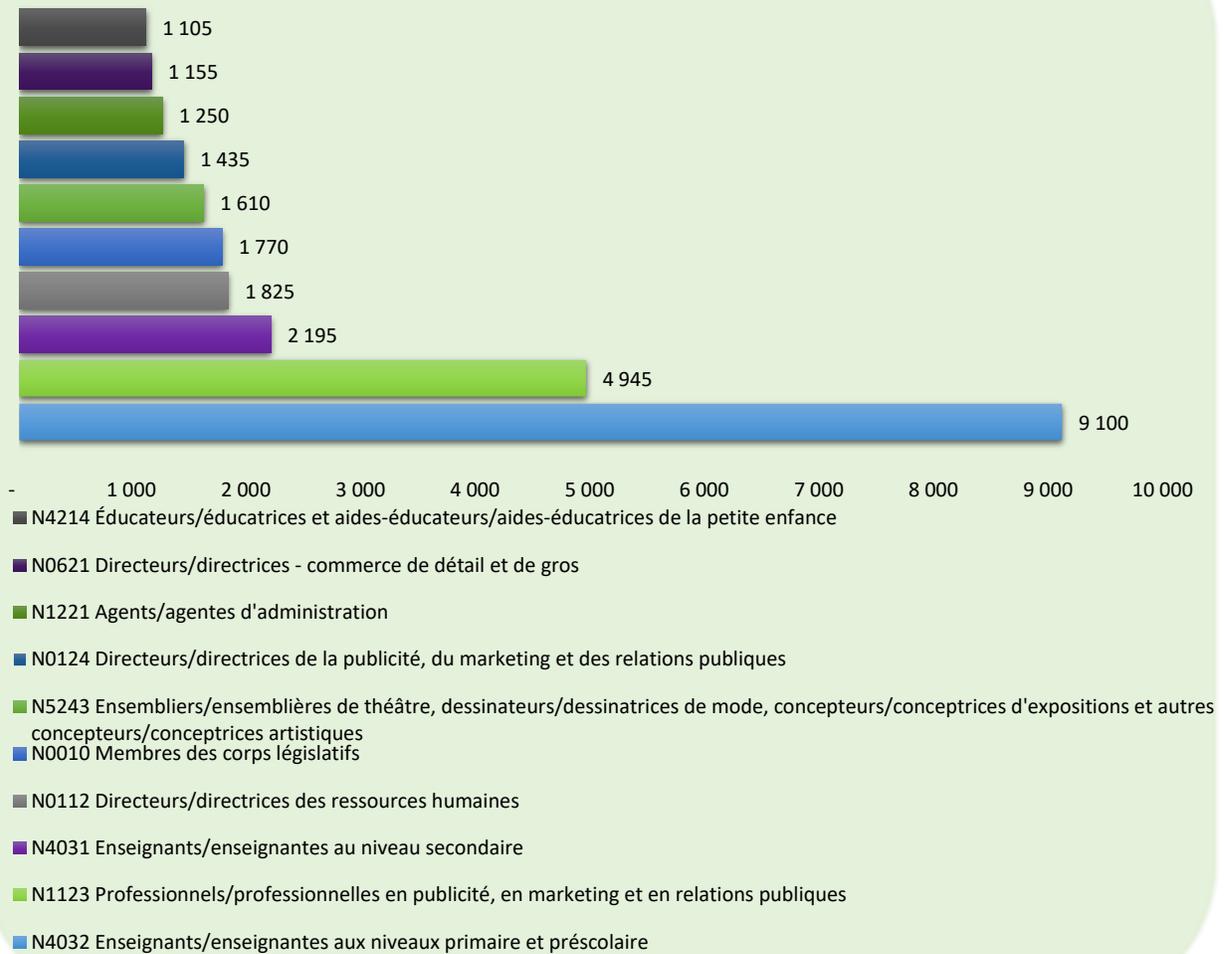
9.1 Régions de la fonction publique

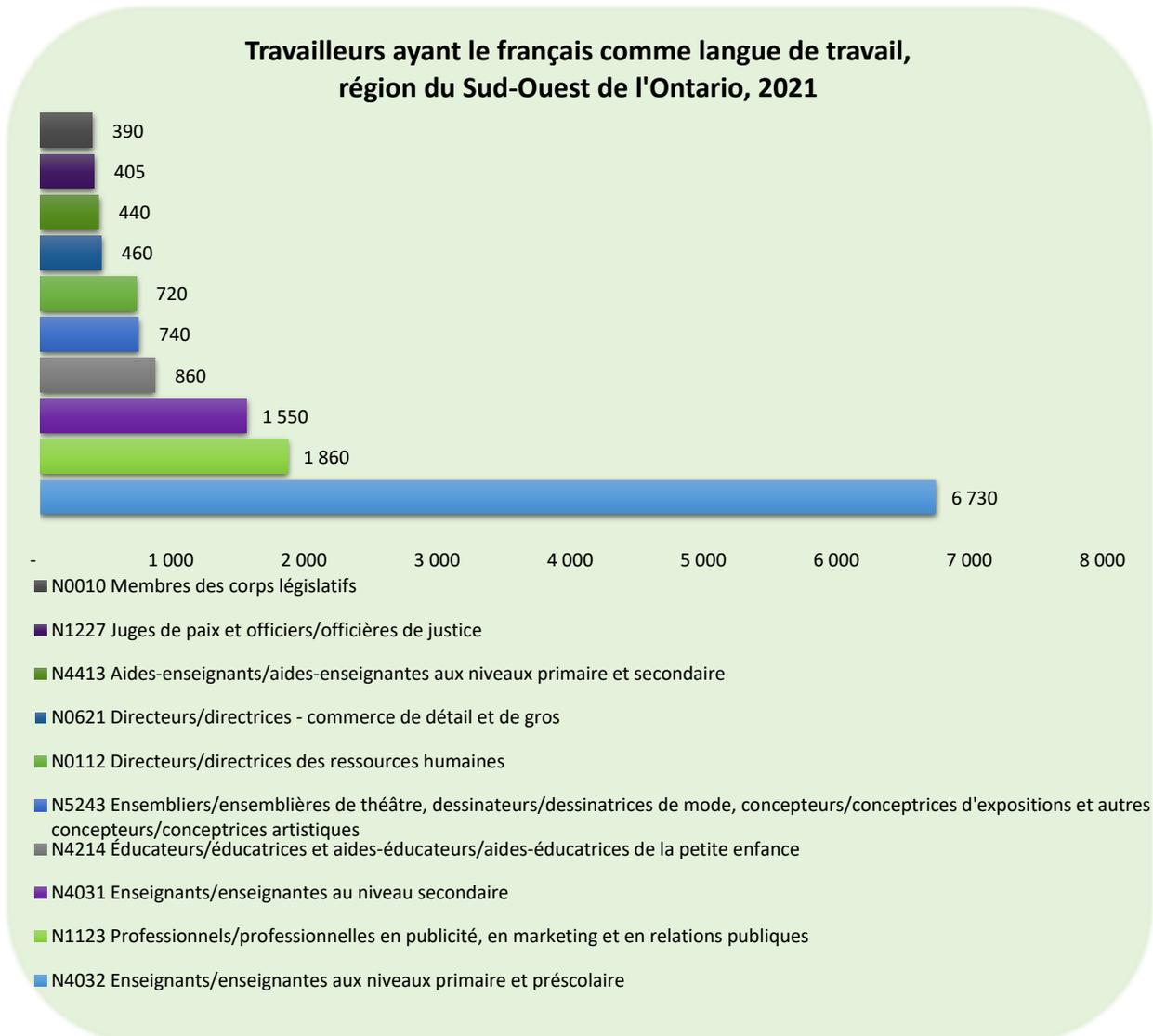


**Travailleurs ayant le français comme langue de travail,
région de l'Est de l'Ontario, 2021**



**Travailleurs ayant le français comme langue de travail,
région du Centre de l'Ontario, 2021**





Source : Calculs de l'auteur utilisant les données des tableaux de Statistique Canada « [Tableau 98-10-0520-01](#) » et « [98-10-0532-01](#) », traités par région et par code de regroupement professionnels du SPPC.

9.2 Régions économiques

Région économique de Hamilton--Niagara--Peninsula			
Code de regroupements professionnels du SPPC	Groupe de professions	Travaillent en français	% français
N4032	Enseignants/enseignantes aux niveaux primaire et préscolaire	2 295	15,82%
N1123	Professionnels/professionnelles en publicité, en marketing et en relations publiques	690	4,17%
N4031	Enseignants/enseignantes au niveau secondaire	500	7,10%
N4214	Éducateurs/éducatrices et aides-éducateurs/aides-éducatrices de la petite enfance	290	4,16%
N5243	Ensembleurs/ensemblères de théâtre, dessinateurs/dessinatrices de mode, concepteurs/conceptrices d'expositio	285	0,87%
N0112	Directeurs/directrices des ressources humaines	255	1,88%
N0621	Directeurs/directrices - commerce de détail et de gros	215	1,22%
N0010	Membres des corps législatifs	210	2,40%
N1227	Juges de paix et officiers/officières de justice	175	5,26%
N0124	Directeurs/directrices de la publicité, du marketing et des relations publiques	155	3,16%

Région économique de Kingston--Pembroke			
Code de regroupements professionnels du SPPC	Groupe de professions	Travaillent en français	% français
N4032	Enseignants/enseignantes aux niveaux primaire et préscolaire	540	22,50%
N4312	Pompiers/pompières	455	14,51%
N0430	Officiers/officières de direction des services de police	425	25,91%
N0112	Directeurs/directrices des ressources humaines	165	5,56%
N4011	Professeurs/professeures et chargés/chargées de cours au niveau universitaire	155	9,66%
N4031	Enseignants/enseignantes au niveau secondaire	135	9,93%
N1123	Professionnels/professionnelles en publicité, en marketing et en relations publiques	125	4,22%
N4214	Éducateurs/éducatrices et aides-éducateurs/aides-éducatrices de la petite enfance	105	7,29%
N1221	Agents/agentes d'administration	100	4,49%
N5243	Ensembleurs/ensemblères de théâtre, dessinateurs/dessinatrices de mode, concepteurs/conceptrices d'expositio	70	1,10%

Région économique de Kitchener--Waterloo--Barrie			
Code de regroupements professionnels du SPPC	Groupe de professions	Travaillent en français	% français
N4032	Enseignants/enseignantes aux niveaux primaire et préscolaire	1 550	14,76%
N1123	Professionnels/professionnelles en publicité, en marketing et en relations publiques	430	3,34%
N4031	Enseignants/enseignantes au niveau secondaire	310	7,17%
N5243	Ensembleurs/ensemblères de théâtre, dessinateurs/dessinatrices de mode, concepteurs/conceptrices d'expositio	195	0,85%
N0112	Directeurs/directrices des ressources humaines	150	1,56%
N4214	Éducateurs/éducatrices et aides-éducateurs/aides-éducatrices de la petite enfance	140	2,85%
N4011	Professeurs/professeures et chargés/chargées de cours au niveau universitaire	115	3,08%
N1312	Experts/expertes en sinistres et rédacteurs/rédactrices sinistres	110	3,94%
N1221	Agents/agentes d'administration	100	1,32%
N6522	Commissaires et agents/agentes de bord	100	39,22%

Rapport final

État des lieux de la pénurie de main-d'œuvre au sein de la communauté francophone de l'Ontario - AFO

Région économique de London			
Code de regroupements professionnels du SPPC	Groupe de professions	Travaillent en français	% français
N4032	Enseignants/enseignantes aux niveaux primaire et préscolaire	920	17,18%
N1123	Professionnels/professionnelles en publicité, en marketing et en relations publiques	300	4,68%
N4031	Enseignants/enseignantes au niveau secondaire	225	9,00%
N4214	Éducateurs/éducatrices et aides-éducateurs/aides-éducatrices de la petite enfance	130	4,23%
N0112	Directeurs/directrices des ressources humaines	105	2,01%
N4011	Professeurs/professeures et chargés/chargées de cours au niveau universitaire	80	3,71%
N4216	Autres instructeurs/instructrices	75	9,55%
N4413	Aides-enseignants/aides-enseignantes aux niveaux primaire et secondaire	75	3,61%
N5243	Ensembleurs/ensemblières de théâtre, dessinateurs/dessinatrices de mode, concepteurs/conceptrices d'expositio	65	0,51%
N1111	Vérificateurs/vérificatrices et comptables	55	1,98%

Région économique de Muskoka--Kawarthas			
Code de regroupements professionnels du SPPC	Groupe de professions	Travaillent en français	% français
N4032	Enseignants/enseignantes aux niveaux primaire et préscolaire	265	18,09%
N1123	Professionnels/professionnelles en publicité, en marketing et en relations publiques	35	2,51%
N0621	Directeurs/directrices - commerce de détail et de gros	25	1,47%
N4031	Enseignants/enseignantes au niveau secondaire	25	3,68%
N4413	Aides-enseignants/aides-enseignantes aux niveaux primaire et secondaire	20	4,21%
N0601	Directeurs/directrices des ventes corporatives	20	9,52%
N5243	Ensembleurs/ensemblières de théâtre, dessinateurs/dessinatrices de mode, concepteurs/conceptrices d'expositio	15	0,50%
N4214	Éducateurs/éducatrices et aides-éducateurs/aides-éducatrices de la petite enfance	15	2,36%
N3012	Infirmiers autorisés/infirmières autorisées et infirmiers psychiatriques autorisés/infirmières psychiatriques autori	10	0,62%
N6711	Serveurs/serveuses au comptoir, aides de cuisine et personnel de soutien assimilé	10	0,56%

Région économique de Nord-est			
Code de regroupements professionnels du SPPC	Groupe de professions	Travaillent en français	% français
N4032	Enseignants/enseignantes aux niveaux primaire et préscolaire	880	50,43%
N3012	Infirmiers autorisés/infirmières autorisées et infirmiers psychiatriques autorisés/infirmières psychiatriques autori	590	28,37%
N5243	Ensembleurs/ensemblières de théâtre, dessinateurs/dessinatrices de mode, concepteurs/conceptrices d'expositio	535	14,64%
N3413	Aides-infirmiers/aides-infirmières, aides-soignants/aides-soignantes et préposés/préposées aux bénéficiaires	450	20,79%
N0112	Directeurs/directrices des ressources humaines	425	24,43%
N4214	Éducateurs/éducatrices et aides-éducateurs/aides-éducatrices de la petite enfance	425	38,99%
N4152	Travailleurs sociaux/travailleuses sociales	410	21,47%
N1123	Professionnels/professionnelles en publicité, en marketing et en relations publiques	405	23,21%
N1227	Juges de paix et officiers/officières de justice	390	23,21%
N6611	Caissiers/caissières	385	16,78%

Rapport final
 État des lieux de la pénurie de main-d'œuvre au sein de la communauté francophone de l'Ontario - AFO

Région économique de Nord-ouest			
Code de regroupements professionnels du SPPC	Groupe de professions	Travaillent en français	% français
N4032	Enseignants/enseignantes aux niveaux primaire et préscolaire	240	21,33%
N4031	Enseignants/enseignantes au niveau secondaire	55	9,91%
N5243	Ensembleurs/ensemblières de théâtre, dessinateurs/dessinatrices de mode, concepteurs/conceptrices d'expositio	35	1,29%
N3012	Infirmiers autorisés/infirmières autorisées et infirmiers psychiatriques autorisés/infirmières psychiatriques autori	35	1,77%
N4214	Éducateurs/éducatrices et aides-éducateurs/aides-éducatrices de la petite enfance	30	5,17%
N4152	Travailleurs sociaux/travailleuses sociales	25	1,15%
N0010	Membres des corps législatifs	25	5,00%
N0112	Directeurs/directrices des ressources humaines	25	1,85%
N3413	Aides-infirmiers/aides-infirmières, aides-soignants/aides-soignantes et préposés/préposées aux bénéficiaires	25	1,59%
N4413	Aides-enseignants/aides-enseignantes aux niveaux primaire et secondaire	20	3,13%

Région économique de Ottawa			
Code de regroupements professionnels du SPPC	Groupe de professions	Travaillent en français	% français
N0112	Directeurs/directrices des ressources humaines	7 045	39,67%
N1123	Professionnels/professionnelles en publicité, en marketing et en relations publiques	5 090	32,57%
N4032	Enseignants/enseignantes aux niveaux primaire et préscolaire	4 820	44,26%
N4164	Rechercheurs, experts-conseils/expertes-conseils et agents/agentes de programmes en politiques sociales	4 615	38,24%
N5243	Ensembleurs/ensemblières de théâtre, dessinateurs/dessinatrices de mode, concepteurs/conceptrices d'expositio	4 115	17,14%
N1221	Agents/agentes d'administration	3 950	30,86%
N2171	Analystes et consultants/consultantes en informatique	2 960	18,66%
N3012	Infirmiers autorisés/infirmières autorisées et infirmiers psychiatriques autorisés/infirmières psychiatriques autori	2 935	29,29%
N0010	Membres des corps législatifs	2 840	28,95%
N4214	Éducateurs/éducatrices et aides-éducateurs/aides-éducatrices de la petite enfance	2 335	32,14%

Région économique de Toronto			
Code de regroupements professionnels du SPPC	Groupe de professions	Travaillent en français	% français
N4032	Enseignants/enseignantes aux niveaux primaire et préscolaire	9 100	14,59%
N1123	Professionnels/professionnelles en publicité, en marketing et en relations publiques	4 945	4,68%
N4031	Enseignants/enseignantes au niveau secondaire	2 195	7,94%
N0112	Directeurs/directrices des ressources humaines	1 825	2,39%
N0010	Membres des corps législatifs	1 770	3,21%
N5243	Ensembleurs/ensemblières de théâtre, dessinateurs/dessinatrices de mode, concepteurs/conceptrices d'expositio	1 610	1,09%
N0124	Directeurs/directrices de la publicité, du marketing et des relations publiques	1 435	3,54%
N1221	Agents/agentes d'administration	1 250	2,32%
N0621	Directeurs/directrices - commerce de détail et de gros	1 155	1,49%
N4214	Éducateurs/éducatrices et aides-éducateurs/aides-éducatrices de la petite enfance	1 105	3,06%

Rapport final

État des lieux de la pénurie de main-d'œuvre au sein de la communauté francophone de l'Ontario - AFO

Région économique de Windsor--Sarnia			
Code de regroupements professionnels du SPPC	Groupe de professions	Travaillent en français	% français
N4032	Enseignants/enseignantes aux niveaux primaire et préscolaire	1 090	28,17%
N4031	Enseignants/enseignantes au niveau secondaire	315	16,11%
N4214	Éducateurs/éducatrices et aides-éducateurs/aides-éducatrices de la petite enfance	190	11,14%
N1123	Professionnels/professionnelles en publicité, en marketing et en relations publiques	175	5,07%
N0112	Directeurs/directrices des ressources humaines	120	3,37%
N5243	Ensembleurs/ensemblères de théâtre, dessinateurs/dessinatrices de mode, concepteurs/conceptrices d'expositio	105	1,26%
N6733	Concierges et surintendants/surintendantes d'immeubles	100	2,87%
N4413	Aides-enseignants/aides-enseignantes aux niveaux primaire et secondaire	95	6,33%
N1227	Juges de paix et officiers/officières de justice	85	8,63%
N4152	Travailleurs sociaux/travailleuses sociales	70	2,66%

Source : Calculs de l'auteur utilisant les données des tableaux de Statistique Canada « [Tableau 98-10-0520-01](#) » et « [98-10-0532-01](#) », traités par région et par code de regroupement professionnels du SPPC.

10 Annexe D — 10 professions ayant le plus de possibilités d'emplois en français, par région, 2022 à 2031

Région	Code SPPC	Professions	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Moyenne / année
Nord	N1227	Juges de paix et officiers/officières de justice	263	49	45	58	71	78	80	80	85	87	90
	N4032	Enseignants/enseignantes aux niveaux primaire et préscolaire	89	79	78	90	91	79	77	77	78	82	82
	N3012	Infirmiers autorisés/infirmières autorisées et infirmiers psychiatriques autorisés/infirmières psychiatriques autorisées	63	41	49	47	46	52	56	58	58	58	53
	N8231	Mineurs/mineuses d'extraction et de préparation, mines souterraines	82	52	41	45	45	41	41	45	45	45	48
	N3413	Aides-infirmiers/aides-infirmières, aides-soignants/aides-soignantes et préposés/préposées aux bénéficiaires	52	51	41	37	43	47	47	48	48	48	46
	N4214	Éducateurs/éducatrices et aides-éducateurs/aides-éducatrices de la petite enfance	69	46	50	42	34	30	30	31	30	30	39
	N6733	Concierges et surintendants/surintendantes d'immeubles	30	33	28	28	27	26	25	24	24	24	27
	N4031	Enseignants/enseignantes au niveau secondaire	16	30	29	27	24	23	23	23	23	23	25
	N6221	Spécialistes des ventes techniques - commerce de gros	44	26	23	21	20	19	18	18	18	17	22
	N4021	Enseignants/enseignantes au niveau collégial et autres instructeurs/instructrices en formation professionnelle	42	31	16	11	13	16	15	17	17	16	19
Région	Code SPPC	Professions	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Moyenne / année
Est	N4164	Rechercheurs, experts-conseils/expertes-conseils et agents/agentes de programmes en politiques sociales	371	462	399	301	315	385	364	357	364	357	367
	N4032	Enseignants/enseignantes aux niveaux primaire et préscolaire	286	252	249	289	293	254	245	247	249	263	263
	N1123	Professionnels/professionnelles en publicité, en marketing et en relations publiques	449	162	263	220	209	243	247	230	233	230	249
	N2171	Analystes et consultants/consultantes en informatique	302	210	181	210	213	187	201	195	198	197	209
	N0410	Gestionnaires de la fonction publique - élaboration de politiques et administration de programmes sociaux et de santé	-125	289	212	231	250	241	241	231	231	221	202
	N1227	Juges de paix et officiers/officières de justice	531	99	90	117	144	157	162	162	171	175	181
	N3012	Infirmiers autorisés/infirmières autorisées et infirmiers psychiatriques autorisés/infirmières psychiatriques autorisées	208	134	162	155	153	170	184	192	192	192	174
	N1221	Agents/agentes d'administration	154	174	176	162	169	178	161	162	162	157	166
	N4214	Éducateurs/éducatrices et aides-éducateurs/aides-éducatrices de la petite enfance	237	159	170	143	117	102	102	105	104	104	134
	N3413	Aides-infirmiers/aides-infirmières, aides-soignants/aides-soignantes et préposés/préposées aux bénéficiaires	149	145	118	105	121	134	132	136	137	138	131
Région	Code SPPC	Professions	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Moyenne / année
Centre	N4032	Enseignants/enseignantes aux niveaux primaire et préscolaire	413	363	360	417	423	366	354	357	360	379	379
	N1123	Professionnels/professionnelles en publicité, en marketing et en relations publiques	363	131	213	177	169	196	199	185	188	185	201
	N4031	Enseignants/enseignantes au niveau secondaire	50	94	91	90	84	75	71	71	71	72	77
	N6522	Commissaires et agents/agentes de bord	76	254	195	85	34	25	25	17	25	25	76
	N2171	Analystes et consultants/consultantes en informatique	99	69	59	69	70	61	66	64	65	64	69
	N6411	Représentants/représentantes des ventes et des comptes - commerce de gros (non-technique)	188	72	46	51	49	53	56	55	55	55	68
	N1122	Professionnels/professionnelles des services-conseils en gestion aux entreprises	61	70	61	61	56	56	54	51	51	50	57
	N6221	Spécialistes des ventes techniques - commerce de gros	110	65	58	53	49	48	46	45	45	44	56
	N4214	Éducateurs/éducatrices et aides-éducateurs/aides-éducatrices de la petite enfance	95	64	68	58	47	41	41	42	42	42	54
	N1221	Agents/agentes d'administration	43	48	49	45	47	49	45	45	45	44	46
Région	Code SPPC	Professions	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Moyenne / année
Sud-Ouest	N4032	Enseignants/enseignantes aux niveaux primaire et préscolaire	306	269	266	308	313	271	262	264	266	280	280
	N4031	Enseignants/enseignantes au niveau secondaire	35	67	65	64	59	53	50	50	50	51	54
	N1123	Professionnels/professionnelles en publicité, en marketing et en relations publiques	86	31	51	42	40	47	47	44	45	44	48
	N4214	Éducateurs/éducatrices et aides-éducateurs/aides-éducatrices de la petite enfance	74	50	53	45	37	32	32	33	32	32	42
	N1227	Juges de paix et officiers/officières de justice	88	16	15	19	24	26	27	27	28	29	30
	N6733	Concierges et surintendants/surintendantes d'immeubles	33	37	31	31	30	28	27	27	26	26	30
	N6411	Représentants/représentantes des ventes et des comptes - commerce de gros (non-technique)	63	24	15	17	17	18	19	19	19	19	23
	N6221	Spécialistes des ventes techniques - commerce de gros	41	24	22	20	18	18	17	17	17	16	21
	N6522	Commissaires et agents/agentes de bord	18	62	47	21	8	6	6	4	6	6	18
	N3413	Aides-infirmiers/aides-infirmières, aides-soignants/aides-soignantes et préposés/préposées aux bénéficiaires	18	17	14	13	15	16	16	16	17	17	16

Source : Calculs de l'auteur utilisant les données des tableaux de Statistique Canada « [Tableau 98-10-0520-01](#) » et « [98-10-0532-01](#) », traités par région et par code de regroupement professionnels du SPPC.

11 Annexe E — 10 professions identifiées comme étant en pénurie dans le futur et ayant le plus de possibilités d'emplois en français, par région, 2022 à 2031

Région	Code SPPC	Professions	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Moyenne / année	
Nord	N3012	Infirmiers autorisés/infirmières autorisées et infirmiers psychiatriques autorisés/infirmières psychiatriques autori	63	41	49	47	46	52	56	58	58	58	53	
	N3413	Aides-infirmiers/aides-infirmières, aides-soignants/aides-soignantes et préposés/préposées aux bénéficiaires	52	51	41	37	43	47	47	48	48	48	46	
	N7311	Mécaniciens/mécaniciennes de chantier et mécaniciens industriels/mécaniciennes industrielles	14	14	17	17	16	15	16	15	14	14	15	
	N7511	Conducteurs/conductrices de camions de transport	6	15	16	16	14	14	14	13	14	14	14	
	N3214	Inhalothérapeutes, perfusionnistes cardiovasculaires et technologues cardiopulmonaires	8	11	10	8	10	11	11	12	12	12	11	
	N3234	Personnel ambulancier et paramédical	20	10	8	6	7	9	9	10	10	10	10	
	N4412	Aides familiaux résidents/aides familiales résidentes, aides de maintien à domicile et personnel assimilé	7	11	9	11	10	7	8	8	7	7	7	
	N3233	Infirmiers auxiliaires/infirmières auxiliaires	8	5	9	7	7	9	10	11	11	11	9	
	N3111	Médecins spécialistes	16	4	8	8	7	7	9	9	9	9	9	
	N3232	Praticiens/praticiennes des médecines douces	14	8	5	6	7	7	7	7	7	7	7	
	Région	Code SPPC	Professions	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Moyenne / année
	Est	N2171	Analystes et consultants/consultantes en informatique	302	210	181	210	213	187	201	195	198	197	209
		N3012	Infirmiers autorisés/infirmières autorisées et infirmiers psychiatriques autorisés/infirmières psychiatriques autori	208	134	162	155	153	170	184	192	192	192	174
N3413		Aides-infirmiers/aides-infirmières, aides-soignants/aides-soignantes et préposés/préposées aux bénéficiaires	149	145	118	105	121	134	132	136	137	138	131	
N3112		Omnipraticiens/omnipraticiennes et médecins en médecine familiale	113	38	71	75	75	85	96	98	99	99	85	
N0213		Gestionnaires des systèmes informatiques	174	24	77	81	81	81	83	81	83	81	85	
N4161		Recherchistes, experts-conseils/expertes-conseils et agents/agentes de programmes, en sciences naturelles et ap	72	102	67	72	87	82	82	77	82	82	80	
N2174		Programmeurs/programmeuses et développeurs/développeuses en médias interactifs	213	53	50	47	55	48	54	48	52	50	67	
N3111		Médecins spécialistes	103	29	52	54	50	50	57	59	59	59	57	
N2172		Analystes de bases de données et administrateurs/administratrices de données	106	3	89	33	30	58	47	42	52	49	51	
N7511		Conducteurs/conductrices de camions de transport	23	54	57	58	52	51	50	48	50	50	49	
Région	Code SPPC	Professions	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Moyenne / année	
Centre	N2171	Analystes et consultants/consultantes en informatique	99	69	59	69	70	61	66	64	65	64	69	
	N0213	Gestionnaires des systèmes informatiques	54	7	24	25	25	25	26	25	26	25	26	
	N3012	Infirmiers autorisés/infirmières autorisées et infirmiers psychiatriques autorisés/infirmières psychiatriques autori	21	14	16	15	17	18	19	19	19	19	18	
	N2174	Programmeurs/programmeuses et développeurs/développeuses en médias interactifs	55	14	13	12	14	13	14	13	13	13	17	
	N3112	Omnipraticiens/omnipraticiennes et médecins en médecine familiale	23	8	14	15	15	17	19	19	20	20	17	
	N3413	Aides-infirmiers/aides-infirmières, aides-soignants/aides-soignantes et préposés/préposées aux bénéficiaires	17	17	13	12	14	15	15	15	16	16	15	
	N2172	Analystes de bases de données et administrateurs/administratrices de données	30	1	25	9	8	16	13	12	15	14	14	
	N3111	Médecins spécialistes	23	6	11	12	11	11	13	13	13	13	13	
	N0211	Directeurs/directrices des services de génie	33	10	10	10	10	9	9	9	9	9	12	
	N2173	Ingénieurs/ingénieures et concepteurs/conceptrices en logiciel	22	9	8	11	11	11	11	11	11	11	11	

Rapport final
 État des lieux de la pénurie de main-d'œuvre au sein de la communauté francophone de l'Ontario - AFO

Région	Code SPPC	Professions	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Moyenne / année
Sud-Ouest	N3413	Aides-infirmiers/aides-infirmières, aides-soignants/aides-soignantes et préposés/préposées aux bénéficiaires	18	17	14	13	15	16	16	16	17	17	16
	N3012	Infirmiers autorisés/infirmières autorisées et infirmiers psychiatriques autorisés/infirmières psychiatriques autori	13	9	10	10	10	11	12	12	12	12	11
	N3112	Omnipraticiens/omnipraticiennes et médecins en médecine familiale	14	5	9	9	9	10	11	12	12	12	10
	N2171	Analystes et consultants/consultantes en informatique	11	8	7	8	8	7	7	7	7	7	8
	N7511	Conducteurs/conductrices de camions de transport	3	7	8	8	7	7	7	7	7	7	7
	N2174	Programmeurs/programmeuses et développeurs/développeuses en médias interactifs	14	3	3	3	4	3	3	3	3	3	4
	N0213	Gestionnaires des systèmes informatiques	9	1	4	4	4	4	4	4	4	4	4
	N3111	Médecins spécialistes	7	2	3	4	3	3	4	4	4	4	4
	N2172	Analystes de bases de données et administrateurs/administratrices de données	8	0	7	2	2	4	3	3	4	4	4
	N2131	Ingénieurs civils/ingénieures civiles	7	3	2	2	3	3	3	3	3	3	3

Source : Calculs de l'auteur utilisant les données des tableaux de Statistique Canada « [Tableau 98-10-0520-01](#) » et « [98-10-0532-01](#) », traités par région et par code de regroupement professionnels du SPPC, ainsi que les données du [SPPC](#).

12 Annexe F – Sondage mené auprès des membres de l'AFO – 2024

12.1 Mise en contexte

Ce questionnaire est un outil de collecte de données complémentaire auprès des parties prenantes et organismes clés de la communauté francophone de l'Ontario.

Les données tirées de ce sondage viendront compléter une revue de la littérature, ainsi qu'une collecte et une analyse de données éclairantes sur la pénurie de main-d'œuvre francophone en Ontario. Un rapport final sera partagé au préalable à l'AFO et ensuite à la fin mars 2024 aux membres du comité aviseur sur la pénurie de main-d'œuvre.

12.2 Méthodologie

Le questionnaire se compose de trois volets ; informatif, quantitatif et qualitatif.

- La section informative ne vise qu'à recueillir les données générales de profil sur les agences, les organismes ou entreprises qui participent au sondage.
- La section quantitative vise à recueillir des données chiffrées sur la pénurie de main-d'œuvre que vivent les organismes, agences et entreprises participantes.
- La section qualitative renferme des questions orientées sur l'expérience que cette pénurie apporte, la mesure de la perception et des répercussions qu'elle impose, entre autres.

Les données colligées pour la production du document final demeurent confidentielles.

Le questionnaire sera en ligne dès la semaine du 18 mars ; la collecte de données se terminera par l'analyse de celles-ci à temps pour la réunion du 28 mars 2024.

Profil des répondants

Les données suivantes serviront seulement à mieux contextualiser les réponses au questionnaire et, au besoin, faire des appels de suivis.

- Votre organisme
- Votre nom
- Votre poste
- Votre adresse courriel

De quel type d'organisation êtes-vous?

- Entreprise privée (compagnie, firme, etc.)
- Agence gouvernementale (p.ex. ; LCBO, Santé publique Ontario, Postes Canada, FedNor/FedDev, etc.)
- Établissement ou organisme parapublic (conseil scolaire, collège, université, hôpital, société d'aide à l'enfance, etc.)

- Organisme sans but lucratif (association, club, organisme communautaire, etc.)
- Coopérative

Autre :

Dans quel(s) secteur(s) œuvrez-vous? (cochez tout ce qui s'applique)

Affaires

Agriculture

Aîné(e)s et retraité(e)s

Arts, culture et patrimoine

Communication

Conception (technologie, design, recherche, etc.)

Développement communautaire

Développement économique

Éducation

Femmes

Industriel (distribution, production, impression, usinage, montage, etc.)

Immigration

Services communautaires

Jeunes

Justice

LGBTQIA+

Mouvement coopératif

Santé

Services publics (municipal, provincial, fédéral)

Services professionnels (comptabilité, coiffure, dentiste, plomberie, justice, etc.)

Autre : (spécifiez)

Quelle est la taille de votre organisation?

1 à 5 employés

5 à 10 employés

10 à 25 employés

25 à 50 employés

50 à 100 employés

100 employés et plus

Donnez un aperçu de la stabilité d'emploi au sein de votre organisation. Indiquez le nombre d'années en moyenne que vos employé.e.s demeurent en poste:

Quelques mois (contrat court terme)

1 à 2 ans

2 à 5 ans

5 à 7 ans

7 à 10 ans

10 ans à 15 ans

15 et plus

Je ne sais pas

Dépendez-vous de subventions gouvernementales pour vos opérations et embauches?

Oui

Non

Depuis combien de temps votre organisation œuvre-t-elle ou est-elle en affaires?

Moins de 5 ans

5 à 10 ans

10 à 20 ans

20 à 30 ans

30 à 50 ans

50 ans et plus

2. Quantitatif

Votre organisation est-elle désignée en vertu de la *Loi sur les services en français*?

Oui

Non

Je ne sais pas

Combien de postes désignés bilingues (en vertu de la *Loi sur les services en français*) avez-vous au sein de votre organisation?

Aucun

1 à 3

3 à 6

6 à 10

10 et plus

Je ne sais pas

Combien de ces postes désignés bilingues sont actuellement à pourvoir/vacants?

Aucun

1 à 3

3 à 6

6 à 10

10 et plus

Je ne sais pas

En moyenne, combien de temps les postes désignés demeurent vacants?

Quelques semaines ou moins

Quelques semaines à 1 mois

1 à 3 mois

3 à 6 mois

6 à 12 mois

Plus d'un an

Je ne sais pas

À combien estimez-vous le coût d'embauche d'une personne pour remplir un poste désigné? (Peut comprendre des coûts reliés au remplacement temporaire, à la formation, affichage de poste, publicité, foires, ressources humaines, etc.)

- Aucun coût
- 0\$ à 250\$
- 250\$ à 500\$
- 500\$ à 750\$
- 750\$ à 1 000\$
- 1 000\$ à 1 500\$
- Plus de 2 000\$
- Entre 10 000\$ à 25 000\$
- Je n'ai aucune idée

Diriez-vous que le coût d'embauche pour un poste désigné varie lorsque celle-ci vise spécifiquement une personne francophone ?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

Dans quelle mesure le coût d'embauche varie selon vous?

- Moins de 5 % d'écart
- Entre 5 % à 10 % d'écart
- Entre 10 % à 25 % d'écart
- Plus de 25 % d'écart
- Je ne le sais pas

Sélectionnez les énoncés qui s'appliquent.

Depuis les dernières années, notre organisation :

- a rencontré de nombreuses difficultés de recrutement et de rétention de personnel francophones / bilingue
- a rencontré quelques difficultés de recrutement et rétention de personnel francophone/bilingue
- a peu rencontré de difficultés de recrutement et de rétention de personnel francophone/bilingue
- n'a rencontré aucune difficulté de recrutement et de rétention de personnel francophone/bilingue

Combien de postes avez-vous à pourvoir à l'heure actuelle? Inscrivez un chiffre même s'il s'agit d'une estimation. Écrivez « 0 » pour aucun poste à pourvoir ou « Je ne sais pas » si vous n'avez pas la réponse.

En moyenne, combien de postes avez-vous à pourvoir chaque année?

Inscrivez un chiffre ou un ordre de grandeur (2 à 5 par exemple), même s'il s'agit d'une estimation. Écrivez « 0 » pour aucun poste à pourvoir ou « Je ne sais pas » si vous n'avez pas la réponse.

Choisissez l'énoncé qui s'applique au sujet de la durée d'une vacance d'un poste.

Les postes sont vacants plus longtemps qu'avant.

Les postes sont vacants moins longtemps qu'avant.

Rien n'a changé dans la durée de vacances d'un poste.

Je ne sais pas

En moyenne, combien de temps est-ce qu'un poste demeure vacant?

Quelques semaines ou moins

Quelques semaines à un mois

1 à 3 mois

3 à 6 mois

6 à 12 mois

Plus d'un an

Je ne sais pas

En moyenne, combien de candidatures recevez-vous par poste affiché?

1 à 5

5 à 20

20 ou plus

Parfois aucune

Aucune

Je ne sais pas

De manière générale, dans quelle proportion les candidatures que vous recevez correspondent au profil recherché?

100 % — les candidatures sont toujours qualifiées

90 %

80 %

75 %

50 % — les candidatures sont la moitié du temps qualifiées

30 %

25 %

10 %

0 % — les candidatures ne sont jamais qualifiées

Je ne sais pas

Classez en ordre d'importance la provenance, de manière générale, des candidatures que vous recevez pour les postes à pourvoir :

(1 étant la provenance la plus fréquente et 5 la provenance la moins fréquente)

Local

Régional

Provincial

Hors province

Hors pays

Je ne sais pas

Avez-vous déjà eu à recruter du personnel francophone à l'extérieur de votre localité ou région par manque de main-d'œuvre qualifiée au plan local?

Oui

Non

Je ne sais pas

Combien de fois cela s'est-il produit-il?

Jamais

Une seule fois (exception)

Deux à cinq fois

Cinq à dix fois

Plus de dix fois

À chaque embauche

Je ne sais pas

À quelle fréquence diriez-vous que cela s'est produit?

- Dans le dernier mois
- Dans le dernier trimestre
- Dans la dernière année
- Dans les cinq dernières années
- Dans la dernière décennie

Quels facteurs vous ont contraint à embaucher malgré le manque de qualifications? (Cochez tous les choix qui s'appliquent)

- L'urgent besoin de remplir le poste
- L'absence ou le manque de candidatures
- La langue
- Les conditions de travail du poste
- La rareté de spécialisation ou d'expertise dans un domaine précis
- Le risque de perdre un contrat ou un client
- Le besoin du candidat de déménager ou de se relocaliser rapidement
- Autre : (spécifiez)

Combien de membres de votre personnel ont quitté leur emploi dans votre organisation dans la dernière année (12 derniers mois)?

- Aucun
- 1 à 3
- 3 à 5
- 5 à 10
- 10 et plus
- Je ne sais pas

Quelles raisons ont motivé les membres de votre personnel à quitter leur emploi? Inscrivez plus d'une réponse le cas échéant.

De manière générale, quel est le taux de postes comblés à la suite de postes laissés vacants (départs) dans la dernière année?

- Moins du quart (25 %) des postes vacants ont été comblés
- Plus du quart (25 %) des postes vacants ont été comblés
- La moitié (50 %) des postes vacants ont été comblés
- Les trois quarts (75 %) des postes vacants ont été comblés
- Presque tous les postes vacants ont été comblés (entre 80 % à 95 %)
- Aucun, tous les postes vacants le sont encore depuis 1 an
- Je ne sais pas

Compte tenu des dernières données démontrant une croissance de l'emploi dans certaines régions, comme le Nord et le Sud de l'Ontario, dans quelle mesure jugez-vous les éléments suivants importants :

(1 peu important, 2 important, 3 assez important, 3 très important, 4 critique, 5 je ne sais pas/ne s'applique pas)

- La mobilité interrégionale de la main-d'œuvre
- La mobilité interprovinciale de la main-d'œuvre
- L'intersectorialité (entre les secteurs économiques et d'emploi)
- L'interorganisationnel (entre les organismes/agences)

Quel est le coût estimé du processus d'embauche pour un poste dans votre organisation? (C'est-à-dire administration du processus, publicité, affichage, foires, ressource humaine, frais de déplacement, etc.)

(Fournissez soit un ordre de grandeur (\$) ou des exemples de coûts. Indiquez « Je ne sais pas » si vous ne connaissez pas la réponse.)

3. Qualitatif

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les énoncés suivants quant à la pénurie de main-d'œuvre francophone et bilingue?

(Échelle : Fortement d'accord, D'accord, Neutre, Désaccord, Ne s'applique pas)

- Je me sens concerné.e et je me sens affecté.e
- Je perçois la pénurie de main-d'œuvre comme un grave problème, une menace
- Je me sentirai concerné.e qu'à plus long terme, dans quelques années
- Je préfère le terme rareté que pénurie de main-d'œuvre
- Je n'ai pas vraiment entendu parler de pénurie de main-d'œuvre
- Je ne perçois pas de problème, ni de défi*

Dans quelle mesure est-ce que la rareté ou la pénurie de main-d'œuvre a ou a eu un impact sur les éléments suivants de votre organisation?

(Échelle : Énormément, Assez, Un peu, Pas du tout, Je ne sais pas, Ne s'applique pas)

L'atteinte ou la réalisation de notre mission

Le surmenage des employés

Le stress des employés

La motivation des employés

Le respect des échéances

Les congés de maladies ou absences répétées

La rentabilité de nos produits, services, programme

La productivité

La croissance de nos activités

Le développement d'initiatives, nouveaux produits ou services

Dans quelle mesure les défis de recrutement et de rétention de personnel francophone affectent la capacité de votre organisation à accueillir des étudiants en formation/placement, des stagiaires?

Nous sommes plus enclins qu'avant à accueillir des étudiants/stagiaires

Nous sommes moins enclins qu'avant à accueillir des étudiants/stagiaires

Nous n'accueillons pas d'étudiants/stagiaires

Nous n'accueillons plus d'étudiants/stagiaires

Je ne sais pas

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants :

(échelle 1 En désaccord, 2 Incertain, 3 Un peu en accord, 4 En accord, 5 Ne s'applique pas)

Il coûte plus cher d'embaucher quelqu'un de non qualifié que de garder un poste vacant.

Il coûte plus cher de laisser un poste vacant que d'embaucher quelqu'un non qualifié.

Il coûte plus cher de former quelqu'un de non qualifié mais qui a de l'expérience que quelqu'un sans expérience.

Quelle(s) mesure(s) avez-vous prises ou mises en place pour faire face à la pénurie ou rareté de main-d'œuvre francophone et bilingue? Cochez tout ce qui s'applique.

Permettre le télétravail

Reporter des projets à plus tard

Hausser les heures de travail supplémentaires

- Accroître les avantages (hausse de salaire, prime)
- Négocier la prolongation de contrat
- Augmenter le développement professionnel
- Refuser des initiatives, projets ou contrats
- Restructurer les opérations, départements ou divisions
- Scinder des postes en deux ou réévaluer leur description
- Réaffecter le personnel
- Avoir recours à des sous-traitants
- Partager des employés à temps partiel entre organisations
- Aucun de ces choix ne s'applique
- Autre(s) :